

UNIVERSITE LIBRE DE KIGALI U L K

B.P. 2280 KIGALI * Tél. (+250) 502416 / 17 / 18 / 19 / 20 / 21 * Fax : (+250) 502422
e-mail : ulk@rwandatel1.rwanda1.com * Site Web : <http://www.ulk.ac.rw>



REVUE SCIENTIFIQUE DE L'UNIVERSITE

N°6

EDITION DE L'UNIVERSITE LIBRE DE KIGALI

Février 2006

TABLE DES MATIERES

Dr RUSUHUZWA K. Thomas	1
L'HOMOGENEITE DES BESOINS D'ENCAISSES REELLES DANS QUELQUES PAYS COMESA.	
Dr NZABANDORA Joseph	29
MODERNITE MANQUEE ET PIEGES ETHNIQUES DANS LA REGION DES GRANDS LACS: DE QUELLE MODERNITE ET DE QUELS PIEGES ETHNIQUES S'AGIT-IL ?	
Gustave Tombola Masereri	67
EFFECTIVENESS OF OUTSOURCING AS A STRATEGY THAT MAY REDUCE OPERATING COSTS, ENHANCE COMPETITIVENESS AND INCREASE SHAREHOLDER VALUE IN INFORMATION TECHNOLOGY FIELD	
OKOKO OSAMBO	89
IMF ¹ AND WORLD BANK POLITICAL CONDITIONALITY ASSESSMENT AND PROSPECTS	
MICHEL S. KAMANZI	105
IDENTITES ET VIOLENCE	
Douglas B. KIGABO	119
THE RESPONSE OF RWANDAN IMPORTS TO EXCHANGE RATE NOVEMENTS: A COINTEGRATION ANALYSIS	

Editorial

L'une des missions que l'Université Libre de Kigali (ULK) se propose est celle de promouvoir la recherche scientifique pour mieux servir la communauté. C'est pour cette raison que cette Institution met à la disposition du public ses réalisations dans le domaine de la recherche à travers sa Revue Scientifique.

Ces publications reflètent les analyses et les expériences des enseignants de l'Université Libre de Kigali sur le plan économique, culturel, socio-politique, juridique,...

Dans le cadre de la politique nationale axée sur le bilinguisme, l'Université Libre de Kigali ne déroge pas à la règle. C'est pourquoi, certaines des publications contenues dans cette Revue sont soit en français soit en anglais.

L'Université Libre de Kigali saisit cette opportunité pour exprimer sa profonde gratitude à tous ceux qui ont contribué de manière significative à la réalisation de ce 6^e numéro. Notre reconnaissance va également aux personnes qui ne cessent de nous encourager. C'est évidemment grâce à ces réactions positives que nous sommes fiers de vous présenter le présent numéro.

Dr RUSUHUZWA KIGABO Thomas
Recteur

**L'HOMOGENEITE DES BESOINS D'ENCAISSES
REELLES DANS QUELQUES PAYS COMESA.**

Par : Dr RUSUHUZWA KIGABO Thomas

Titre : L'HOMOGENEITE DES BESOINS D'ENCAISSES REELLES DANS QUELQUES PAYS COMESA.

Par : Dr RUSUHUZWA KIGABO Thomas

I. INTRODUCTION

La connaissance des comportements de la demande de monnaie reste importante aussi bien pour un pays que pour une zone monétaire car ils constituent un élément essentiel des mécanismes de transmission de politique monétaire. En effet, les autorités monétaires ont davantage besoin d'informations précises sur le comportement de demande de monnaie des agents économiques pour mener à bien la politique monétaire. Pour des zones monétaires la mise en place d'une politique monétaire unique est opportune s'il existe un certain rapprochement des comportements de demande de monnaie dans ces différents pays (Christophe Tavéra, 1999). En d'autres termes, le degré de sensibilité des fonctions de demande de monnaie aux variations des variables clés telles que le taux d'intérêt et la variable d'échelle doit être relativement proche pour que la politique monétaire soit efficace. Bien que l'on accepte la régulation de la monnaie par les autorités monétaires, sa demande constitue quant à elle, un phénomène privé dans ce sens que pour les agents économiques, la décision de dépenser, de conserver ou de détenir une partie de leur richesse sous forme de monnaie ne peut être soumise à aucune réglementation directe de l'état. Ce rôle de la demande de monnaie dans la conduite des politiques monétaires a été à l'origine de nombreuses recherches tant théoriques qu'empiriques, qu'il s'agissait des économies développées ou en développement¹.

La création d'une monnaie unique dans une union s'accompagne d'un taux de change unique entre les pays de cette union et ceux non membres, d'une politique monétaire unique, des changements dans l'utilisation des instruments budgétaires et fiscaux et de nouveaux en jeux en rapport avec la définition des politiques macro-

¹ Pour une revue de littérature à ce sujet, on peut se référer à Rusuhuzwa Kigabo Thomas, GATE-CNRS, 2004

économiques optimales qui permettent non seulement de réguler l'activité conjoncturelle mais également de stimuler la croissance tendancielle pour les pays formant l'union. Les théories économiques montrent que le succès de l'instauration d'une monnaie unique et d'une politique monétaire unique est conditionné par la capacité des états membres à abandonner avec un coût nul ou faible le taux de change, comme variable d'ajustement et les marges de manœuvre spécifiques à chaque état membre, en matière de politique monétaire. Les pays répondants à cet ensemble des critères forment une zone monétaire optimale. Pour Mundell (1961), la constitution d'une zone monétaire exige (i) un faible degré d'asymétrie des chocs économiques affectant les différentes régions de la zone (ii) et une flexibilité du marché du travail suffisante pour permettre à chaque région d'absorber les chocs asymétriques en l'absence de possibilité d'ajustement par le taux de change.

Cette base théorique est à l'origine de nombreuses études empiriques sur cette question de zone monétaire optimale au niveau d'un groupe des pays à déterminer. Une bonne partie de ces études cherche à déterminer le degré d'asymétrie des chocs affectant ces pays et la comparaison des degrés de flexibilité des marchés nationaux du travail. Les débats restent ouverts cependant sur un certain nombre de questions : la définition des indicateurs pertinents, les statistiques à utiliser, les stratégies de modélisation (pour le cas Européen, on peut se référer à Erkel-Rousse, 1997). Le cas de l'union Européenne illustre la différence remarquable entre les critères théoriques de l'existence d'une zone monétaire optimale et ceux effectivement retenus dans la pratique. Dans le cadre du traité de Maastricht qui définit la zone monétaire européenne, quatre critères de convergence (article 109 J, et protocole n°6 annexé au traité) ont été retenus : Le critère de stabilité des prix, le critère relatif à la situation des finances publiques, le critère relatif au mécanisme de change et le critère de taux d'intérêt. Ces critères ne se focalisent que sur le degré de rapprochement entre les valeurs prises par certaines variables dans différents pays (taux d'inflation, taux de change) mais également entre les valeurs prises par d'autres variables et des limites exogènement spécifiées (déficit public et endettement public). Le choix de ces variables repose sur le fait qu'elles sont manipulables dans le cadre de politiques monétaires et budgétaires, mais elles sont peu informatives quant à l'évolution du degré de convergence des structures macro-économiques des différents pays. En d'autres termes, tout en étant facilement évaluables, ces critères ne permettent pas d'obtenir les informations

précises sur l'état de l'homogénéisation des caractéristiques des différentes économies et à leur capacité à supporter une politique monétaire commune. Rappelons que l'existence d'une zone monétaire est théoriquement définie par les conditions relatives aux caractéristiques structurelles fondamentales des économies quant à la nature des chocs qui les affectent et des mécanismes de régulation de ceux-ci qui les caractérisent. La convergence structurelle désigne le rapprochement des structures macro-économiques fondamentales des économies, c'est-à-dire des mécanismes macro-économiques fondamentaux qui assurent la régulation des chocs au sein de chaque économie.

L'objectif de notre recherche est de tester la convergence des fonctions de demande de monnaie et l'homogénéité des besoins d'encaisses réelles pour quelques pays du COMESA, étant donné que cette organisation projette à l'horizon 2014 la mise en place d'une Union Monétaire dans le cadre de l'intégration économique.² Les pays choisis comme échantillon sont le Rwanda, le Swaziland, l'Ethiopie, le Kenya, le Madagascar et le Zimbabwe. Le Kenya est choisi comme pays de référence vue son poids économique prépondérant au sein du COMESA³. Contrairement au concept de convergence en termes de cibles, qui consiste à étudier les rapprochements de variables, conséquence des politiques économiques spécifiques ayant pour objectif de les faire converger vers des cibles exogènes, notre analyse vise le rapprochement en termes des structures économiques, les quelles sont déterminées par les paramètres structurels des fonctions de demande de monnaie qui représentent les élasticités des variables explicatives. L'égalité de ces élasticités est représentative de l'homogénéité des besoins d'encaisses réelles dans différents pays et ceci signifie que la sensibilité de la demande de monnaie des agents économiques aux variations de différentes variables est la même. Comme les estimations sont faites sur une période donnée, l'approche d'homogénéité est statique et ceci ne peut pas être considéré comme suffisant pour conclure à la convergence, qui est dynamique et signifie que les différences de sensibilités de

² Cet article est le premier d'une série d'études que nous organisons sur le problèmes de convergence des économie COMESA.

³ Le choix de ce pays a été plus dicté par la disponibilité des données pour nos tests

demande de monnaie aux variations des variables explicatives tendent vers une limite finie

Estimation des fonctions de demande de monnaie au niveau national

Pour chacun de pays formant notre échantillon, nous estimons un modèle à correction d'erreur, la méthode utilisée étant celle de Engel et Granger (1988) en deux étapes, surtout que les variables explicatives sont supposées exogènes a priori. La fonction de demande de monnaie que nous voulons étudier est

$$m_{2t} = c_1 + c_2 ly_t + c_3 ltc_t + c_4 tinft + c_5 tic_t + \varepsilon_t \quad (1)$$

avec :

$Ln2r$: Encaisses réelles en logarithme

ly : Produit Intérieur Brut en logarithme

ltc : taux de change en logarithme

inf : taux d'inflation

tch : taux d'intérêt créditeur en logarithme

ε : terme d'erreur

Dans un premier temps, nous avons testé la stationnarité des variables utilisées dans ce modèle, en utilisant le test ADF, dans sa version complète. Il ressort de cette analyse que toutes ces variables sont $I(1)^4$. La seconde étape à consister à tester la cointégration de différentes variables dans chaque pays, en utilisant la méthode en deux étapes de Engle et Granger. Il s'agit en d'autres termes de vérifier l'existence à long terme d'une relation pouvant être interprété comme une fonction de demande de monnaie, dans chaque pays.

Rappelons que la méthode en deux étapes consiste à tester la stationnarité des résidus de l'équation à long terme. Pour chaque pays, une relation cointégrante a été établie et les résultats sont pour chaque pays sont les suivants :

1. KENYA

$$ly_t = -12.5 + 1.7 ly_t + 0.003 ltc_t - 0.001 tinft + 0.01 tic_t$$

(-5.9) (8.1) (0.05) (-0.3) (1.2)

(.) t-Student $R^2=0.95$ $DW = 1.4$ $F = 128.98$

⁴ Les résultats sont disponibles auprès de l'auteur.

2. Swaziland

$$\ln_2 r_t = -16.6 + 2.6 ly_t - 0.7 ltc_t + 0.04 ti_t + 0.05 tic_t$$

(-5.8) (5.9) (-2.8) (3.6) (2.6)

(.) t-student $R^2 = 0.89$ DW = 1.1 F = 54.6

3. Zimbabwe

$$\ln_2 r_t = -7.6 + 1.3 ly_t + 0.13 ltc_t + 0.01 ti_t - 0.01 tic_t$$

(-1.3) (2.1) (0.8) (0.7) (-1.2)

(.) t-Student $R^2 = 0.72$ DW = 0.5 F = 16.75

5. Rwanda

$$\ln_2 r_t = 1.6 + 0.4 ly_t + 0.2 ltc_t + 3.9 ti_t + 0.001 tic_t$$

(-2.5) (8.25) (2.8) (1.5) (-0.9)

(.) t-Student $R^2 = 0.9$

Madagascar

$$\begin{aligned}
 \Delta r_t = & -37.7 + 3.5\Delta y_t - 0.3\Delta i_t + 0.01\Delta \pi_t + 0.02\Delta i_t \\
 & (-1.9) \quad (2.4) \quad (-1.7) \quad (0.8) \quad (0.9) \\
) t\text{-Student } R^2 = & 0.3 \quad DW = 1.2 \quad F = 2.4
 \end{aligned}$$

Ces résultats montrent que la demande de monnaie dans ces différents pays est essentiellement pour le motif de transaction (les élasticités revenu étant toutes significativement différentes de zéro). Soulignons toutefois que de différences remarquables semblent se dégager quant aux sensibilités des agents économiques dans ces différents pays à la variation de la variable d'échelle, mesurée par le PIB. En effet, quand cette variable varie de 1%, la demande de monnaie augmente de 1.7% pour le Kenya, 3.5% pour le Madagascar, 2.6 % Swaziland, 1.3% au Zimbabwe et seulement de 0.4 % au Rwanda. Un autre fait marquant est que la demande des encaisses réelles n'est pas sensible à la variation du taux d'inflation, du taux d'intérêt créditeur dans aucun des pays considérés. Cette demande est sensible à la variation du taux de change seulement au Rwanda et en Swaziland, mais avec différences de comportements.

Dans une étape suivante, nous sommes passé à la modélisation ECM, pour estimer les relations à court terme pour chaque pays. Le constat est que dans chaque cas, le coefficient correcteur est significativement différent de zéro au seuil de 5%. Ce qui montre qu'il y a une relation d'équilibre de long terme entre les variables en niveau dans ces différents pays.

III. L'homogénéité des besoins d'encaisses réelles

Rappelons que l'homogénéité des besoins d'encaisses réelles signifie que les élasticités de la demande de monnaie par rapport à ses variables explicatives sont identiques pour tous les pays appartenant à une même zone monétaire⁵. C'est-à-dire pour notre cas qu'il y a homogénéité lorsque la variation de 1% de chacune des variables explicatives entraîne une même variation de la demande de monnaie pour tous les pays choisis, toutes choses restant égales par ailleurs. Pour nous permettre d'analyser les rapprochements de comportements de la demande de monnaie dans le court terme, nous avons utilisé les résultats de la modélisation ECM. Cette analyse est faite en comparant d'abord les élasticités de chaque variable explicatives par couple des pays. En outre, nous testons l'égalité des toutes les élasticités par couple des pays.

Tableau 1: Résultats de test d'égalité des coefficients du PIB

	F-statistic	Probability	Chi-square	Probability
Kenya _ Madagascar	0.23	0.64	0.23	0.63
Kenya _ Swaziland	0.26	0.62	0.26	0.61
Kenya _ Zimbabwe	0.42	0.52	0.42	0.52
Kenya _ Rwanda	2.10	0.10	2.99	0.08**
Madagascar _ Swaziland	0.00	0.99	0.00	0.99
Madagascar _ Rwanda	1.23	0.28	1.23	0.27
Swaziland _ Zimbabwe	0.02	0.89	0.02	0.89
Swaziland _ Rwanda	4.92	0.03*	4.92	0.03**
Zimbabwe _ Rwanda	2.18	0.15	2.9	0.14

* : significatif au seuil de 5%, ** : significatif au seuil de 10%.

Pour un risque d'erreur de 5%, l'hypothèse d'égalité des coefficients des PIB pour les pays membres du COMESA étudiés est rejetée dans tous les cas, sauf entre le Rwanda et le Swaziland. Au seuil de 10%, l'égalité des coefficients du PIB est acceptée seulement entre le Kenya et le Rwanda.

⁵ Christophe TAVERA, OP. CIT., p101

Tableau 2: Résultats de test d'égalité des coefficients du taux de Change

	F-statistic	Probability	Chi-square	Probability
Kenya_Madagascar	1.23	0.28	1.23	0.27
Kenya_Swaziland	0.18	0.67	0.18	0.67
Kenya_Zimbabwe	0.02	0.88	0.02	0.88
Kenya_Rwanda	4.62	0.04*	4.62	0.03*
Madagascar_Swaziland	0.59	0.45	0.59	0.44
Madagascar_Zimbabwe	1.16	0.29	1.16	0.28
Madagascar_Rwanda	1.37	0.25	1.37	0.24
Swaziland_Zimbabwe	0.07	0.79	0.07	0.79
Swaziland_Rwanda	2.87	0.10	2.87	0.09**
Zimbabwe_Rwanda	4.40	0.05*	4.40	0.03*

* : significatif au seuil de 5%. ** : significatif au seuil de 10%.

Pour un risque d'erreur de 5%, l'hypothèse d'égalité des coefficients du taux de change pour les pays membres du COMESA étudiés est rejetée dans tous les cas, sauf les couples Rwanda - Zimbabwe et Kenya-Rwanda. Cette égalité est acceptée au seuil de 10% entre le Swaziland et le Rwanda.

Tableau 3: Résultats de test d'égalité des coefficients du taux d'inflation

	F-statistic	Probability	Chi-square	Probability
Kenya_Madagascar	1.06	0.31	1.06	0.30
Kenya_Swaziland	7.03	0.01*	7.03	0.01**
Kenya_Zimbabwe	1.82	0.19	1.82	0.18
Kenya_Rwanda	0.85	0.37	0.85	0.36
Madagascar_Swaziland	0.14	0.71	0.14	0.71
Madagascar_Zimbabwe	2.86	0.10	2.86	0.09**
Madagascar_Rwanda	4.52	0.04*	4.52	0.03**
Swaziland_Zimbabwe	1.01	0.32	1.01	0.31
Swaziland_Rwanda	1.79	0.19	1.79	0.18
Zimbabwe_Rwanda	0.09	0.77	0.09	0.76

* : significatif au seuil de 5%. ** : significatif au seuil de 10%.

L'égalité des coefficients de taux d'inflation est acceptée, au seuil de 5%, dans le cas du Kenya - Swaziland et Madagascar-Rwanda. Au seuil de 10%, Cette égalité est acceptée dans le cas du Kenya-Swaziland, Madagascar-Zimbabwe et Madagascar-Rwanda.

Tableau 4: Résultats de test d'égalité des coefficients du taux d'intérêt créditeur

	F-statistic	Probability	Chi-square	Probability
Kenya _ Madagascar	2.58	0.12	2.58	0.11
Kenya _ Swaziland	0.01	0.91	0.01	0.91
Kenya _ Zimbabwe	4.48	0.04*	4.48	0.03**
Kenya _ Rwanda	1.06	0.31	1.06	0.30
Madagascar _ Swaziland	1.68	0.21	1.68	0.19
Madagascar _ Zimbabwe	0.15	0.70	0.14	0.70
Madagascar _ Rwanda	0.19	0.67	0.19	0.66
Swaziland _ Zimbabwe	5.28	0.03*	5.27	0.02**
Swaziland _ Rwanda	1.38	0.25	1.38	0.24
Zimbabwe _ Rwanda	9.13	0.01*	9.13	0.00**

* : significatif au seuil de 5%. ** : significatif au seuil de 10%.

L'égalité des coefficients de taux d'intérêt créditeur est acceptée, au seuil de 5%, dans le cas du Kenya - Zimbabwe, Swaziland-Zimbabwe et Zimbabwe-Rwanda.

Le test global de l'égalité des coefficients des toutes les variables explicatives de la demande de monnaie des pays pris deux à deux montre qu'il y a des comportements homogènes de la demande de monnaie par rapport à la variation de toutes les variables explicatives quelque soit le couple des pays considérés, comme le montre le tableau suivant :

Tableau 5: Résultats de test d'égalité des coefficients des toutes les variables explicatives

	F-statistic	Probability	Chi-square	Probability
Kenya_Madagascar	2.76	0.05*	11.04	0.02*
Kenya_Swaziland	1.97	0.13	7.90	0.09*
Kenya_Zimbabwe	1.55	0.22	6.20	0.18
Kenya_Rwanda	2.64	0.06*	10.55	0.03*
Madagascar_Swaziland	0.82	0.52	3.29	0.51
Madagascar_Zimbabwe	1.20	0.33	4.80	0.31
Madagascar_Rwanda	2.12	0.11	8.48	0.07*
Swaziland_Zimbabwe	1.61	0.20	6.45	0.17
Swaziland_Rwanda	3.55	0.02*	14.19	0.00*
Zimbabwe_Rwanda	3.88	0.01*	15.53	0.00*

IV. Convergence structurelle des fonctions de demande de monnaie

L'analyse de rapprochements des comportements de demande de monnaie est une analyse statique dans ce sens qu'elle porte sur une période bien définie, contrairement à l'analyse de la convergence qui prend en compte la dimension dynamique du concept de convergence afin de dater précisément le début du processus de convergence du phénomène observé. En effet, une analyse de la convergence menée uniquement en termes de variables peut aboutir à la conclusion selon laquelle les économies ont effectivement convergé alors que cette convergence statistiquement observée au niveau des variables utilisées n'est qu'une convergence de surface induite par des stratégies de politiques économiques spécifiques. C'est pour cette raison que nous testons la convergence structurelle entre les pays pris deux à deux ainsi qu'un test de convergence structurelle global entre les pays choisis dans le cadre de notre étude. Les tests de convergence entre deux pays consistent à retenir une spécification de la fonction de demande de monnaie identique pour chaque pays et à estimer une « équation de différence » entre les deux pays. Nous supposons les coefficients du modèle variables et nous les estimons de manière réursive, pour nous permettre de réaliser un examen graphique de leur évolution dans le temps en vue de souligner la présence ou l'absence d'une tendance à la convergence.

IV.1. Estimation par les moindres carrés récursifs

Cette méthode de convergence structurelle basée sur une estimation par les moindres carrés récursifs consiste à analyser la convergence des structures entre deux économies au niveau de la relation de demande de monnaie des agents non financiers. La spécification choisie de la fonction de demande de monnaie au sein de chaque pays, est un modèle d'ajustement partiel suivant :

$$lm_2 r_{i,t} = a_{i,t} + b_{i,t} ly_{i,t} + c_{i,t} ltc_{i,t} + d_{i,t} tic_{i,t} + e_{i,t} lm_2 r_{i,t-1} + \epsilon_{i,t} \quad (2)$$

où $i=1, \dots, 5$; c'est-à-dire les cinq pays étudiés et $t=1, \dots, T$; c'est-à-dire la période d'observation variant de 1 à 29.

Considérons deux pays i et k dont la fonction de demande de monnaie pour chaque pays est donnée respectivement par l'expression suivante:

$$lm_2 r_{i,t} = a_{i,t} + b_{i,t} ly_{i,t} + c_{i,t} ltc_{i,t} + d_{i,t} tic_{i,t} + e_{i,t} lm_2 r_{i,t-1} + \epsilon_{i,t} \quad (3)$$

$$lm_2 r_{k,t} = a_{k,t} + b_{k,t} ly_{k,t} + c_{k,t} ltc_{k,t} + d_{k,t} tic_{k,t} + e_{k,t} lm_2 r_{k,t-1} + \epsilon_{k,t} \quad (4)$$

La convergence structurelle est alors évaluée à partir d'une « équation de différence » obtenue en soustrayant membre à membre l'équation de demande de monnaie du pays k à l'équation de demande de monnaie du pays i , c'est-à-dire (3)-(4). Après transformation on a :

$$lm_2 r_{i,t} - lm_2 r_{k,t} = (a_{i,t} - a_{k,t}) + (b_{i,t} - b_{k,t}) ly_{i,t} + b_{k,t} (ly_{i,t} - ly_{k,t}) + (c_{i,t} - c_{k,t}) ltc_{i,t} + c_{k,t} (ltc_{i,t} - ltc_{k,t}) + (d_{i,t} - d_{k,t}) tic_{i,t} + d_{k,t} (tic_{i,t} - tic_{k,t}) + (e_{i,t} - e_{k,t}) lm_2 r_{i,t-1} + e_{k,t} (lm_2 r_{i,t-1} - lm_2 r_{k,t-1}) \quad (5)$$

Notons par

$$A_t^{i,k} = (a_{i,t} - a_{k,t}), B_t^{i,k} = (b_{i,t} - b_{k,t}), C_t^{i,k} = (c_{i,t} - c_{k,t}), D_t^{i,k} = (d_{i,t} - d_{k,t}) \text{ et } E_t^{i,k} = (e_{i,t} - e_{k,t})$$

L'équation (5) devient :

$$lm_2r_{i,t} - lm_2r_{k,t} = A_t^{i,k} + B_t^{i,k} ly_{i,t} + b_{k,t} ly_{i,t} - ly_{k,t} + C_t^{i,k} ltc_{i,t} + c_{k,t} ltc_{i,t} - ltc_{k,t} + D_t^{i,k} tic_{i,t} + d_{k,t} tic_{i,t} - tic_{k,t} + E_t^{i,k} lm_2r_{i,t-1} + e_{k,t} lm_2r_{i,t-1} - lm_2r_{k,t-1} + \varepsilon_t \quad (6)$$

, avec $t=1, \dots, T$

L'équation (6) est estimée sur la période $t=1, \dots, \tau$, puis successivement sur les périodes : $t=1, \dots, (\tau+1)$, $t=1, \dots, (\tau+2)$, $t=1, \dots, (\tau+3)$, jusqu'à $t=1, \dots, T$.

Ces estimations récursives permettent d'obtenir des séries de paramètres structurels

$A_t^{i,k}$, $B_t^{i,k}$, $C_t^{i,k}$, $D_t^{i,k}$ et $E_t^{i,k}$ variant au cours de temps. Il y a convergence structurelle entre les pays i et k si

$$\lim_{t \rightarrow \infty} (A_t^{i,k} - A_{t+1}^{i,k}) = 0 \quad \text{et/ou} \quad \lim_{t \rightarrow \infty} (B_t^{i,k} - B_{t+1}^{i,k}) = 0 \quad \text{et/ou} \quad \lim_{t \rightarrow \infty} (C_t^{i,k} - C_{t+1}^{i,k}) = 0$$

$$\text{et/ou} \quad \lim_{t \rightarrow \infty} (D_t^{i,k} - D_{t+1}^{i,k}) = 0 \quad \text{et/ou} \quad \lim_{t \rightarrow \infty} (E_t^{i,k} - E_{t+1}^{i,k}) = 0$$

Pour illustrer cette méthodologie d'évaluation du degré de rapprochement des comportements de demande de monnaie, nous estimons l'équation (6) entre le Rwanda et le Kenya. L'équation estimée sur toute la période d'étude, c'est-à-dire de 1972 à 2001 est :

$$lm_2r = -4.4158 + 1.0270*ly + 0.3995*ltc - 0.0095*tic + 0.6028*lm_2r(-1)$$

(-1,846) (3,034) (1,137) (-0,202) (1,777)

Nous avons choisi la période allant de 1972 à 1985 comme sous échantillon à partir duquel nous effectuons des estimations récursives et les sous périodes successives sont $t=1972, \dots, 1985$; $t=1972, \dots, 1986$; $t=1972, \dots, 1987$; jusqu'à $t=1972, \dots, 2001$.

Tableau 6 : Résultats des estimations des paramètres structurels de l'équation de différence entre le Rwanda et le Kenya

Période	$A^{i,k}_t$	$B^{i,k}_t$	$C^{i,k}_t$	$D^{i,k}_t$	$E^{i,k}_t$
1972-1985	-10,1190	0,2771	2,1387	0,0824	-1,3856
1972-1986	10,8625	1,1700	-2,2491	0,0871	-1,3472
1972-1987	15,0076	1,3179	-3,1524	0,0870	-1,2730
1972-1988	16,3947	1,2295	-3,6184	0,0973	-0,9760
1972-1989	15,8979	1,2305	-3,5845	0,0889	-0,7696
1972-1990	14,4761	0,9379	-3,4932	0,1193	-0,5075
1972-1991	1,7558	0,6845	-1,0061	0,0995	0,1802
1972-1992	-3,1521	0,6430	-0,0159	0,0744	0,4507
1972-1993	-8,4571	1,2026	1,3745	-0,0532	0,6380
1972-1994	-8,4284	1,2435	1,2622	-0,0311	0,7105
1972-1995	-2,0759	1,2135	0,1187	0,0112	0,1485
1972-1996	-2,5608	1,1293	0,1664	-0,0210	0,3842
1972-1997	-2,7835	1,0895	0,1824	-0,0221	0,4431
1972-1998	-2,7229	1,0570	0,1548	-0,0112	0,4605
1972-1999	-2,8828	1,0355	0,1699	-0,0115	0,4615
1972-2000	-3,7602	1,0220	0,3109	-0,0071	0,5421
1972-2001	-4,4159	1,0270	0,3996	-0,0055	0,6028

Il y a convergence d'un paramètre structurel, lorsque la différence de la valeur prise par celui-ci à une date t et celle de sa valeur à une date $t+1$ diminue avec le temps jusqu'à approcher zéro. Les résultats mentionnés dans le tableau suivant permettent de conclure à une convergence structurelle entre le Rwanda et le Kenya, un comportement qui peut être interprété comme un rapprochement des comportements de demande de monnaie entre les deux pays.

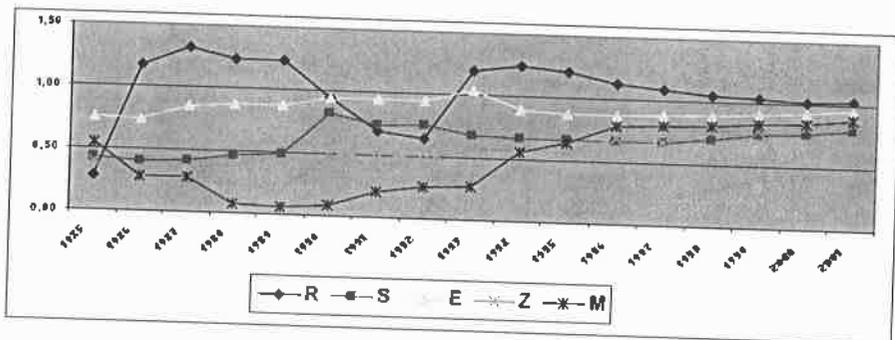
Période	$A^{i,k}_t - A^{i,k}_{t+1}$	$B^{i,k}_t - B^{i,k}_{t+1}$	$C^{i,k}_t - C^{i,k}_{t+1}$	$D^{i,k}_t - D^{i,k}_{t+1}$	$E^{i,k}_t - E^{i,k}_{t+1}$
1985	20,9816	0,8929	-4,3878	0,0048	0,0383
1986	4,1451	0,1479	-0,9033	-0,0001	0,0742
1987	1,3870	-0,0884	-0,4660	0,0103	0,2971
1988	-0,4968	0,0010	0,0338	-0,0084	0,2064
1989	-1,4218	-0,2926	0,0913	0,0303	0,2621
1990	-12,7203	-0,2534	2,4871	-0,0198	0,6877
1991	-4,9079	-0,0415	0,9902	-0,0250	0,2705
1992	-5,3050	0,5595	1,3904	-0,1277	0,1874
1993	0,0287	0,0410	-0,1122	0,0221	0,0725
1994	6,3526	-0,0300	-1,1436	0,0423	-0,5620
1995	-0,4849	-0,0842	0,0477	-0,0322	0,2357
1996	-0,2228	-0,0399	0,0160	-0,0011	0,0588
1997	0,0607	-0,0324	-0,0275	0,0108	0,0174
1998	-0,1599	-0,0215	0,0350	-0,0003	0,0011
1999	-0,8774	-0,0135	0,1210	0,0044	0,0806
2000	-0,6557	0,0050	0,0887	0,0016	0,0607

IV.2. Représentation graphique de l'évolution temporelle des Coefficients structurels

La simple représentation graphique de l'évolution temporelle des variables explicatives de la demande de monnaie des différents pays comparée tour à tour à celle du Kenya choisi comme pays de référence laisse apparaître des situations contrastées en début de période. Ces évolutions sont illustrées sur les graphiques suivants. Partant de l'ensemble des graphiques, nous constatons une tendance au rapprochement des comportements en terme de demande de monnaie en fin de période.

Graphique 1 : Evolution temporelle du coefficient du PIB

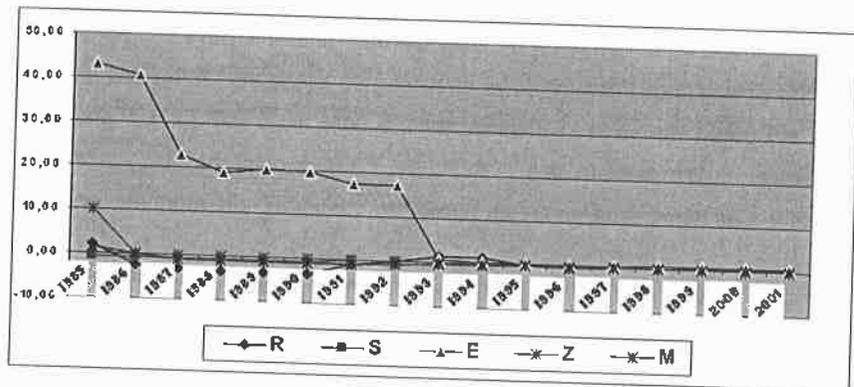
La représentation graphique de l'évolution temporelle du coefficient du PIB montre une grande disparité de la demande de monnaie pour motif de transaction des agents économiques au cours de la période allant de 1985 à 1995 par rapport au Kenya considéré comme pays de référence. Par contre, les écarts restent relativement faibles et ne cessent de diminuer depuis 1996. Ceci constitue un indicateur d'une tendance au rapprochement des comportements de demande de monnaie pour motif de transaction en fin de période.



R = Rwanda S = Swaziland E = Ethiopie Z = Zimbabwe M = Madagascar

Graphique 2 : Evolution temporelle du coefficient du taux de change

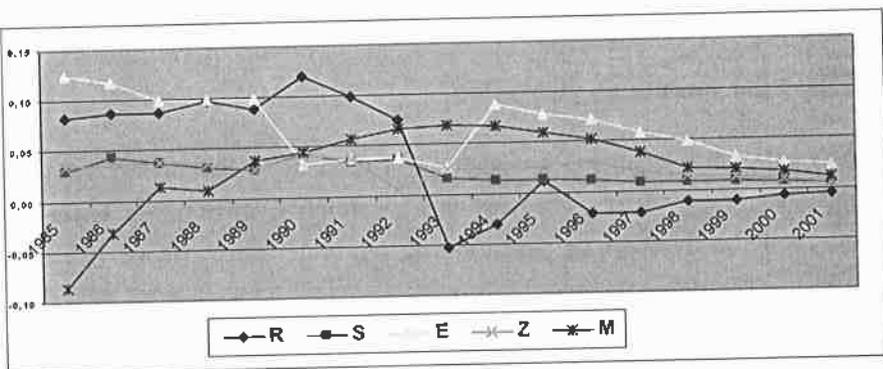
Le comportement de la demande de monnaie des agents économiques de différents pays par rapport à la variation des taux de change est quasiment homogène à partir des années 1993.



R = Rwanda S = Swaziland E = Ethiopie Z = Zimbabwe M = Madagascar

Graphique 3 : Evolution temporelle du coefficient du taux d'intérêt créditeur

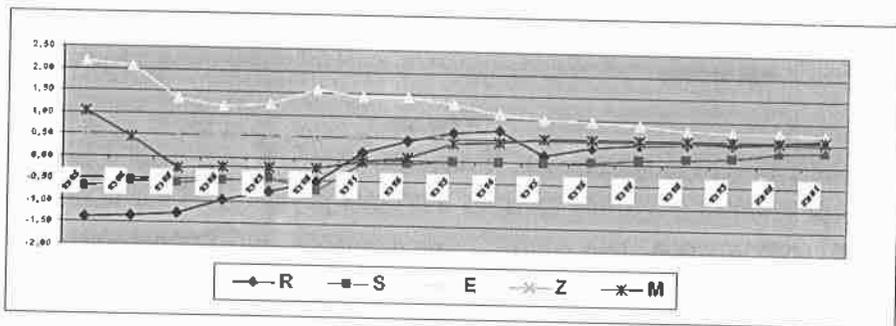
Le graphique suivant montre que la demande de monnaie pour motif d'épargne présente de grandes disparités dans les différents pays étudiés sur la période allant de 1985 à 1996. Par contre, une tendance au rapprochement est observée en fin de période pour l'ensemble des pays étudiés.



R = Rwanda S = Swaziland E = Ethiopie Z = Zimbabwe M = Madagascar

Graphique 4 : Evolution temporelle du coefficient de l'encaisse retardée

L'examen graphique de l'évolution temporelle du coefficient de l'encaisse réelle retardée d'une période pour chaque pays indique des comportements divergents surtout en début de période. Comme pour les cas précédents, une tendance au rapprochement des comportements est nettement observable depuis 1995 pour l'ensemble des pays retenus.



R = Rwanda S = Swaziland E = Ethiopie Z = Zimbabwe M = Madagascar

IV.3. Analyse par mesure de dispersion

Nous analysons pour terminer, analyser l'évolution de la dispersion mesurée par la variance, des valeurs estimées des paramètres structurels entre les périodes τ et T. La fonction de demande de monnaie dans chaque pays est représentée par l'équation ci-après :

$$lm_{2t,i} = a_{i,t} + b_{i,t}y_{i,t} + c_{i,t}ic_{i,t} + d_{i,t}ic_{i,t} + e_{i,t}lm_{2t,i-1} + \varepsilon_{i,t} \quad (7)$$

avec $t=1, \dots, T$; $i=1, \dots, 6$ et $\varepsilon_{i,t} \approx BB(0, \sigma_{\varepsilon}^2)$.

Pour chaque pays i , l'équation ci-dessus est alors estimée de façon récursive sur la période $t=1, \dots, \tau$, puis successivement sur les périodes $t=1, \dots, (\tau+1)$, $t=1, \dots, (\tau+2)$, ..., $t=1, \dots, T$. Ces estimations récursives permettent d'obtenir pour chaque paramètre structurel de l'équation (7) des séries de paramètres estimés pour chacun des pays et à partir de chaque sous échantillon : $\hat{a}_{i,t}$, $\hat{b}_{i,t}$, $\hat{c}_{i,t}$, $\hat{d}_{i,t}$, $\hat{e}_{i,t}$, avec $i=1, \dots, 6$ et $t=\tau, \dots, T$

nous pouvons, par la suite, analyser l'évolution de la dispersion des valeurs estimées de ces paramètres structurels entre les périodes τ et T. Il y a convergence structurelle des fonctions de demande de monnaie si :

$\text{Var}(\hat{a}_{\delta}) > \text{Var}(\hat{a}_{\lambda})$, avec $\delta < \lambda$ et $\delta, \lambda \in \{\tau, \dots, T\}$ et/ou

$\text{Var}(b_\delta) > \text{Var}(b_\lambda)$, avec $\delta < \lambda$ et $\delta, \lambda \in \{\tau, \dots, T\}$ et/ou
 $\text{Var}(c_\delta) > \text{Var}(c_\lambda)$, avec $\delta < \lambda$ et $\delta, \lambda \in \{\tau, \dots, T\}$ et/ou
 $\text{Var}(d_\delta) > \text{Var}(d_\lambda)$, avec $\delta < \lambda$ et $\delta, \lambda \in \{\tau, \dots, T\}$ et/ou
 $\text{Var}(e_\delta) > \text{Var}(e_\lambda)$, avec $\delta < \lambda$ et $\delta, \lambda \in \{\tau, \dots, T\}$ et/ou

Le tableau suivant donne les résultats des estimations récursives de chaque paramètre structurel sur la période allant de 1985 à 2001, pour le cas du Rwanda.

Période	Résultats des estimations des paramètres				
	C	LPIB	LTC	TIC	LM2R(-1)
1972-1985	2,116709	0,318963	0,585617	-0,026889	0,120933
1972-1986	8,094095	0,545485	-0,969935	-0,017661	0,168345
1972-1987	8,290838	0,551168	-1,023106	-0,017328	0,172103
1972-1988	8,347322	0,551910	-1,039238	-0,017166	0,174182
1972-1989	8,420877	0,552975	-1,014977	-0,016514	0,144537
1972-1990	8,334122	0,544808	-0,994451	-0,016299	0,147476
1972-1991	5,225122	0,413837	-0,542227	-0,015308	0,379772
1972-1992	4,388119	0,440177	-0,406906	-0,022360	0,407333
1972-1993	4,912903	0,366049	-0,472265	-0,008104	0,398526
1972-1994	4,469159	0,195050	-0,432769	0,008198	0,513459
1972-1995	4,379567	0,217608	-0,389428	0,005546	0,487568
1972-1996	4,380159	0,202581	-0,355452	0,010285	0,468008
1972-1997	4,661898	0,230182	-0,359304	0,012070	0,411983
1972-1998	4,566751	0,226351	-0,347001	0,011789	0,420189
1972-1999	3,877408	0,183319	-0,260029	0,010157	0,488646
1972-2000	2,529752	0,065795	-0,097967	0,011794	0,641532
1972-2001	1,713726	-0,006596	-0,005333	0,012710	0,738623

Sur base des résultats des estimations récursives de la fonction de demande de monnaie de chaque pays, les variances de chaque paramètre structurel sur la période allant de 1985 à 2001 ont été calculées et les résultats sont présentés dans la matrice des variances ci-après:

Matrice des variances

	Var(a ₆)	Var(b ₆)	Var(c ₆)	Var(d ₆)	Var(e ₆)
1985	0,908693	0,203213	1,560071	0,001093	0,071090
1986	12,846543	0,184238	4,395884	0,001125	0,049319
1987	18,043237	0,175823	10,100832	0,000976	0,049282
1988	18,779660	0,165510	10,575718	0,000879	0,049863
1989	19,922556	0,198444	11,339004	0,000266	0,060273
1990	19,034955	0,201797	8,738653	0,000076	0,078968
1991	8,722054	0,204714	5,698418	0,000081	0,029642
1992	2,608253	0,182339	0,217111	0,000110	0,017074
1993	3,264126	0,204086	0,233478	0,000027	0,023661
1994	2,724124	0,170842	0,190395	0,000020	0,017778
1995	2,376772	0,166528	0,169771	0,000019	0,010350
1996	2,368356	0,165798	0,165096	0,000023	0,012172
1997	2,246435	0,138994	0,137460	0,000039	0,018101
1998	2,079701	0,051574	0,054911	0,000044	0,011345
1999	1,797334	0,025119	0,027640	0,000027	0,009156
2000	0,965626	0,020560	0,017011	0,000031	0,007020
2001	0,708734	0,016469	0,009048	0,000033	0,005526

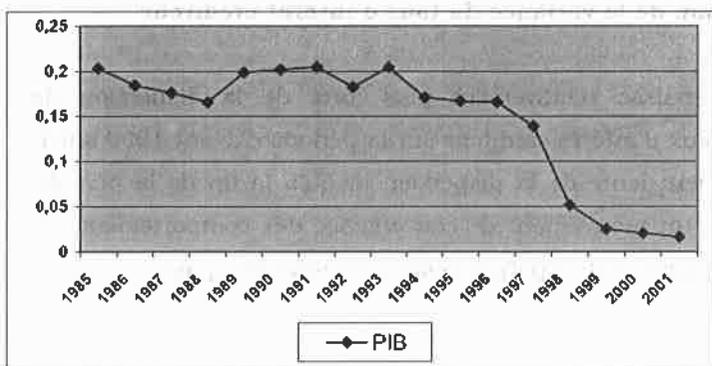
Nous pouvons alors analyser l'évolution de la dispersion des valeurs estimées de ces paramètres structurels entre les périodes 1985 et 2001.

Il ressort de l'analyse des résultats figurant dans la matrice des variances que la dispersion de chacun des paramètres baisse à partir d'une certaine période de temps et nous en déduisons qu'il y a convergence structurelle des fonctions de demande de monnaie entre les différents pays choisis. Dans le but de tenir compte de la dimension dynamique du concept de convergence afin de dater avec précision le début du processus, nous procédons à une analyse visuelle, par une représentation graphique de l'évolution des variances des paramètres estimés.

Graphique 5 : Evolution de la variance du paramètre du PIB⁶

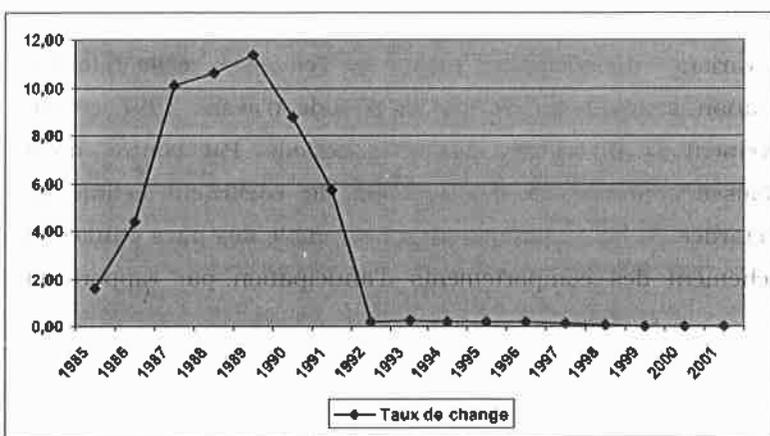
Comme pour les analyses précédentes, nous observons une nette baisse de la dispersion du coefficient estimé du PIB à partir de 1994 et donc un rapprochement des comportements de demande de monnaie pour motif de transaction pour l'ensemble des pays.

⁶ Evolution de la variance des paramètres estimés pour les six pays retenus



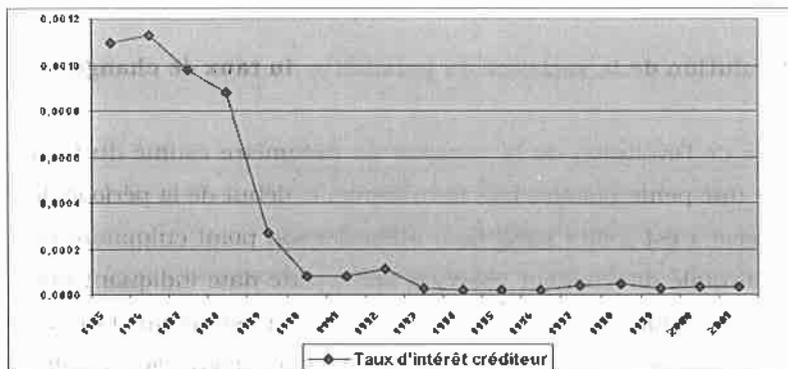
Graphique 2 : Evolution de la variance du paramètre du taux de change

La courbe ci-après de l'évolution de la variance du paramètre estimé du taux de change montre une pente positive très forte depuis le début de la période de l'estimation récurrente, c'est à dire 1985 pour atteindre son point culminant en 1990. Une chute brutale directement observée après cette date indiquant une baisse progressive et rapide de la dispersion du coefficient estimé du taux de change traduit la dynamique du mouvement de convergence des comportements des agents économiques par rapport à la variation du taux de change.



Graphique 6 : Evolution de la variance du taux d'intérêt créditeur

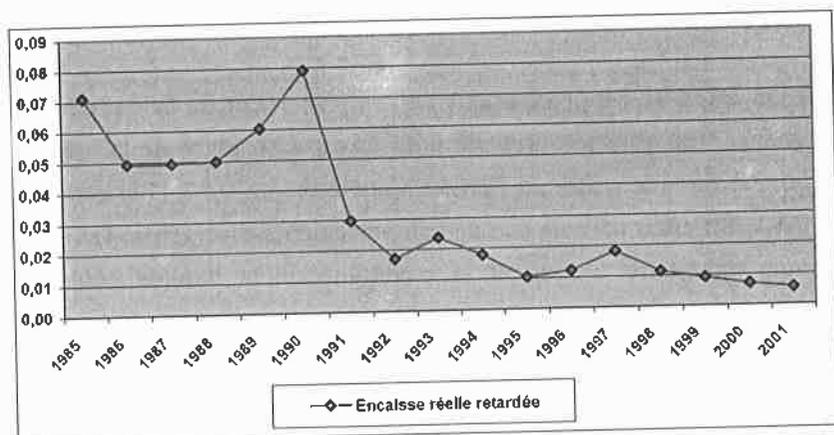
Nous observons une baisse relativement plus forte de la dispersion du coefficient estimé du taux d'intérêt créditeur sur la période d'avant 1990 suivie par une baisse nettement lente de la dispersion jusqu'à la fin de la période. Cette situation traduit un mouvement de convergence des comportements de demande de monnaie pour motif d'épargne pour l'ensemble des pays.



Graphique 7 : Evolution de la variance du paramètre de l'encaisse réelle retardée⁷

La courbe de la variance du coefficient estimé de l'encaisse réelle retardée possède une variation moins régulière sur la période d'avant 1997 ce qui traduit un mouvement de divergence sur cette période. Par contre, nous observons une baisse continue de la dispersion du coefficient estimé de l'encaisse réelle retardée en fin de période pour l'ensemble des pays étudiés et donc un rapprochement des comportements d'anticipation par rapport au futur.

⁷ Idem



En conclusion, nous constatons que les variances des tous les paramètres estimés pour les différents pays se rapprochent de plus en plus de zéro lorsque le temps augmente, c'est-à-dire que la dispersion des coefficients estimés se réduit progressivement en fonction du temps quel que soit le coefficient structurel. Il revient donc à dire qu'il existe un processus de rapprochement des comportements de demande de monnaie dans les pays ayant retenu notre attention. Les résultats de ce test corroborent avec ceux de l'estimation par les moindres carrés récursifs.

CONCLUSION

La question du degré de rapprochement de comportement de la demande de monnaie demeure une question cruciale pour la mise en place de la politique monétaire unique dans le cadre de l'Union Monétaire projeté à l'horizon 2014 par le COMESA. En effet, dans le cas de comportements divergents, l'efficacité de la politique monétaire unique et la crédibilité de la banque centre du COMESA une fois constitué seraient remises en cause.

Le but de notre étude était justement de faire une analyse exploratoire de la convergence des comportements de demande de monnaie dans les quelques pays membres du COMESA.

Comme nous l'avons précédemment mentionné, l'analyse de la convergence prend en compte la dimension dynamique du concept de convergence afin de dater précisément le début du processus de convergence du phénomène observé. Cette analyse est passée par l'évaluation du processus de convergence des structures économiques et des paramètres structurels supposés représenter les mécanismes économiques fondamentaux. La méthode des moindres carrée récursive nous a permis de mettre en évidence une tendance à la convergence structurelle des pays choisis.

Nous avons ensuite trouvé utile de visualiser le phénomène par une représentation graphique montrant l'évolution temporelle des valeurs prises par les coefficients structurels, par la méthode des moindres carrés récursives. L'ensemble des graphiques, une tendance au rapprochement des comportements en terme de demande de monnaie est observée en fin de période pour l'ensemble des pays étudiés.

En fin l'analyse graphique des dispersions des coefficients estimés montrent qu'elles se réduisent progressivement à partir d'une certaine date quel que soit le coefficient structurel, ce qui indique l'existence d'un processus de convergence des comportements de demande de monnaie dans les pays étudiés.

REFERENCES

- BRAMOVITZ M. (1986) : « Catching-up, forging ahead and falling behind », *Journal of Economic History*, vol 46, pp 385-406.
- ZARIADIS C & DRAZEN A (1990) : "Threshold externalities in economic development", *Quarterly Journal of Economics*, 105(2), pp 501-526.
- ALASSA B., *The theory of economic integration*, Allen and Unwin, London, 1961
- AI & PERRON (2003) : "Computation and Analysis of Multiple Structural Change Models", *Journal of Applied Econometrics*, 2003, pp 1-22.
- BARRO R.J. (1991) : "Economic growth in a cross section of countries", *Quarterly Journal of Economics*, vol 104, PP 407-433.
- BARRO R.J. & SALA-I-MARTIN X.(1991) : « Convergence across states and regions », *Brookings Papers on Economic Activity*, 1, pp 107-158.
- BARRO R.J. & SALA-I-MARTIN X.(1992) : "Convergence", *Journal of Political Economy*, 100(2), pp 223-251
- BERTHELEMY JC (2005) : "Convergence and development traps", Paper prepared for the WorldBank ABCDE-Senegal Conference, Dakar, January, mimeo.
- BERTHELEMY JC & SODERLING L A (2001): "The role of capital accumulation, adjustment and structural change in economic take-off : empirical evidence from African countries", *World Development*, 29(2), pp 323-343.
- BERTHELEMY JC & VAROUDAKIS A (1996): "Economic growth, convergence clubs, and the role of financial development", *Oxford Economic Papers*, 48(2), pp 300-328
- BAUMOL W.J. (1986): "Productivity growth, convergence and welfare : what the long run data show", *American Economic Review*, 76(5), pp 1072-1085
- BERNARD A. & DURLAUF S.(1996) : « Interpreting tests of the convergence hypothesis », *Journal of Econometrics*, 71, pp 161-173.
- BERNARD A. & JONES C.I.(1996) : « Productivity across industries and countries : time series theory and evidence », *The Review of Economics and Statistics*, pp 135-146.

- CASELLI F., ESQUIVEL G. & LEFORT F. (1996): "Reopening the convergence debate: a new look at cross-country growth empirics", *Journal of Economic Growth*, 1, pp 363-389.
- CHATTERJEE M (1992): "Convergence clubs and endogenous growth", *Oxford Review of Economic Policy*, vol 8, pp 57-69.
- CHATTERJEE M & DEWHURST JH (1996): "Convergence clubs and relative economic performance in Great Britain: 1977-1991", *Regional Studies*, vol 30, pp 31-40
- COHEN J. & M.L. HAMMOUR (1994): « Economic Growth in the Middle East and North Africa: An International Comparison », Cairo Economic Research Forum for the Arab Countries, The Islamic Republic of Iran and Turkey, Working paper 9403.
- COMESA Secretariat, Annual Report 2002, Lusaka, 2003
- COMESA Secretariat, COMESA in brief, Lusaka, January 2003
- DURLAUF S & JOHNSON PA (1995): "Multiple regimes and cross-country growth behaviour", *Journal of Applied Econometrics*, 10(4), pp 3656-384
- DURLAUF S & QUAH (1999): "The new empirics of economic growth", *Handbook of Macroeconomics*.
- EBER N., La convergence financière en Europe, Université Robert Schuman, Paris, Janvier 2001
- EL-ERIAN M.A., EKEN S., FENNELL S. & CHAUFFOUR J.P. (1996): « Growth and Stability in the Middle East and North Africa », IMF working paper, International Monetary Fund, March 1996.
- FUSS C., Mesures et tests de convergence : Une revue de littérature » in *Revue de l'OFCE N°69*, Université Libre de Bruxelles, Avril, 1999.
- GUETAT I & SERRANITO F (2005): "Income convergence within the MENA countries: A panel unit root approach", Heba Handoussa Volume, Economic Research Forum (ERF) publications, forthcoming
- MURINDE V., The theory of economic integration in the Free Trade Area of the Common Market for Eastern and Southern Africa, Ashgate, Lusaka, 2001.
- N'KODIA. Cl., L'intégration économique, les enjeux pour l'Afrique Centrale, Harmattan, Paris, 1999

ALA-I-MARTIN X.(1996) : « The classical approach to convergence analysis », *Economic Journal*, 106, pp 1019-1036.

AVERA Christophe, *La convergence des économies Européennes*,
édition ECONOMICA, Paris, 1999.

**MODERNITE MANQUEE ET PIEGES ETHNIQUES DANS LA
EGION DES GRANDS LACS : DE QUELLE MODERNITE ET DE
QUELS PIEGES ETHNIQUES S'AGIT-IL ?**

Par Dr NZABANDORA Joseph, Ph. D.

**Professeur à l'Université Libre de Kigali et Doyen de la Faculté des Sciences
Sociales**

MODERNITE MANQUEE ET PIEGES ETHNIQUES DANS LA REGION DES GRANDS LACS : DE QUELLE MODERNITE ET DE QUELS PIEGES ETHNIQUES S'AGIT-IL ?

Par Dr NZABANDORA Joseph, Ph. D.

Professeur à l'Université Libre de Kigali et Doyen de la Faculté des Sciences Sociales

Introduction

Les concepts de « modernité » et de « pièges ethniques » ont été au centre de grands débats chez les participants à l'Atelier régional consacré au thème de la « modernité manquée et pièges ethniques dans la Région des Grands Lacs » et organisé à Bujumbura (Burundi) du 31 mars au 1^{er} avril 2005 par Pole Institute (Institut Interculturel dans les Grands Lacs ayant son siège à Goma au Nord-Kivu en République Démocratique du Congo). Ces débats se sont déroulés aussi bien dans les plénières que dans les travaux en commissions. En conséquence il a été recommandé aux participants de continuer d'y réfléchir davantage. C'est la raison pour laquelle nous avons tenu à approfondir les idées que nous avons exprimées au cours des débats aussi bien lors des plénières que dans les travaux en commissions.

L'Atelier régional de Bujumbura organisé du 31 mars au 1^{er} avril 2005 a établi un lien dialectique entre l'échec de la modernité dans la Région des Grands Lacs et les pièges ethniques. D'un côté les guerres ethniques à l'Est de la République Démocratique du Congo, du Katanga à Bunia en Ituri dans la Province Orientale en passant par le Kivu, s'expliquent entre autres par le non-intégration de certains groupes ethniques dans la modernisation économique : cas par exemple des autochtones du Katanga dans l'industrie minière ou des Hunde et Nyanga du Nord-Kivu dans l'élevage bovin moderne fort prospère. D'un autre côté les guerres civiles et ethniques peuvent anéantir complètement les efforts de modernisation, c'est –à-dire toutes les infrastructures économiques et sociales, comme ce fut le cas à Masisi au Nord-Kivu, mais aussi et surtout au Rwanda et au Burundi qui ont connu un

génocide et des massacres en masse, emporté des millions de vies humaines et lesquels ont ruiné tous les investissements tant économiques que sociaux. La modernité est donc piégée par l'ethnisme dans la Région des Grands Lacs. Le piège ethnique a été tendu et armé dans bien des cas par le colonisateur belge. Nous verrons plus loin comment ce dernier a procédé pour y arriver.

Ce qu'il faut retenir pour l'instant, c'est que c'est un piège à retardement et à répétition dont le déclenchement dépend des politiciens et du pouvoir en mal de popularité, à bout de souffle et d'arguments. Ne sachant plus que faire face au nationalisme rwandais montant et dirigé par l'élite tutsi, les Belges ont déclenché ce piège en 1959 et les Tutsi ont été massacrés par leurs compatriotes hutu et expulsés de leur patrie. Depuis lors on assiste au déclenchement à répétition de ce piège. Le point culminant a bien sûr été le génocide de 1994. A bout de souffle et agonisante, la dictature du régime Mobutu a aussi posé et enclenché le piège ethnique au début des années 1990, après avoir réalisé que la libéralisation politique effective était impossible de son point de vue. Les autochtones katangais ont alors chassé du Katanga les Luba Kasai. Le Nord-Kivu a été embrasé par une guerre ethnique particulièrement meurtrière au cours des années 1990. Les gens marginalisés économiquement ou politiquement fournissent les contingents des guerres ethniques sous la propagande des politiciens. On ne peut pas dans ces différents cas s'empêcher d'établir un lien entre la modernité manquée et les pièges ethniques. Nous y reviendrons. Voyons d'abord ce que revêt le concept de modernité.

L'histoire moderne est celle qui concerne la période allant de la découverte de l'Amérique (1492) ou de la chute de Constantinople, capitale de l'Empire romain d'Orient (1453), au XVIII^{ème} siècle, plus particulièrement à la Révolution française (1789). Mais d'après le dictionnaire Le Petit Robert, l'adjectif moderne (du bas latin *modernus*, de *modo*, récemment) signifie ce qui appartient au temps présent ou à une époque relativement récente ou encore qui bénéficie des progrès les plus récents. Madeleine GRAWITZ (2000 : 280-281) confirme le sens étymologique latin du mot moderne qui veut dire ce qui « *correspond* ce qui bénéficie des progrès *aujourd'hui à actuel, récent, contemporain* » ou encore « *récents de la technique et de la science* ». Dans cette dernière acception la notion de moderne « *est liée à*

celle de progrès, impliquant une valorisation de la nouveauté même au-delà de la technique, dans les transformations sociales et culturelles qui en découlent : urbanisation, démocratisation ».

On attribue à Chateaubriand la transformation en 1848 du qualificatif moderne en substantif modernité pour signifier l'actuel et l'avenir. Modernité est souvent confondue avec modernisation comme le fait parfois le Dictionnaire critique de la Sociologie (BOUDON et BOURRICAUD, 2000 : 400 et 402). Modernisation est en effet l'action de moderniser ou son résultat. Nous allons dès à présent prendre les termes « modernité » et « modernisation » l'un pour l'autre ou à la place de l'autre.

D'après Raymond BOUDON et François BOURRICAUD, le terme de modernité ou de modernisation s'applique chez les historiens et chez les sociologues à un ensemble de changements très complexes qui affectent toutes les sociétés humaines, bien que d'une manière très inégale et selon les mécanismes de diffusion très variés, à compter du XVI^{ème} siècle et à partir de l'Europe occidentale. Mais les mêmes auteurs affirment *« qu'on peut (...) restreindre l'emploi du terme de modernisation et ne l'appliquer qu'aux sociétés dites aujourd'hui en voie de développement (...), qui ont subi ce mouvement à partir du « centre » européen avec un certain nombre de caractéristiques qui ont rendu pénible et contestée sa réception par les divers pays de la périphérie »* (BOUDON et BOURRICAUD, 2000 : 396 – 397). Dans notre contexte on peut donc raisonnablement définir la modernité ou la modernisation comme consistant en des changements de tous ordres introduits dans les pays africains, par exemple à la faveur de la colonisation et dont la gestion constitue un grand défi pour les sociétés actuelles et à venir. Nous rejoignons ainsi l'idée de l'actuel et de l'avenir que Le Petit Larousse illustré introduit dans la définition du concept moderne.

Pour tenter une définition opératoire de la modernité, il nous a paru important et logique de partir de son contenu à son origine, c'est-à-dire dans les pays de l'Europe occidentale où elle a pris naissance avant de se propager dans le reste du monde jusque dans la Région des Grands Lacs. Nous allons donc présenter dans un premier temps les caractéristiques de la modernité en Europe occidentale qui en est le berceau. Dans un deuxième temps nous analyserons les avatars de la modernité

introduite dans la Région des Grands Lacs à la faveur notamment de la colonisation belge.

I. LES CARACTERISTIQUES DE LA MODERNITE ORIGINELLE EN EUROPE OCCIDENTALE

Les caractéristiques de la modernisation ont été analysées entre autres par Raymond BOUDON et François BOURRICAUD (2000 : 397-404). Nous allons les rappeler brièvement pour lever toute équivoque sur la modernité dans toute sa substance. Dans les pays de l'Europe occidentale où elle a pris naissance, la modernisation peut se caractériser comme un processus de mobilisation, de différenciation, de laïcisation, de progrès économique et de démocratisation.

1.1. LA MOBILISATION SOCIALE

La mobilisation sociale en tant que l'une des caractéristiques de la modernisation a été analysée par K. DEUTSCH (1961 : 493-514). Il s'agit de l'aisance et de la rapidité avec lesquelles les biens, les personnes et les informations circulent à l'intérieur d'une même société.

Déoulant de l'apparition des marchés, la mobilité des biens est liée à l'intensification des échanges. Cette intensification des échanges peut résulter des trois facteurs :

- une amélioration des conditions techniques des transports terrestres, maritimes ou aériens ;
- un abaissement ou une suppression des barrières douanières qui décloisonnent l'espace économique ;
- une rentabilité accrue des transactions résultant d'un abaissement des coûts de production ou d'une demande solvable, consécutive au gonflement de la masse monétaire.

La modernisation économique a donc été caractérisée en Europe occidentale par l'intensification des échanges et l'ouverture de nouvelles routes, en particulier maritimes, l'accès à de nouvelles sources d'approvisionnement et l'afflux des métaux précieux.

Un autre indicateur de la mobilisation sociale est le nombre et la vitesse des informations qui circulent sur un territoire donné. Il s'agit par exemple du nombre de livres, de journaux, de lettres, d'imprimés, d'émissions de radio, de télévision ou de téléphones. En Europe occidentale les effets des processus de mobilisation sur la société se présentaient comme des déplacements des populations d'une région vers l'autre, de la campagne vers les villes, mais aussi des transferts d'emplois et de qualifications, avec les conséquences de tels transferts sur la hiérarchie des statuts. Ils affectaient aussi les comportements, essentiellement dans la vie familiale et dans tous les domaines d'activités qui lui sont liés.

1.2. PROCESSUS DE DIFFERENCIATION SUIVANT DE NOUVEAUX CRITERES (CAPACITE, COMPETENCE ET MERITE)

La seconde caractéristique du processus de modernisation est la différenciation. Ce terme met en rapport le phénomène de modernisation avec celui de la division du travail. Il serait faux cependant d'affirmer que dans les sociétés européennes du XV^{ème} siècle il n'y avait aucune division du travail. Ces sociétés étaient en effet fortement hiérarchisées, les emplois et plus généralement les statuts plus rigidelement affectés qu'ils ne le sont dans les sociétés modernes. **Dans les sociétés traditionnelles la définition des statuts et même des rôles se fait selon les règles immémoriales, investies d'une autorité sacrée.** Dans les sociétés modernes la définition des rôles et des statuts se fait selon les exigences ressenties comme liées au bon fonctionnement de la société.

Dans les sociétés traditionnelles les statuts et les rôles tiennent au passé, à la tradition, à la coutume, aux origines familiales et royales par exemple. Selon E. DURKHEIM, il s'agit d'une conception mécanique de la hiérarchie qu'il oppose à sa

conception organique dans les sociétés modernes. Dans celles-ci l'allocation des rôles et des statuts se font selon les critères « organiques » ou « fonctionnels » que Max WEBZR qualifie de « rationalisation ». Dans l'ordre politique et administratif par exemple, ce sont les gens réputés compétents, et non plus les parents du roi ou ses favoris, qui exercent les plus hautes responsabilités.

Dans l'ordre économique la production réglée par des besoins naturels et nécessaires, réputés immuables (au Moyen Age : les gens pour faire la guerre et gouverner, les gens pour prier, les paysans et les artisans pour répondre aux besoins des Nobles et du Clergé) cède la place à la conception d'une économie qui cherche à satisfaire la demande exprimée sur des marchés. Selon PARSONS, dans les sociétés modernes, les critères d'« accomplissement » (achievement) ont théoriquement priorité sur les critères d'« attribution » (ascription).

Ce qui caractérise les sociétés modernes, ce n'est pas tant qu'elles sont plus différenciées que les sociétés traditionnelles, c'est plutôt le fait qu'elles le sont autrement. **Des institutions comme la bureaucratie et surtout l'entreprise sont modernes en ce sens qu'elles prétendent distinguer en pratique et en théorie les individus selon la contribution qu'ils apportent à une tâche socialement valorisée, plutôt que selon leurs origines et leurs affiliations familiales et locales. En poussant cette idée jusqu'au bout, on en revient à dire avec E. DURKHEIM (1893,1967) que le système de stratification des sociétés modernes doit principalement satisfaire à des exigences méritocratiques.** Les statuts et les rôles doivent être attribués selon la capacité qu'ont leurs titulaires de les remplir et sans qu'aucune considération autre que celle de compétence, ou d'une manière plus extensive, de mérite, puisse avantager l'un des concurrents au détriment des autres (BOUDON et BOURRICAUD, 2000 : 399-400).

1.3. LA LAICISATION COMME CRITERE DE LA MODERNITE

Quand on parle de laïcisation comme critère de modernité occidentale originelle, on ne veut pas dire que toute « croyance dogmatique », surtout religieuse, a disparu des sociétés modernes. Ce qu'on entend par laïcisation, ce n'est donc ni la présence ni l'absence d'une croyance (ou la non-croyance comme c'était le cas de l'athéisme dans les sociétés socialistes). Il s'agit plutôt de la séparation instituée entre l'Eglise et l'Etat d'une part et entre l'Eglise et les institutions de recherche et d'enseignement d'autre part. Le savoir positif (scientifique) se distingue de la connaissance vulgaire ou spontanée et des enseignements de la théologie. Le processus de laïcisation a fini par placer le savoir en dehors de la juridiction de l'Eglise. La laïcisation dont il s'agit est celle du politique et du savoir.

1.4. LA MODERNISATION ECONOMIQUE ET LA REVOLUTION POLITIQUE

Historiquement la modernisation a pris naissance en Europe occidentale dans des sociétés où les initiatives économiques étaient largement décentralisées et individuelles. Une première série des conditions qui a été soulignée par les historiens est l'existence d'un groupe d'entrepreneurs ou simplement de brasseurs d'affaires. Ceux-ci ne se comportent pas seulement, ni peut-être principalement, comme des producteurs, mais aussi et surtout comme des négociants, des transporteurs et des banquiers, dont les opérations, débordant toute stricte localisation, tissent un réseau d'échanges régionaux, éventuellement mondiaux. Une véritable modernisation économique passe donc par le décroisement de l'espace.

Les phases de la modernisation, avec la forte mobilisation qui les accompagne, sont très souvent des périodes de rupture et d'anomie, où la perte de la moralité résulte d'une intensification de la concurrence et des conflits. C'est donc avec raison que beaucoup de théoriciens, dont B. MOORE (1969) par exemple, lient révolution et modernisation, et considèrent comme exceptionnels les cas de modernisation économique accomplie sans révolution politique et culturelle. La modernisation n'est que très rarement, sinon jamais, un processus de changement méthodiquement

planifié et contrôlé. La modernité originelle s'est accompagnée en Europe occidentale par le triomphe de l'idéologie libérale sur la religion et la tradition. Par contre dans la Région des Grands Lacs, on se réfère à la tradition et à l'ethnisme. Cependant des pays comme l'Ouganda et surtout le Rwanda émergent du lot. Le Rwanda par exemple a réalisé des performances qui forcent l'admiration du monde entier dans les domaines du Gender, de l'armée, de la police, de la lutte contre la pauvreté, etc.

1.5. LE TRIOMPHE DE L'IDEOLOGIE LIBERALE SUR LA TRADITION ET LA RELIGION

La modernité originelle a bénéficié des soubassements idéologiques, notamment le triomphe de l'idéologie libérale. Celle-ci prône la liberté de pensée et d'expression sur le plan intellectuel. Elle exalte et glorifie l'égalité des citoyens au niveau de leurs droits, la libre compétition entre les citoyens et les partis politiques pour la conquête et l'exercice du pouvoir, la libre entreprise, la libre concurrence, le laisser-passer, le laisser-faire sur le plan économique.

Le triomphe du libéralisme a découlé des révolutions politiques récurrentes (1789, 1830 et 1848 pour le cas de la France) et de la montée au pouvoir la classe bourgeoise qui incarnait l'idéologie libérale. Sur le plan de la pensée économique, il faut aussi signaler le rôle joué par le triomphe de l'économie classique entre la fin du XVIII^{ème} siècle et les années 1920. La modernisation originelle a donc bénéficié en Europe occidentale, son berceau, des courants de pensée, d'une idéologie et des gouvernements qui l'incarnaient et tentaient de la traduire dans les faits. C'est cela peut-être qui manque dans les pays africains.

1.6. LA PROPAGATION DE LA MODERNISATION DU CENTRE EUROPEEN VERS LES DIVERS PAYS DE LA « PERIPHERIE »

Au Japon la création d'une économie moderne n'a que lentement et partiellement altéré les croyances, les institutions et les mœurs traditionnelles. Mais grâce au développement de l'enseignement, la modernisation japonaise a largement emprunté sous l'ère Meiji (1868-1912) au stock de connaissances et au savoir élaborés en Occident. Les techniques et les institutions occidentales furent adoptées (Constitution de 1889) afin de faire du Japon une grande puissance économique et politique. Le cas du Japon tend à montrer que l'exposition pacifique ou violente, délibérée ou involontaire, des sociétés traditionnelles à la modernité occidentale peut avoir lieu sans que l'identité culturelle de ces dernières soit en danger (BOUDON et BOURRICAUD, 2000 : 401 et 403).

La modernisation conduite au XX^{ème} siècle par les régimes « socialistes » en Russie et en Chine fut menée par l'Etat, ou plus précisément par une bureaucratie appuyée sur un parti unique et sur sa police. Il s'agit d'un processus largement centralisé, les initiatives périphériques étant plus ou moins efficacement contrôlées par les autorités planificatrices. C'est un processus opposé à celui de la modernisation originelle caractérisée par le fait que les initiatives économiques étaient largement décentralisées et qu'il y avait libre concurrence et libre compétition. Ces deux processus de modernisation diamétralement opposés furent pendant longtemps à la base d'un grand débat à propos des pays du Tiers Monde.

La question qui y était débattue est celle de savoir si les sociétés « retardées » ont des meilleures chances de « rattraper » leur retard en se soumettant à une planification centrale ou en laissant faire une multitude d'initiatives décentralisées comme ce fut le cas en Europe occidentale lors du processus de modernisation. Depuis le triomphe de la mondialisation à la faveur de l'expansion du système capitaliste dans le monde entier et la faillite des régimes politiques et économiques des pays socialistes dans les années 1990, le débat en question semble clos. La modernité a été imposée, parfois avec violence, aux sociétés traditionnelles africaines dans le cadre de la colonisation. Pour ce qui est de la Région des Grands

Lacs elle comporte beaucoup d'avatars auxquelles les sociétés et les pays actuels payent un très lourd tribut humain et matériel à la fois.

II. LA MODERNITE ORIGINELLE ET SES AVATARS DANS LA REGION DES GRANDS LACS

Les sociétés africaines en général et celles de la Région des Grands Lacs en particulier ont été contraintes à la modernité avec la colonisation. Il s'agit d'une modernité conçue et mise en œuvre par et pour les puissances coloniales et aux dépens des Africains. Ces derniers ont connu une exposition violente et involontaire à la modernisation. La modernité a apparemment gardé en Afrique certaines caractéristiques qu'elle avait dans son berceau. Elle a aussi revêtu d'autres formes franchement lourdes de conséquences particulièrement fâcheuses, dont les pays africains font les frais depuis les années des indépendances.

Nous allons brosser à gros traits les aspects de la modernité qui a été introduite dans les sociétés traditionnelles de la Région des Grands Lacs.

2.1. UNE MOBILISATION SOCIALE AU DEPART PILOTEE DE L'EXTERIEUR ET NON PAR LES AFRICAINS EUX-MEMES

Considérons d'abord la mobilisation sociale qui, comme nous l'avons montré, est l'une des caractéristiques fondamentales de la modernité originelle dont le berceau est l'Europe occidentale. Commençons d'abord par la mobilité des personnes. Comme en Europe occidentale, on note dans la Région des Grands Lacs d'importants déplacements des populations d'une région à l'autre, des campagnes vers les centres urbains ou miniers. Qu'on songe par exemple aux recrutements massifs des travailleurs au Kasai (au centre de la République Démocratique du Congo), au Rwanda et au Burundi par les entreprises minières du Katanga dans le Sud-Est de la République Démocratique du Congo. On peut aussi citer le recrutement massif des Nande du Nord-Kivu dans les plantations de café du Territoire de Rutshuru de 1948 à 1960, les mouvements des populations de la partie orientale de Rutshuru, enclavée par le Parc National Albert (actuellement Virunga), vers la région occidentale du même territoire entre 1929 et 1960. Mentionnons enfin la transplantation entre les années 1930 et 1950 des populations du Rwanda dans le

Territoire de Masisi au Nord-Kivu, toujours en République Démocratique du Congo. Trois communications ont été consacrées à cet aspect de la modernité à l'Atelier Régional organisé à Bujumbura par Pole Institute du 31 mars au 1^{er} avril 2005.

Il faut cependant faire remarquer que, contrairement à la modernité originelle de l'Europe occidentale, les migrations coloniales ne relèvent pas des initiatives des Africains eux-mêmes ni de leurs intérêts. Bien plus les Africains étaient écartés des initiatives économiques. Entre 1920 et 1930, la production de café des plantations exploitées par les Rwandophones congolais du Territoire de Rutshuru était de loin supérieure à celle des Européens du Kivu qui ne cessaient de protester. Finalement les colons européens ont eu gain de cause auprès de l'administration coloniale (CONGO BELGE, 1928 ; DREVET, 1977 ; DUBUISSON, 1935a : 61-63 et 1935b : 84-89 ; NZABANDORA , 2003). Celle-ci a en effet strictement interdit aux Noirs partout au Kivu de pratiquer la culture de café. Il n'y a pas de règles sans exception car l'administration coloniale belge a introduit et encouragé la culture de café dans les milieux paysans burundais. Mais de façon générale les Africains étaient exclus des dividendes de la modernité qui leur était imposée.

Nous savons aussi que la monnaie moderne fut au début imposée aux Africains à travers l'impôt de capitation. Les Africains devaient travailler pour les Européens pour gagner de l'argent en vue de payer l'impôt. Les valeurs monétaires traditionnelles comme les houes traditionnelles, les perles et le sel firent interdites au Kivu à la fin des années 1920 et au début des années 1930 (NYONGERA, 1983 :communication personnelle. Le Président du Tribunal principal de Gisigari au Bwisha donnait le récit de vie de son beau-frère NDEZE RUGABO II Danier, Grand Chef coutumier de la chefferie du Bwisha qui annonça publiquement en 1930 que les monnaies traditionnelles comme les houes et les perles avaient été interdites par l'administration coloniale. Il demanda à la même occasion à la famille Nyongera, sa belle-famille, de convertir les valeurs dotales (houes) pour sa troisième femmes soit en agent, soit en têtes de bétail parce qu'il ne pouvait pas fouler aux pieds la décision de l'Etat colonial)

Comme nous l'avons vu, l'intensification des échanges est l'une des caractéristiques de la modernité originelle de l'Europe occidentale. Les échanges se sont intensifiés

dans le nouveau cadre territorial colonial certes. Mais les Africains de la Région des Grands Lacs ont vu leur ancien espace économique cloisonné et démantelé à la suite des frontières coloniales. Au XIXème siècle par exemple les sociétés du Sud-Kivu et du Nord-Kivu étaient économiquement intégrées dans l'espace économique des royaumes interlacustres (Rwanda, Nkore, Toro, Bunyoro-Kitara, Burundi, Buha) et dans les circuits commerciaux de l'Océan Indien (NZABANDORA, 2003).

L'espace économique se définit par l'intensité des relations existantes entre ses différentes composantes : les relations des unités de production avec leurs fournisseurs et clients locaux ; les rapports entre différents grands pôles de production ou commerciaux qui peuvent relier des espaces fortement individualisés (WOLFF, 1971 : 239-240).

Quoiqu'il en soit la modernité imposée par les colonisateurs fut par la force des choses adoptées par les Africains eux-mêmes durant la période coloniale et post-coloniale. Des Africains, notamment les Nande du Nord-Kivu, pour ne citer que cet exemple, se sont impliqués et investis corps et âme dans les cultures de café ainsi que dans le commerce qui constituaient jadis le monopole exclusif des Européens. Dans le Territoire de Masisi, toujours au Nord-Kivu, la plupart des anciens pâturages modernes des colons blancs et des sociétés européennes ont été récupérés et merveilleusement rentabilisés par les Rwandophones congolais principalement. D'autres pâturages également plantureusement prospères ont été gagnés dans le même territoire sur les réserves forestières créées par l'administration coloniale pendant les années 1950 et ensuite récupérées après 1960 par les autorités coutumières locales qui les ont vendues aux hommes d'affaires pendant les années 1970 et 1980.

On peut affirmer que c'est après l'indépendance du Congo belge en 1960 que les Africains du Kivu se sont résolument impliqués dans la modernisation économique initiée par les colons et les sociétés coloniales dans les domaines du commerce, de la culture du café ou du quinquina et de l'élevage bovin. Aujourd'hui il ne peut venir à personne l'idée de ne pas utiliser la monnaie et les moyens de communication introduits en Afrique par l'Occident. La mobilité sociale imposée par le colonisateur a également été par la suite assumée par les Africains eux-mêmes. Même longtemps après l'indépendance du Congo belge, les Luba Kasaiens par exemple ont continué

à fournir aux sociétés minières du Katanga des ouvriers et des cadres à tous les niveaux! Les routes, les centres urbains, les grandes agglomérations, la bureaucratie, l'école et les frontières hérités de la colonisation constituent des données implacables de la modernité et dont personne ne peut se passer aujourd'hui. Même les frontières arbitraires et chirurgicales du point de vue des sociétés africaines ont été proclamées intangibles en 1964 par l'OUA !

La modernité a été malheureusement mal assumée par les Africains à cause, entre autres, de la différenciation sociale dualiste et de l'ethnisation des groupes sociaux et même de l'espace, spécialement en ce qui concerne la Région des Grands Lacs. Elle y est sans cesse remise en question par le piège ethnique tendu et armé par le colonisateur belge. Le déclenchement à retardement et à répétition de ce piège s'est traduit périodiquement, entre autres, par les conflits ethniques meurtriers tant au Kivu qu'au Katanga et dans la Province Orientale (Ituri), au Burundi, au Rwanda ainsi que par des massacres en masse, pour culminer en 1994 dans le génocide des Tutsi au Rwanda. Comme nous l'avons déjà souligné ces conflits ou guerres ethniques et ces génocides emportent périodiquement des vies humaines par millions et anéantissent complètement les infrastructures socio-économiques, réduisant ainsi à néant toute modernisation déjà amorcée.

2.2. LA DUALITE DE LA DIFFERENCIATION

La deuxième grande caractéristique de la modernité originelle de l'Europe occidentale est la différenciation sociale d'un type particulier : la définition des rôles et des statuts (division du travail) se fait selon les critères et les exigences méritocratiques, sans qu'aucune considération autre que celle de la compétence, de la capacité ou de façon plus générale du mérite, puisse avantager certains concurrents au détriment des autres. Au Kivu on semble opposer les critères méritocratiques aux origines locales, aux affiliations familiales et locales et l'autochtonie (WILLAME, 1997). Cela ne peut pas conduire à une modernisation.

Quand on examine lucidement ce qui se passe dans l'Est de la République Démocratique du Congo, on se rend vite compte que la logique inhérente, voire indissociable de la modernité, est remise en question par l'attachement profond aux

hiérarchies traditionnelles et aux origines locales. Pour mieux faire comprendre nos propos, il est peut-être nécessaire de nous appuyer sur un ou deux exemples concrets. Dans le cadre de nos recherches doctorales (NZABANDORA N.M., 2003 : 358-361) et de la coopération technique allemande pour la préservation du Parc National de Kahuzi-Biega au Sud-Kivu, nous avons effectué en 1994 des enquêtes socio-foncières à la lisière de cette réserve naturelle avec la participation des étudiants de l'Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu. Plus précisément, le site de nos enquêtes était les groupements de Bitale et de Ndando situés dans la chefferie de Buloho (Territoire de Kalehe), à une cinquantaine de kilomètres de la ville de Bukavu, sur la route Bukavu – Kisangani via Walikale. Ces enquêtes portaient sur les terres rétrocédées aux populations locales en 1975 sur le Parc National de Kahuzi-Biega.

Les 3.664 hectares de terres rétrocédées furent automatiquement reversées dans une gestion du type coutumier et, de ce fait, placées sous la gestion des chefs coutumiers locaux, en l'occurrence les chefs des groupements de Bitale et Ndando. Moyennant de l'argent, des cadeaux ou des services particulièrement alléchants, ces chefs coutumiers ont cédé ces terres au détriment des populations locales et au seul profit des commerçants shi principalement et des congrégations religieuses de l'Archevêché de Bukavu pour l'élevage bovin moderne.

Sur un total de dix-huit concessionnaires, il n'y avait que trois Rwandophones congolais et un Suisse selon les archives de la Division provinciale des Titres Fonciers de Bukavu et les statistiques fournies en juin 1994 par le Président du « Groupement des Eleveurs de Kahuzi » (GEK).

En signant les enquêtes de vacance des terres en faveur des hommes d'affaires et des congrégations religieuses, les chefs coutumiers pensaient et espéraient que ces derniers devenaient automatiquement et pour toujours leurs sujets profondément dévoués, toujours prompts à répondre à leurs besoins et caprices en toutes circonstances. Au cours de nos enquêtes, ces chefs étaient visiblement très scandalisés et ne comprenaient pas comment les hommes d'affaires et les congrégations religieuses pouvaient cesser les « services » qu'ils leur rendaient après avoir obtenu officiellement les titres de leurs concessions ! De leur point de vue cela dépasse tout entendement. Pour eux, il est tout aussi inacceptable

qu'insupportable qu'un sujet, étranger au milieu de surcroît, vive dans l'opulence alors que le chef coutumier qui lui a donné les biens de production croupit dans la misère. Ils ne tolèrent pas que les « étrangers » prospèrent sur les terres ancestrales et mettent ainsi en cause les hiérarchies sociales locales. De telles structures mentales qui étaient de mise à l'époque pré-coloniale sont de nature à compromettre toute modernité. C'est le rejet de nouveaux types de rôles et de statuts basés sur les exigences fonctionnelles et les critères méritocratiques. La modernité est impossible dans ces conditions.

C'est la même logique qui prévaut chez certaines autorités coutumières du Nord-Kivu. Dans le Territoire de Masisi, l'exploitation des immigrés Banyarwanda par les autorités coutumières locales fut tellement exagérée que ces derniers ont fini par rejeter purement et simplement leur autorité et par organiser une administration parallèle informelle. Ce fut l'une des occasions de la guerre ethnique que les Nyanga et les Hunde ont déclenchée contre les Congolais rwandophones sans distinction entre 1993 et 1996. Les exemples illustrant le rejet de la modernité sont légion. On peut en citer un autre.

Le chefferie de Bwito, partie occidentale du Territoire de Rutshuru au Nord – Kivu, nous offre un autre cas d'espèce. N'ayant pas toléré ni digéré que les immigrants Banande et Banyarwanda s'enrichissent sur les terres ancestrales des Hunde alors que ces derniers sont économiquement marginalisés, le chef hunde de la chefferie coutumière de Bwito, le Mwami BUUNDA Birere Raphaël, s'est octroyé de force le monopole exclusif d'achat de vivres et de café aux dépens des Rwandophones congolais et surtout des Nande en les qualifiant systématiquement et indistinctement d'étrangers sur son territoire. En fait il était jaloux de leur percée économique bien méritée à plus d'un égard. Il a ainsi touché la corde particulièrement très sensible des Nande qui ont le commerce dans leur âme et dans leur sang.

Bien plus, comme dans le cas de Masisi cité précédemment, seuls les Congolais rwandophones et les Nandes étaient soumis à de lourds tributs et corvées coutumiers exorbitants au profit des chefs coutumiers hunde placés à différents niveaux de l'administration de la chefferie, celle-ci étant considérée comme une vache à lait. La révolte sanglante des Nande a abouti en 1983 à l'expulsion définitive

du Mwami BUUNDA et de tous ses notables de leur chefferie coutumière, au pillage et à l'incendie de leurs 80 résidences. Les livraisons du Journal JUA, hebdomadaire du Kivu, de mars à juillet 1983 ont couvert ces événements dans leurs moindres détails.

Dans tous les cas énumérés ci-haut, on ne pas s'empêcher de parler d'une modernité manquée. Ils traduisent en effet le rejet au sens médical du terme de la différenciation ou de la division du travail selon les critères consubstantiellement liés à la modernité originelle de l'Europe occidentale. Les exigences méritocratiques de la différenciation sociale se sont révélées incompatibles avec les critères liés aux origines locales des opérateurs économiques ou aux autorités coutumières et à leurs familles ou courtisans. Pour certaines populations du Kivu, la prospérité de leur terroir traditionnel doit par tous les moyens, coûte que coûte, profiter à la hiérarchie politico-administrative locale et aux autochtones, alors qu'elle résulte des compétences et des initiatives économiques individuelles dans un cadre concurrentiel. Ce dualisme de la différenciation entre la tradition et la modernité est à la base de l'échec du développement du aux guerres ethniques au Kivu. On devrait se convaincre que souvent les innovations socio-économiques laissent toujours des victimes derrière elles. On songe par exemple aux révolutions agricole et industrielles au début du XIX^{ème} siècle en Europe occidentale. Les Européens qui jouissent de la modernisation ne regrettent pas les incidences socio-économiques négatives de cette période. Tout a un prix. Plus proche de nous, on peut citer le cas des hommes d'affaires nande dans leur propre terroir traditionnel pendant les années 1950 et 1960.

2.3. LES VICTIMES DE L'ENTREPRENARIAT NANDE DANS LE TERROIR TRADITIONNEL NANDE (1950 – 1960)

Nous avons déjà souligné que la modernisation des sociétés traditionnelles (sociétés fondées sur la tradition et non sur la méritocratie) passe très souvent par une période de rupture, d'anomie et d'intensification des conflits sociaux. Cette situation est entre autres illustrée par les conflits, entre les entrepreneurs nande et les autorités coutumières hunde dans la chefferie de Bwito (Territoire de Rutshuru) au Nord Kivu. Elle peut également être concrétisée par les victimes de l'entrepreneuriat nande dans le terroir traditionnel nande même.

Depuis l'accession du Congo Belge à l'indépendance en 1960, le groupe ethnique le plus prospère et le plus dynamique dans les affaires au Kivu est incontestablement celui des nande du Nord-Kivu. Il ne faudrait pas cependant croire que l'entrepreneuriat des commerçants nande s'est réalisé en douce, sans difficultés. Cette innovation a fait beaucoup de victimes durant les années 1950 et 1960. Tous les nande ambitieux sur le plan socio-économique et qui, de ce fait, mettaient en question l'ordre traditionnel établi, ont dû faire face aux mécanismes d'auto-défense de la société traditionnelle nande. Celle-ci peut être située parmi les sociétés lignagères ou à pouvoirs diffus d'après la classification de l'anthropologie politique (ABELES, 2000 : 579-583 ; SKALNIK, 2000 : 583-585 ; LABURTHER – TOLRA, et WARNIER, 1997 : 109-118).

Dans de telles sociétés, dites « égalitaires » et « anarchiques » à cause de l'absence de force publique, de système administratif et d'un commandement central, c'est « *l'obéissance de tous à la coutume ancestrale qui tient lieu de constitution, de lois et de gouvernement* » (LABURTHER – TOLRA, et WARNIER, 1997 : 111). Elles fonctionnent donc grâce aux obligations ancestrales (soumission, fidélité et loyauté envers les ancêtres) et au mécanisme de contrôle social particulièrement draconien, voire tyrannique.

Les sociologues désignent par le terme de contrôle social les puissants mécanismes qui visent la sauvegarde, le maintien et l'équilibre de l'ensemble qu'on rencontre dans toute société et dans toute institution. «

Ces mécanismes ont pour but de protéger l'ordre existant, les positions et les relations sociales reconnues, les valeurs, les normes et les comportements qui prévalent. Ils interviennent chaque fois qu'un groupe ou un individu s'en écartent. Ils sont les instruments de la conformité sociale. Le contrôle social opère par une gamme très large de moyens, qui vont de la répression violente (.....) jusqu'au regard réprobateur des voyageurs adressé au jeune qui ne cède pas sa place à un vieillard (.....). Il s'exerce aussi positivement, car il encourage et récompense. Les applaudissements, les remerciements, les décorations, etc., signalent que nos propos ou nos actes plaisent et se conforment à ce qu'on attend de nous » (REZSHAZY, 1992 : 372-372).

Dans les sociétés lignagères, les sanctions de la désobéissance sont morales (mépris général, exécration et mépris publics couvrant le coupable d'opprobre) ou religieuses. Dans ce dernier cas, on croit que les tabous et les interdits violés sont censés comporter un châtement automatique. Dans des cas très graves, on procède au rejet ou au bannissement de l'individu coupable. Le bannis porte le nom de « Mukumbira » chez les Nande. Les sociétés lignagères sont par définition égalitaires. L'accumulation individuelle de richesses ou l'ambition personnelle qui rompraient l'équilibre entraînent souvent un véritable « danger de mort » pour la société lignagère. Les accusations de sorcellerie sont alors utilisées pour rabaisser, voire éliminer physiquement les individus qui émergent (LABURTHER – TOLRA, et WARNIER, 1997 : 111).

Parmi les mécanismes de contrôle qui avaient cours chez les Nande, les accusations de sorcellerie (« Vuloyi » en Kinande) occupent une place de choix. Depuis les temps immémoriaux jusqu'aux années 1950, voire les années 1960, celui qui était dénoncé publiquement comme sorcier (« Muloyi ») par le Chef d'une unité sociale traditionnelle (famille étendue, segment de lignage, lignage) devait fuir son milieu en catastrophe, car cette accusation de sorcellerie revenait à une condamnation à mort irrévocable. On croit avec raison qu'à partir de cet instant, l'ordre est implicitement donné aux esprits, aux ancêtres, aux féticheurs, aux sorciers et aux empoisonneurs de rivaliser d'ardeurs pour éliminer l'indésirable le plus tôt possible.

Les témoignages que nous devons au Père Lieven BERGMANS, qui venait de séjourner pendant plus de vingt ans chez les nande comme missionnaire et chercheur intéressé à l'histoire et aux coutumes des Wanande, illustrent parfaitement nos propos.

« Un homme vit heureux ; il a plusieurs enfants, tous en bonne santé ; son cheptel augmente d'année en année, voilà qu'on l'accuse de « ovuloyi ». Il a ensorcelé quelqu'un ! Du coup il est proscrit, ses biens sont dilapidés et pour toujours son nom est honni. Son seul tort, disons-nous, a été de réussir dans ses affaires ! Le « Muloyi » se cache sous un extérieur affable, répond le Munande (...). Un catéchiste a eu l'audace d'accuser son chef d'inconduite. Peu de temps après, le bruit court que le catéchiste est un « Muloyi », et quelques jours plus tard il meurt, probablement empoisonné.

Un homme entreprenant a réussi à se procurer quatre vaches. Le chef menace de les confisquer. L'homme ne se laisse pas faire. L'administration intervient. Du coup, le bruit se répand que l'homme s'est enrichi par le « Vuloyi », et moins d'un mois après, il meurt mystérieusement, bientôt suivi par sa femme et son enfant. Après un certain temps, le cheptel du défunt vient augmenter celui du chef (BERGMANS, 1971 : 56-57).

Nous pourrions encore multiplier des exemples grâce aux observations faites par le Père Lieven BERGMANS et par nous-mêmes au cours de nos enquêtes de terrain effectuées depuis une vingtaine d'années. Mais cela dépasse le cadre de ce travail. C'est dire que les victimes de leur entrepreneurial furent nombreuses dans le Bunande traditionnel pendant les années 1950. Ce sont les victimes de l'innovation comme il y en a très souvent dans toutes les sociétés en cours de mutation et de modernisation économique.

Mais certains entrepreneurs nande ont trouvé la planche du salut dans l'émigration à l'intérieur même du territoire traditionnel nande est à l'extérieur. Encore une fois, le Père Lieven BERGMANS nous en donne un cas à la fois typique et symptomatique. *« Un jeune homme, ayant terminé sa sixième primaire, se met à travailler la terre. Il demande conseil, travaille dur et réussit. Malgré toutes sortes de vexations, il*

continue sans se décourager. Quatre ans plus tard, je le retrouve comme salarié dans la région de Beni.

- Pourquoi as-tu abandonné la culture des champs chez-toi (région de Lubero) ?
- On a voulu me tuer parce que j'étais « muloyi »
- Pourquoi étais-tu « muloyi » ?
- Je ne sais pas. Les hommes m'ont chassé. Ils disaient que je jetais le mauvais sort (BEGMANS, 1971 : 57).

Même dans leur propre terroir traditionnel, les Nande qui tentaient d'accumuler des richesses et de prospérer plus que les autres perturbaient la hiérarchie sociale de leurs lignages ou segments de lignage. Par conséquent, ils étaient victimes de la persécution et de la terreur sociales. Comme on vient de le voir dans le cas décrit ci-haut, ceux qui n'étaient pas tués trouvaient le salut dans la fuite et ne pouvaient prospérer qu'en dehors de leurs propres communautés lignagères d'origine (« Eka » en Kinande). C'est la raison pour laquelle le Bunande fut pendant les années 1950 et 1960 le théâtre d'une extraordinaire mobilité géographique interne de population. Des enquêtes sociodémographiques et géographiques fouillées menées sur le terrain révèlent en effet au début des années 1970 que 91 % des habitants du Bunande (territoires de Beni et de Lubero) vivent en dehors de leur milieu natal ou de celui de leurs parents (KASAY KATSUVA, 1983 : 105-106). La cause de cette époustouflante mobilité géographique de la population nande la plus citée sur le terrain consiste en bannissement (Mukumbira) et surtout en des accusations de sorcellerie qui faisaient fuir les gens. C'est de cette façon que les pionniers les entrepreneurs nande ont réalisé leur petite révolution sans trop de casse.

Le cas analysé ci-haut confirme encore une fois de plus que la mobilité géographique de la population est l'un des facteurs de la modernisation économique des sociétés traditionnelles. Il montre aussi que la percée économique dont les Nande sont fiers aujourd'hui a rencontré des obstacles de taille, une violence symbolique inouïe, dans leur propre terroir traditionnel. S'il s'agissait des gens venant d'ailleurs ou appartenant à d'autres ethnies qui étaient accusés de sorcellerie, on allait voir dans ces mécanismes d'auto-défense des sociétés lignagères nande des affrontements et des antagonismes ethniques.

Le cas du terroir nande que nous venons d'examiner confirme la théorie selon laquelle les cas de modernisation économique sans révolution politique et culturelle sont exceptionnels et particulièrement rares. Malheureusement les changements induits par la modernité sont perçus dans l'Est de la République Démocratique du Congo sous l'angle ethniciste alors qu'ils constituent dans bien des cas un phénomène naturel et inévitable dans toute société traditionnelle engagée sur la voie du progrès ou de la modernisation. Pire, le pouvoir central récupère et instrumentalise cette ethnisation des tels phénomènes au lieu d'examiner lucidement la situation et de chercher des voies et moyens pour les gérer. On ne devrait pas tout voir à travers le prisme ethniciste. Malheureusement cela n'est guère possible dans la région des Grands Lacs à cause du passé.

Dans l'Est de la République Démocratique du Congo, le drame est que l'échec de la modernité est à la fois facteur et conséquence de l'ethnisation des groupes sociaux et même de l'espace qui est à la base du gâchis humain et matériel dans la région des Grands Lacs depuis un demi siècle. Comme nous allons le voir, l'ethnisation des groupes sociaux et de l'espace a été forgée de toutes pièces dans certains cas par le colonisateur. Cette ethnisation date de l'époque coloniale.

2.4. L'ETHNISATION DE L'ESPACE ECONOMIQUE, DES GROUPES SOCIAUX ET L'EXCLUSION DES GROUPES ETHNIQUES EN R.D DU CONGO

L'une des caractéristiques de la modernité originelle occidentale que nous avons présentées dans la première partie de ce travail est la laïcisation du pouvoir, du savoir et de l'enseignement. Cette laïcisation n'a pas été complète dans les possessions coloniales en Afrique. Dans les possessions coloniales belges par exemple l'enseignement fut principalement confié aux missionnaires catholiques d'origine belge de préférence. Par ailleurs ces missionnaires s'immisçaient beaucoup dans l'administration coloniale, bien souvent de façon discrète. Dans bien des cas la trilogie coloniale (Missionnaires, Militaires et Marchands) a bien fonctionné dans les possessions coloniales en Afrique. Mais l'une des grandes particularités de la permanence de la politique coloniale belge en Afrique fut sans conteste l'ethnisation de l'espace et des groupes sociaux. Que ce soit en République Démocratique du Congo, au Rwanda ou au Burundi, les populations de la Région

des Grands Lacs payent, depuis la fin des années 1950 jusqu'aujourd'hui, un très lourd tribut humain et matériel à cette ethnisation. On ne peut rien construire dans la bagarre.

Parlons d'abord de l'ethnisation de l'espace et des subdivisions politico-administratives au Congo belge, actuellement République Démocratique du Congo. C'est dans les années 1920 que les dénominations ethniques ont été collées aux chefferies et territoires en tant que subdivisions des districts, eux-mêmes regroupés en provinces. Ces dénominations concernaient tous les territoires du Congo belge. Limitons-nous au Kivu à titre purement exemplatif. On y trouvait au cours des années 1920 et 1930 les Territoires des Banande-Nord (chef-lieu : Beni), des Banande-Sud (Chef-lieu : Lubero), des Bahutu (chef-lieu : Rutshuru), des Bahunde-Wanianga (chef-lieu : Masisi), des Bahavu (chef-lieu : Kalehe), des Banyabungo (chef-lieu : Kabare), des Bavira-Bafulero (chef-lieu : Uvira), et ainsi de suite. Citons à titre d'exemple l'ordonnance n° 91/AIMO du Gouverneur Général TILKENS du 29 septembre 1933 portant dénomination, délimitation des territoires du Congo Belge et désignation de leurs Chefs-lieux (TILKENS, 1933). Ces dénominations et la subordination de tout déplacement d'un territoire à un autre à un passeport de mutation ont enraciné la conscience ethnique dans les esprits des populations locales. Elles rendaient les habitants des territoires voisins étrangers les uns aux autres !

Si les territoires ont abandonné au cours de l'année 1935 leurs dénominations ethniques pour être désignés par les noms de leurs chefs-lieux, il n'en a pas été de même pour les chefferies indigènes qui constituent les subdivisions de ces territoires. Contrairement à la situation actuelle ou pré-coloniale, les mouvements des populations locales ne répondant pas aux seuls besoins des Blancs furent subordonnés dès 1917 au passeport de mutation délivré par le Commissaire de District. Celui-ci était du reste très difficilement accessible pour les indigènes. C'est dire que l'obtention de ce passeport était purement théorique. Les chefs coutumiers étaient aussi très intéressés par le blocage des mouvements des populations locales car ils étaient payés au prorata de leurs sujets. C'est de cette façon là que les pratiques administratives coloniales belges ont cristallisé la

tribalisation de l'espace et des entités politico-administratives dans les esprits des Congolais.

Comme si cela ne suffisait pas, la politique coloniale belge a aussi puissamment contribué à la tribalisation des associations. Tout au long de la colonisation belge, du moins jusqu'en 1958, les véritables partis politiques étaient strictement interdits au Congo belge. Seules les associations dites socio-culturelles, mais en réalité tribales, étaient acceptées, voire encouragées par l'administration coloniale. A part le Mouvement National Congolais (MNC) de Patrice LUMUMBA créé en octobre 1958, toutes les autres formations soi-disant politiques étaient en 1960 des regroupements ethniques ou régionaux. Pendant la marche vers l'indépendance, le temps pressait et les Congolais ont utilisé leurs associations tribales pour conquérir le pouvoir. L'ethnicité entra ainsi dans les mœurs politiques à tous les niveaux.

L'ethnisation du politique ne date donc pas d'hier en République Démocratique du Congo. La modernisation politique fut donc complètement biaisée dans les anciennes colonies belges.

Dès 1959 les Lulua ont massacré leurs frères congolais Luba et les ont chassés de la ville de Luluabourg. En 1963 – 1964 le Nord-Kivu fut embrasé par une guerre ethnique particulièrement atroce et meurtrière. Au début des années 1990, la dictature chancelante du Régime Mobutu a utilisé avec grand succès les antagonismes ethniques. Les Luba Kasaiens furent massivement et cruellement chassés de la Province du Katanga où ils constituaient à tous les niveaux les cadres des sociétés minières dont dépendait à plus de 80 % l'économie nationale congolaise. Par conséquent toutes les mines furent noyées par la suite. Ce qui a réduit à néant tous les investissements réalisés à grands frais pendant 55 ans de colonisation et 30 ans d'indépendance ! Tout est à reprendre complètement à zéro. Voilà un cas d'une modernité manquée à cause des antagonismes ethniques exacerbés par le pouvoir central.

Quittons la province du Katanga pour revenir à celle du Nord-Kivu. Là aussi la guerre ethnique très meurtrière a anéanti dans le Territoire de Masisi de florissants et prospères pâturages modernes d'élevage bovin. Comment ne peut-on pas parler dans ces deux cas d'une modernité manquée ou plutôt dynamitée par des pièges

ethniques tendus par le colonisateur et déclenchés par les politiciens à bout de souffle, qui étaient dans l'impasse totale et qui n'avaient plus d'autres arguments à faire prévaloir pour reconquérir ou conserver le pouvoir. Les voisins qui ont mérité leurs richesses (cas des grands éleveurs modernes de Masisi) ou leurs positions socio-économiques par leurs études poussées (cas des cadres et hauts cadres Luba Kasaiens dans les sociétés minières du Katanga) et dont tout le monde est jaloux, doivent être expulsés du terroir tribal dont ils ne sont pas originaires. Le pouvoir central en a fait des boucs émissaires.

Depuis les années 1980 on observe aussi une certaine ethnisation des espaces économiques à l'Est de la République Démocratique du Congo. Quelques exemples peuvent illustrer cette observation. Les commerçants nande du Nord-Kivu qui investissaient presque exclusivement dans le commerce de détail et de gros dans la ville de Bukavu au Sud-Kivu y ont été complètement éliminés à la fin des années 1980. Ils ont été remplacés par les commerçants shi. Ces derniers les ont poursuivis et les menacent à présent dans la ville de Goma au Nord-Kivu.

Auparavant les commerçants shi avaient constaté que depuis toujours un commerçant qui n'est pas nande ne peut en aucun cas prospérer dans le terroir traditionnel nande, notamment dans les territoires de Beni et Lubero. Ils leur ont alors rendu la pièce de leur monnaie comme on dit, en éliminant complètement les commerçants nande du Sud-Kivu. C'est probablement pour les mêmes raisons que les commerçants nande sont mal vus et même jugés ouvertement indésirables dans la province Orientale, notamment à Kisangani et à Bunia dominé par le commerce hema.

Il faut cependant reconnaître que la tribalisation de l'espace économique nande qui a suscité toutes ces réactions n'a pas été un projet tout à fait délibéré au départ. C'est tout simplement la conséquence du mouvement associatif informel dans le commerce nande. Des centaines d'individus aux revenus modestes peuvent remettre pour les affaires leurs modestes sommes d'argent ou leurs petites quantités de métaux précieux à un des leurs qui fait alors figure d'un grand commerçant. Lorsqu'il ramène les produits commerciaux, les petits associés viennent en masse pour récupérer leurs marchandises en quelques heures seulement après l'arrivée,

vont les vendre par exemple dans les zones d'exploitation artisanale des matières précieuses (or, diamant, coltan), ramènent les métaux précieux ou des sommes d'argent qu'ils confient, pour un nouveau cycle ou une nouvelle opération commerciale, au même commerçant. La rotation des marchandises de celui-ci peut faire des centaines de cycles alors que les commerçants non originaires du territoire n'ont absolument rien vendu depuis le premier tour. Ils peuvent même faire des années sans y avoir rien vendu comme c'est fut le cas pour les Etablissements RWACICO dans les années 1970 et 1980 !

Les commerçants rwandophones et shi finissent par délocaliser leur commerce avec indignation et rancœur. C'est donc par réaction que les autres groupes ethniques tendent eux aussi de tribaliser leurs espaces économiques. Nous sommes loin d'une des caractéristiques de la modernité originelle selon laquelle les brasseurs d'affaires se comportaient comme des producteurs, des transporteurs et des banquiers qui tissaient un réseau d'échanges régionaux et même mondiaux, car leurs opérations débordaient toute stricte localisation. La modernité économique est donc le décloisonnement de l'espace économique. Nous sommes très loin aussi des critères méritocratiques déterminant l'occupation des rôles et des statuts dans les sociétés modernes. De deux choses, l'une : ou bien on veut construire une société moderne ou on n'en veut pas.

Sur le plan national, les Pouvoirs publics jouent un rôle de premier plan, non seulement dans la pose ou l'enclenchement des pièges ethniques, mais aussi dans le refus, le rejet et l'exclusion de certains groupes ethniques. Comme le souligne bien et à juste titre MBONYINKEBE SEBAHIRE (2004 : 42), il y a eu des manifestations de rejet, de la part de certains nationaux appuyés en sous-main par les pouvoirs publics, d'une partie importante du patrimoine humain de la nation. Cela est particulièrement vrai pour l'exclusion des Luba Kasaiens du Katanga et des Congolais rwandophones du Nord-Kivu pendant les années 1990. Pendant la même période les originaires de la Province Orientale ne cachaient pas leurs rancœurs et leur animosité à l'égard des Nande du Kivu qu'ils jugeaient particulièrement gênants et encombrants sur le plan économique.

Les résultats des sondages menés en République Démocratique du Congo en 2002 par une équipe de chercheurs professionnels américains témoignent aussi du rôle des Pouvoirs publics dans le refus, le rejet et l'exclusion des Rwandophones congolais. Nous renvoyons à ce sujet le lecteur à la remarquable communication du Professeur Emérite américain, Herbert WEISS, portant sur la modernité manquée et pièges ethniques en République Démocratique du Congo et présentée à l'Atelier régional de Bujumbura organisé par Pole Institute en mars-avril 2005.

Les sondages dont il est questions et auxquels Herbert WEISS, ancien professeur des Sciences Politiques à l'Université de Kinshasa, a participé, ont été menés à Kinshasa, la capitale de la République Démocratique du Congo, à Mbuji-Mayi (Province du Kasai oriental), à Kikwit (Province de Bandundu) et à Lubumbashi (Province du Katanga). La question qui fut posée était la suivante : reconnaissez-vous les Tutsi, les Hutu et les Banyamulenge comme congolais à part entière ? Les oui varient entre 4 et 6% des répondants pour les Tutsi, 5% et 15% pour les Hutu et 15% et 39% pour les Banyamulenge (39 % à Kikwit et 38% à Mbuji-Mayi). Alors qu'ils sont majoritairement des Tutsi, les Banyamulenge ont récolté à Kikwit, à Mbuji-Mayi et à Lubumbashi les suffrages de loin plus importants que les Hutu et Tutsi pris séparément et même réunis ! Le Professeur Herbert WEISS (2005 : Communication personnelle) a souligné deux faits à ce sujet. Il a d'abord relevé que l'idéologie selon laquelle les Hutu sont perçus comme les « frères » des Bantu congolais a été démentie par les sondages d'opinion. Il a ensuite prouvé que la meilleure position des Banyamulenge par rapport aux Hutu et aux Tutsi réunis s'explique par le fait que moins des six mois avant le sondage, le gouvernement congolais de Kinshasa exaltait et glorifiait les mérites du commandant Muniyamulenge MASUNZU pour avoir organisé des attaques militaires contre l'armée rwandaise et les groupes armés du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) dans les Hauts Plateaux d'Itombwe et dans la Plaine de la Ruzizi au Sud-Kivu.

Ce sondage n'a pas été étendu au Sud-Kivu, au Nord-Kivu et à la Province Orientale à cause de l'opposition des autorités politiques de Goma de cette époque. Mais les événements sanglants dont le Kivu a été le théâtre au cours de l'année 2004 parlent plus que les sondages. Ils s'agit notamment de l'expulsion des Banyamulenge de

Bukavu après des durs combats militaires dans cette ville au 1^{er} semestre de 2004 (MUKEBAYI NKOSO, M., 2004 : 1 et 3), du massacre dans la nuit du 13 au 14 août 2004 de 164 Banyamulenge réfugiés dans le camp de transit de Gatumba au Burundi et enfin de la « guerre de reconquête » de Goma, Masisi et Rutshuru durant le dernier trimestre 2004 à partir de Minova au Sud-Kivu et Kanyabayonga au Nord-Kivu. Cette guerre avait pour but de bouter hors des frontières de la République Démocratique du Congo tous les Congolais rwandophones, selon certaines sources et les rumeurs qui ont couru partout au Kivu et même dans la capitale congolaise. Kanyabayonga I a échoué mais d'autres « Kanyabayonga » sont promis ! Tous ces événements sont plus éloquents et plus convaincants que le sondage dont nous avons parlé plus haut et le confirment.

A cause de la politique de rejet et d'exclusion de la part de certaines ethnies et même des Pouvoirs publics par moment, le sens des migrations coloniales et post-coloniales du Rwanda et du Burundi vers la République Démocratique du Congo s'est inversé depuis les années 1990. Les réfugiés congolais rwandophones vivant dans les camps des réfugiés et assistés par le Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés sur le territoire rwandais se chiffrent à plusieurs dizaines de milliers. Mais des voix de nombreux Congolais ne cessent de s'élever au Kivu pour dire que les Rwandais continuent de s'infiltrer massivement dans leurs provinces et de se fondre dans les Rwandophones congolais qui y habitent. Ce discours n'est pas sans rapport avec l'approche des échéances électorales. Il prépare visiblement les contestations politiques. Quittons le Kivu pour parler du Rwanda et du Burundi qui connaissent une situation encore plus tragique et plus angoissante à cause de l'ethnisation.

2.5. L'ETHNISATION DES GROUPES SOCIAUX ET DU POLITIQUE AU RWANDA ET AU BURUNDI

Obsédés à outrance par le regroupement et le classement des groupes sociaux, les Belges ont créé au Rwanda et au Burundi des groupes ethniques qui défient toute définition scientifiquement admise du concept d'ethnie et qui contrastent vigoureusement avec la réalité vécue sur le terrain avant la colonisation. D'après la définition scientifique de l'ethnie, celle-ci désigne un ensemble linguistique, culturel (croyances et pratiques sociales) et territorial doté d'une psychologie propre, notamment le passé commun et le sentiment d'appartenance des membres (GRAWITZ, 2000 : 160 ; TAYLOR, A.C., 2000 : 242-243). Bien des ethnies supposées traditionnelles sont des créations coloniales (AMSELLE et MBOKOLO, 1985). C'est particulièrement vrai au Rwanda et au Burundi. Presque partout dans la Région des Grands Lacs africains, y compris le Kivu en République Démocratique du Congo, le clan ou le lignage ont toujours servi de socle d'identification individuelle et sociale (CHRETIEN, 2000 : 71 – 72, NZABANDORA, 2004).

Obsédés comme nous l'avons dit par le classement et la division des groupes sociaux pour mieux les dominer et les opposer en cas de besoin et défendre plus efficacement leurs intérêts coloniaux, les colonisateurs belges ont dynamité et désintégré les socles identitaires traditionnels pour cristalliser artificiellement trois ethnies au Rwanda : les Tutsi, les Hutu et les Twa. Pourtant ces trois groupes sociaux ont la même langue, la même culture (croyances valeurs, et pratiques sociales), le même territoire, un passé commun et les mêmes symboles forts (le Roi, le clan, les identités, totémiques, les arbres et forêts sacrés, les mêmes cultes, etc.). Mais il fallait absolument les diviser pour asseoir la domination politique, économique et culturelle sur l'un ou l'autre groupe selon les circonstances et les exigences du moment ou encore lorsque l'un des groupes devient rebelle, comme ce fut le cas de l'élite Tutsi en 1958-1959.

C'est surtout à partir des années 1930 que la mention clanique dans les livrets d'identité des Rwandais a été systématiquement remplacée par l'ethnie Tutsi, l'ethnie Hutu ou l'ethnie Twa alors qu'on trouve les trois groupes dans les mêmes clans. Jusqu'aux années 1950 les Belges ont appuyé leur administration coloniale

sur l'élite tutsi. Ils soutenaient que les Tutsi étaient faits pour diriger et commander et les Hutu pour travailler dur et obéir ! Mais quand l'élite tutsi a commencé à revendiquer légitimement l'indépendance de son pays, à l'instar des élites des autres pays africains, les Belges ont fait déclencher le piège ethnique qu'ils avaient préparé et armé durant les années 1930 et 1940. Ce piège n'est rien d'autre que la division de la société rwandaise, qui était relativement, bien intégrée avant la colonisation, en groupes ethniques antagonistes. Les Belges se sont alors appuyés sur les Hutu pour faire massacrer les Tutsi et les expulser de leur chère partie, le Rwanda, entre 1959 et 1962. C'est là l'origine des réfugiés rwandais de 1959. En 1962 les Belges ont accordé l'indépendance au Rwanda bien miné par le piège ethnique dont le déclenchement à répétition provoque périodiquement des massacres ethniques de grande ampleur qui ont évolué et culminé jusqu'au génocide de 1994.

La même politique de diviser pour régner fut appliquée au Burundi à partir du « nouveau modèle » forgé au Rwanda. Comme le grand historien Emile MWOROHA de l'Université du Burundi l'a maintes fois souligné à l'Atelier régional de Bujumbura du 31 mars au 1^{ère} avril 2005, la division ethnique a été consommée au Burundi avec la réforme administrative de 1930. Prétextant que les Hutu sont ontologiquement faits pour obéir et travailler dur, l'administration coloniale belge a systématiquement destitué tous les chefs hutu et les a remplacés par les Baganwa. Pourtant les Hutu avaient depuis toujours exercé des charges politiques, administratives et militaires dans les royaumes du Rwanda et du Burundi.

L'enracinement de l'ethnisation de groupes sociaux initiée et imposée à l'époque coloniale est très surprenante aujourd'hui. Dans la région des Grands Lacs africains tous les problèmes et même le savoir sont lus à travers le prisme ou les lunettes de l'ethnisme. Celui-ci n'épargne donc aucun domaine, à l'instar de l'emprise de la religion sur le savoir, le politique et le culturel et l'économie au Moyen Age européen. C'est une mentalité incompatible avec la modernité. Des voies s'élèvent désormais dans la Région des Grands Lacs et chez les experts internationaux de la sous-région qu'on ne peut pas être Rwandais ou Burundais sans être nécessairement et avant tout Hutu, Tutsi ou Twa ! La citoyenneté est rejetée au second plan.

Au Burundi l'ethnisation du politique (quotas ethniques :60% des postes ministériels pour les Hutu et 40% pour les Tutsi, par exemple) a même fini par être officialisée et institutionnalisée parce qu'elle est inscrite dans la constitution issue des accords d'Arusha d'Août 2000. Mais certaines voix se sont élevées. Les débats restent ouverts.

CONCLUSION

Comme nous l'avons vu, pendant la période coloniale la modernisation était le seul fait des colonisateurs qui l'ont initiée et pilotée à leur guise, au mieux de leurs propres intérêts et aux dépens des Africains. Ces derniers faisaient figure des pions manipulés et subissant cette modernisation. On peut affirmer dans une large mesure que c'est pendant la période post-coloniale que les Africains ont tenté d'assumer la modernisation, de se la réapproprier et de s'y impliquer. Mais le terrain avait été miné par le piège ethnique tendu par colonisateur belge.

C'est le cas par exemple de l'élevage bovin moderne dans le Territoire de Masisi et du prospère commerce nande au Nord-Kivu par exemple. Ailleurs comme au Katanga, il n'y a eu pas beaucoup de ruptures. Les Luba du Kasai ont continué de fournir des cadres aux sociétés minières du Katanga à tous les niveaux.

Comme l'a si bien souligné Philippe BRAUD (2002 :181), « *Modernity breeds stability, but modernization breeds instability* » (« La modernité engendre la stabilité, mais la modernisation provoque l'instabilité »). La modernisation perturbe tout et aboutit toujours à la crise du systèmes social dite d'indifférenciation que Philippe BRAUD a caractérisée dans l'extrait-ci dessous.

« La crise du système social se caractérise) par la dilution ou la disparition des repères d'ordre moral ou juridique. On ne respecte plus aujourd'hui ce que l'on révérait hier, l'icônoclasm (hostilité aux traditions et volonté de les faire disparaître complètement) s'en prend à ce qui était considéré comme sacré. On s'habitue à tout, même à l'horreur des crimes de masse. Les distinctions des statuts et des rangs ne sont plus opérantes : Les procédures juridiques qui réglaient minutieusement les échanges, pour mieux en consacrer la stabilité, ne sont plus observées ; chacun méconnaît la répartition des compétences entre les diverses institutions » BRAU, 2002 :184).

L'émergence de nouveaux critères d'attribution des rôles et des statuts caractéristique de la modernité originelle dont nous avons parlé passe donc par la crise du système social.

Autrement dit, celle-ci est consubstantiellement liée à la modernisation. Comme nous l'avons vu, les cas d'une modernité réussie sans révolution politique et culturelle sont particulièrement rares dans l'histoire. Malheureusement, dans la région des Grands Lacs, au Kivu spécialement, ceux qui n'arrivent pas à s'intégrer dans le processus de modernisation ne conçoivent et ne perçoivent les problèmes qu'à travers les lunettes ethnistes et mobilisent leurs ethnies pour lutter contre la modernisation. Bien plus les dirigeants politiques incapables de répondre aux besoins et droits fondamentaux ainsi qu'aux aspirations profondes des populations pour conserver le pouvoir attisent les conflits et guerres ethniques pour distraire l'opinion. Ils utilisent l'arme que le colonisateur a bien affûtée, à savoir l'ethnisation des problèmes ou des situations. Ils récupèrent et instrumentalisent « les maladies » naturelles de toute société en voie de modernisation pour conserver le pouvoir et saboter le développement.

Dans les sociétés de l'Europe occidentale, les économistes, les philosophes et les gouvernants ont proposé aux XVIIIème et XIXème siècles une nouvelle éthique pour la crise du système social, à savoir le libéralisme, c'est -à-dire la libre concurrence et la libre compétition entre les individus, les entreprises et les partis politiques. La modernité en Europe occidentale, c'est aussi le triomphe de l'idéologie libérale et non, comme dans la région des Grands Lacs, de l'idéologie ethniste qui ne fait que détruire au lieu de construire. Nous l'avons bien montré par des cas concrets.

La crise d'indifférenciation ou du système social « fait naître le besoin irrésistible d'un bouc émissaire. La violence de tous contre tous constitue la logique ultime de cette disparition des repères et des barrières, à quoi l'on tente alors de remédier par une violence de tous contre un : la victime émissaire » (BRAUD, 2002 : 184). Comme nous l'avons montré dans les paragraphes précédents, ce bouc émissaire et cette victime émissaire sont principalement les Luba du Kasai au Katanga et les Congolais rwandophones au Kivu. On peut aussi citer dans une moindre mesure les commerçants nande jugés embarrassants et gênants au Sud-Kivu et surtout dans la Province Orientale, particulièrement à Kisangani et à Bunia dans l'Est de la

République Démocratique du Congo. Nous avons vu aussi que même toute une génération d'entrepreneurs nande a été persécutée dans leur propre terroir traditionnel pendant les années 1950 et 1960. Pourtant on ne peut parler ici d'affrontements tribaux. On a tort de tout voir à travers les lunettes ethnicistes. Quand est-ce que l'économique, le social, la politique et le savoir s'émanciperont-ils vis-à-vis de l'ethnisme dans la Région des Grands Lacs, à l'instar de l'Etat, de la Politique et du Savoir qui se sont libérés de l'emprise implacable du religieux en Occident ?

Les conflits, les guerres et les exclusions ethniques ont été, dans biens des cas, orchestrés dans l'Est de la République démocratique du Congo par le Pouvoir central depuis le début des années 1990, parce qu'il espérait en récolter les dividendes politiques. Les politiciens ont instrumentalisé l'ethnicité parce que c'est un phénomène qui a été consolidé, exacerbé et profondément ancré dans les esprits par les pratiques coloniales belges au Congo et surtout au Rwanda et au Burundi.

L'éradication de l'ethnisation de tous les domaines de la vie sociale constitue pour les pays des Grand Lacs un grand défi pour les années à venir. Mais que peut-on raisonnablement attendre de ces hommes politiques qui cherchent à conquérir le pouvoir ou à se maintenir au pouvoir en instrumentalisant les ethnies et en les opposant à partir des crises sociales liées inévitablement à la modernité ? Le comble de malheur est que les opérations des Nation Unies pour le maintien de la paix dans les régions ou les pays qui vivent la tragédie des guerres et conflits ethniques sont déployées dans le cadre de la coopération avec le Pouvoir central en place, alors que dans bien des cas celui-ci est dans une certaine mesure responsable de ces situations et mise là-dessus pour se maintenir. C'est l'une des raisons qui font que les populations locales tardent à bénéficier des fruits de ces opérations, en dépit des milliards de dollars américains qui sont dépensés chaque année en République Démocratique du Congo.

C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles la mission des Nations-Unies n'avait pas réussi à empêcher le génocide au Rwanda. Cette institution devrait chercher d'autres stratégies. Elle devrait par exemple disposer des expertises des situations locales indépendantes des données fournies par les gouvernements qui sont juges

et parties à la fois. Nous estimons aussi que les pressions de la communauté internationale basées sur des expertises scientifiques solides peuvent jouer un rôle non négligeable. Une autre force sociale sur laquelle on devrait miser est la société civile. Certaines sociétés civiles sont malheureusement impliquées jusqu'au bout dans les conflits et les exclusions ethniques à la suite des politiciens. Mais ce ne sont pas toutes les sociétés civiles. Au Burundi par exemple beaucoup d'observateurs misent sur la société civile. Il faut penser aussi à l'élaboration des histoires locales et nationales débarrassées des idéologies ethnicistes coloniales et des passions politiciennes pour ressusciter le lien social, l'unité et la conscience nationales. Cette solution ne va pas de soi non plus, car les allégeances ethniques entachent aussi la production scientifique dans la Région des Grands Lacs.

L'individu ne s'autonomise pas assez par rapport aux allégeances groupales sur lesquelles il mise avec excès pour sa propre survie et celle des siens (MBONYINKEBE, 2004 : 41). Heureusement que ce ne sont pas tous les intellectuels qui cèdent servilement aux allégeances ethniques et aux pressions ethnicistes et politiciennes sans discernement ni lucidité. L'on pourrait ainsi compter sur la contribution de ces derniers pour des solutions durables, en direction de la paix et du développement.

BIBLIOGRAPHIE

1. ABELES, M., « Anthropologie politique », in BONTE, P. et IZARD, M. (sous dir), **Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie**, P.U.F., Paris, 2000.
2. AMSELE, J.-L. et M'BOKOLO, E., **Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et état en Afrique**, La Découverte, Paris, 1985.
3. BERGMANS, L., **Les Wanande. Tome II. Croyances et pratiques traditionnelles**, Editions A.B.B. (Assomption beni- Bulembo), Butembo 1971.
4. BOUDON, R. et BOURRICAUD, F., **Dictionnaire critique de la sociologie**, PUF, Paris, 2000.
5. BRAUD, P., **Sociologie politique**, 6^{ème} édition, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (L.G.D.J.), Paris, 2002.
6. CONGO BELGE, Rapport annuel sur l'activité de la Colonie du Congo Belge pendant l'année 1927 présenté aux Chambres Législatives au cours de la session 1927- 1928, F. VAN GOMPELL, Imprimeur-Editeur, Bruxelles, 1928.
7. DEUTSCH, K., « Social mobilisation and Political Development », in **American Political Science Review**, sept. 1961, pp. 493-514.
8. DREVET, J.- F., Les plantations européennes dans le Kivu d'altitude, Thèse de doctorat de 3^e Cycle en Géographie, Université de Paris X, 1977.
9. DUBUISSON, J., « *Note sur le tribut dans le Territoire de la Rutshuru* », in Bulletin des Juridictions Indigènes et du Droit Coutumier Congolais, Vol. 3., n° 3, 1935.

10. DUBUISSON, J., « *Note sur le tribut dans le Territoire de la Rutshuru* », in Bulletin des Juridictions Indigènes et du Droit Coutumier Congolais, Vol. 3., n° 4, 1935.
11. DURKHEIM, E. **De la division du travail**, Ed. F. Alcan, Paris, 1893, réédité aux P.U.F., Paris, 1967.
12. GRAWITZ, M., **Lexique des Sciences Sociales**, Dalloz, Paris, 2000.
13. KALAMUKIE, A. C., **Rétrocession de terres : leurre au remède foncier pour les paysans aux alentours du Parc National de Kahuzi-Biega au Sud-Kivu?**, Mémoire de Licence en Développement rural, Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu, 1994.
14. KASAY KATSUVA, L.,L., **Le pays nande au Kivu septentrional (Zaire) : Dynamique des populations et organisation de l'espace en milieu tropical d'altitude**, Dissertation présentée en vue de l'obtention du Diplôme d'Etudes Supérieures en Géographie (DES), Faculté des Sciences, Université de Lubumbashi, 1983.
15. LABURTHE-TOLRA, P. et WARNIER, J-P., **Ethnologie –Anthropologie**, Presses Universitaires de France, Paris, 1997.
16. MBONYINKEBE SEBAHIRE, D., « Crises identitaires et constructions idéologiques : Approche socio-anthropologique », in **Regards croisés**, Revue trimestrielle de Pole Institute, n° 12, septembre 2004.
17. MOORE, B., **Les origines sociales de la dictature et de la démocratie**, Maspero, Paris, 1969.
18. MUKEBAYI NKOSO, M., « Kabila affine sa visite. Bukavu est reprise », in **Le Soft Grands Lacs**, n° 798 du 31 juillet 2004.

19. NZABANDORA, N.M. et VON RICHTER, W., **Enquête sur la vente de la viande de chasse dans la ville de Bukavu**, Projet GTZ (Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit) / IZCN (Institut Zaïrois pour la conservation de la Nature), Bukavu, 1986.
20. NZABANDORA, N.M., « Les expropriations foncières au profit du P.N.A. et les réactions des paysans du Nord-Kivu », in **Cahiers du CERPRU** (Centre d'études et de recherches pour la promotion rurale), Vol., N° 1, 1984.
21. NZABANDORA, N.M., **Histoire de conserver : Evolution des relations socio-économiques et ethnoécologiques entre les parcs nationaux du Kivu et les populations avoisinantes (RD Congo)**, Thèse de doctorat en Sciences Sociales, Université Libre de Bruxelles, Mars 2003.
22. NZABANDORA, N.M., « La question identitaire au Bwisha (Rutshuru, Nord-Kivu) : le point de vue de l'histoire », in **Regards croisés** (Revue trimestrielle de Pole Institute), n° 12, septembre 2004.
23. SKALNIK, P., « Système politique », in BONTE, P. et IZARD, M. (sous dir), **Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie**, Presses Universitaires de France, Paris, 2000.
24. TAYLOR, A., C., " Ethnie", in BONTE, P. et IZARD, M., **Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie**, PUF, Paris, 2000, pp. 242-244.
25. TEGERA, A (sous dir.), « Rapport autour des massacres de Gatumba », in TEGERA, A., KAYSER, C. et SEMATUMBA, O., **Devoir de mémoire et responsabilités collectives pour l'avenir**, in **Regards croisés**, Revue trimestrielles de Pole institute, n° 013, décembre 2004.

26. TILKENS, Ordonnance Général n° 91/AIMO du 29 septembre 1933 portant dénomination, délimitation et désignation des chefs-lieux des Territoires du Congo Belge et de leurs chefs-lieux, in **BACB**, (Bulletin Administratif du Congo Belge), Vol. 22, n° 18 bis, octobre 1933.
27. REZSOHAZY, R., « Pourquoi changer ? Pourquoi résister ? », in **Lumen vitae**, n°4, décembre 1992.
28. WEISS, H., « Modernité manquée et pièges ethniques. Cas de la République Démocratique du Congo », Communication présentée à l'Atelier Régional de Bujumbura organisé du 30 mars au 1^{er} avril 2005, par Pole Institute.
29. WILLAME, J.-C., Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identité au Kivu, Institut Africain-CEDAF / L'Harmattan, 1997.
30. WOLFF, J., **Sociologie économique, vol. I : Sociologie de l'organisation économique**, Edition Cujas, Paris, 1971.

Effectiveness of outsourcing as a strategy that may reduce operating costs, enhance competitiveness and increase shareholder value in Information Technology field

BY

Gustave Tombola Masereri

Content	Pages
Abstract	3
1. Introduction	4
2. Outsourcing objectives	5
3. Outsourcing contracts	5
3.1. Management issues	6
3.2. Checklist-Human Resource Management	6
4. The benefits of outsourcing	7
5. Outsourcing as a business decision	7
6. Characteristics of outsourcing decisions	7
7. Role of financial considerations in outsourcing decisions	9
8. Outsourcing of Information Technology and business strategy	9
9. Framework for the outsourcing decisions	10
9.1. Conceptual framework for the proposed model	11
9.2. Rationale for the proposed model	12
10. Outsourcing outward-facing applications as a value creating management strategy	14
11. Outsourcing preserves financial flexibility	15
11.1. Cost effectiveness	16
11.2. Efficiency	16
11.3. Core competency	17
12. Limitations of the paper	17
13. Implications of the results	18
14. Conclusion	18
Bibliography	20

Abstract

Over the past decade, some companies have found vertical integration to be so competitively burdensome that they have adopted vertical deintegration, or unbundling, strategies (Thompson & Strickland, 2001). Moreover, a number of single-business enterprises have found it useful to focus more narrowly on certain value chain activities and rely on outsiders to perform the remaining value chain activities; they have begun outsourcing activities formerly performed in-house and concentrating their energies on a narrower portion of the value chain. The question, which remains to executives at many companies is "which value chain activities should be brought within boundary and which value chain activities should be outsourced?" argued the above authors.

This paper provides a detailed perspective of the Information System (IS) outsourcing policy decisions with specific focus on business strategy and financial considerations, which have been generally separated in this context. An integrative conceptual framework is proposed for studying the influence of business strategy and financial considerations on the IS outsourcing policy, and the influence of financial considerations and IS outsourcing policy on IS productivity.

A structural equation model was created to represent the proposed conceptual framework. Since the objective of the paper was to investigate the influence of financial criteria and business strategy variables on IS performance, outsourcing as a strategy that may reduce operational costs, enhance competitiveness and increase shareholder value, we were supported by empirical studies.

Findings of the paper suggest that financial considerations are predominant criteria that influence the outsourcing policy as well as productivity in an organisation.

The paper has important implications regarding the reliability of the new measure of effectiveness (information Productivity Index) used by organisations, and the continued emphasis on primary macro-level financial measures for determining the effectiveness of organisations.

1. Introduction

Deintegration and outsourcing involves withdrawing from certain stages/activities in the value chain system and relying on outside vendors to supply the needed products, support services, or functional activities (Thompson & Strickland, 2001).

With nearly one-half of U.S. corporate capital being invested in information technology (Keen, 1991) and IS expenditures representing the third largest corporate expense (Benko, 1992), the IS function has become the prime target for outsourcing. The outsourcing of IS is so popular among communications companies, computer vendor, and semiconductor firms that an industry report notes that the "computer less computer will soon dominate the industry" (Rappaport and Halevi, 1991). Several organisations are considering outsourcing as one of the key options for improving performance (reduce cost, increase competitiveness and effectiveness), Due argued (1992).

IS outsourcing policies define the criteria that organisations utilize to decide upon the scope, of specific capabilities and degree of reliance for each capability, of their dependence upon external sources for meeting their needs. There is an ongoing debate on the pros and cons of the information systems outsourcing policies being pursued by different organisations and the rationale for those policies (Bettis, Bradley & Hamel, 1992). Among factors responsible for firms' increased drive toward outsourcing of IS, financial considerations and business strategy have been discussed as the two major reasons (Hopper, 1990; Huber, 1993; Quinn & Hilmer, 1994; Sue, 1992; Thames, 1992). Most controversy on outsourcing of the IS functions has revolved around the issue of increasing the productivity of the organisation (Brynjolfsson, 1993; Due, 1994; King, 1994). In this context, the interrelationships between outsourcing policy, the business strategy and financial considerations and the productivity, is increasingly relevant for providing a more balanced perspective to the ongoing debate.

The conceptual framework proposed here is expected to facilitate the two primary objectives of this paper: (i) to assess the influence of business strategy and financial considerations on outsourcing policy, (ii) to evaluate the relative importance of financial considerations and outsourcing policy as determinants of productivity.

2. Outsourcing objectives

Outsourcing has long been a business strategy that allows companies to add outside expertise to their operations. In today's highly competitive marketplace, more businesses are considering outsourcing as a way to reduce costs, streamline internal operations, and boost performance. The classic reasons for outsourcing any business function include:

- Improved efficiency, as departments examine their internal strengths to determine which operations should be outsourced;
- Increased effectiveness, when outsourcing provides top-level professionals and industry-defined best practices to meet company quality expectations;
- Faster deployment, which correlates directly with increased market share;
- Better allocation of internal resources, allowing a company to focus on core competencies;
- Reduced costs, particularly applicable, given the current uncertain economic climate.

Outsourcing objectives are not typical purchaser/vendor relationship, and confidence that the vendor can work in a partnership is vital to a successful arrangement. When examining the potential value that outsourcing can deliver, it's equally essential that the objectives and success criteria for outsourcing are clearly understood within the organisation, that is, to reduce operational costs, enhance competitiveness and increase shareholder value. Those goals and criteria must be communicated to the potential vendors early in the process to ensure an accurate common view.

Any outsourcing arrangement must be tailored to create a win deal that balances potential risk between the client and the vendor and creates an incentive for the vendor to work with the customer organisation. It's becoming increasingly common for outsourcing arrangements to be structured for "gain-sharing": once targeted benefits are achieved, benefits beyond the target are shared. Arrangements such as these promote a true partnership, shareholder.

Many corporate are wary of long-term, full-service outsourcing contracts, because they understand that one of the few constants in long-term relationship is change-in technology, in the competitive and regulatory environment, in the needs of the business, and in the business value expected from the outsourcing relationship.

Since it would be difficult to formulate a detailed, specific contract that would accommodate all the potential for change over the life of the agreement, flexibility must be built into the long-term contract (David, 2002).

Additionally, as technology and business needs evolve, it may become advantageous at some point to return management of some or all applications to the internal IT staff. The vendor should have specific processes and procedures to support the re-transition.

Many companies are now outsourcing key operational functions as IS/IT functions on a national or even global basis. In fact, major industry leaders are using outsourcing as a strategy to increase company's short- and long-term profitability.

3. Outsourcing contracts

In outsourcing contracts, the client retains ownership of the IT strategy while the vendor assumes responsibility for management processes and day-to-day supervision of the resources required to deliver services in support of the IT strategy. Outsourcing allows the client organisation to concentrate on its business and determine how IT can be leveraged to support its core initiatives, while the vendor takes responsibility for delivering the contracted services and providing the necessary resources and skills (Davis, 2002).

A well-structured outsourcing contract makes the vendor responsible not only for defined package of services, but also the delivery of business value from those services. While performance related service-level metrics are a key component of most outsourcing contracts, a growing emphasis is being placed on measuring and evaluating the services' business level, not just the activities performed. Accordingly, metrics demonstrating continuous improvement and business value are becoming a more common component of outsourcing.

Outsourcing pieces of the value chain formerly performed in-house to narrow the boundaries of a firm's business makes strategic sense whenever (Thompson & Strickland, 2001):

- I. An activity can be performed better or more cheaply by outside specialists. Many PC makers, for example, have shifted from in-house assembly to utilizing contract assemblers to make their PCs because of sizable scale economies in purchasing PC components in large volumes and in the assembly process itself. Cisco outsources most all production and assembly of its routers and switching equipment to contract manufacturers that operate 37 factories, all linked via Internet.
- II. The activity is not crucial to the firm's ability to achieve sustainable competitive advantage and won't hollow out its core competencies, capabilities, or technical know-how. Outsourcing of maintenance services, data processing, accounting, and other administrative support activities to companies specializing in these services has become commonplace.
- III. It reduces the company's risk exposure to changing technology and/or changing buyer preferences.
- IV. It streamlines company operations in ways that improve organizational flexibility, cut cycle time, speed decision-making, and reduce coordination costs.
- V. It allows a company to concentrate on its core business and do what it does best.

3.1. Management issues

Outsourcing is not a new concept. It has been used by public sector organisations for many years in areas such as mail delivery, refuse collection, road maintenance and cleaning. Since the early 1990s outsourcing of organisation functions has taken place at an increasing rate. The nature of services contracted out has also changed with outsourcing extending into areas like Information Technology or Information System.

The management of employees affected by a decision to outsource an activity or a organisation function is a crucial and an integral part of any outsourcing initiative. An effective Human Resource Management is very important to achieving a productive and efficient outsourcing process. More recently, the success of outsourcing process focussed on the effective management of staffing issues associated with outsourcing. The success of outsourcing will largely depend on developing an effective Human Resource Management strategy, linked to the overall corporate strategy (Business and strategy models). The outsource company should assist the outsourced company to ensure that any legislative requirements are satisfied and to achieve good practice in managing the people management aspects of outsourcing.

3.2. Checklist-Human Resource Management

A well-defined Human Resource Management in outsourcing should highlight objectives, processes and responsibilities for the implementation of an outsourcing decision to enable timely implementation of the relevant procedures and to identify the responsibility for each of those procedures (Podger, 2002). It Identify key stakeholders, including affected employees, contracting and project managers, central and local management, personnel management and personnel processing areas and relevant staff representatives to achieve commercial objectives (Financial perspectives) and time frames of the outsourcing exercise.

4. The benefits of outsourcing

Most businesses recognize a clear need to concentrate their IT organisations on new systems that will provide competitive advantage, with speed to market a primary concern. Yet, the ongoing commitment of seasoned, business-knowledgeable resources to maintaining existing applications often limits company's ability to obtain and maintain a strong focus on strategic development initiatives.

IT executives are increasingly turning to outsourcing as the best way to improve the quality of the services provided, and most importantly, speed the delivery of business improvement through closer governance focusing on value-add to business, overcoming cultural barriers to improving methods and processes, and timely access skills and resources.

Organisations considering some form of IT outsourcing are generally looking to refocus staff on new systems development, improve service to users, control costs, or realise some combination of all those factors. While maintenance costs and service level are often the driving forces that initiate investigation of outsourcing, the benefits of a well-structured outsourcing relationship go well beyond cost and service issues. They are significant contributors to the company's ability to execute its business strategy.

Relying on outside specialists to perform certain value chain activities offers a number of strategic advantages as given by Thompson and Strickland (2001):

- I. Obtaining higher quality and/or cheaper components or services than internal sources can provide.
- II. Improving the company's ability to innovate by interacting and allying with best-in-world suppliers who have considerable intellectual depth and innovative capabilities of their own.
- III. Enhancing the firm's strategic flexibility should customer needs and market conditions suddenly shift- seeking out new suppliers with the needed capabilities already in place is frequently quicker, easier, less risky, and cheaper than hurriedly retooling internal operations to disband obsolete capabilities and put new ones in place.
- IV. Increasing the firm's ability to assemble diverse kinds of expertise speedily and efficiently.
- V. Allowing the firm to concentrate its resources on performing those activities internally that it can perform better than outsiders and/or that it needs to have directly under its own strategic control.

5. Outsourcing as a business decision

While the impetus for outsourcing often arises within an IT context, outsourcing is essentially a decision about business effectiveness. Outsourcing application management can make a substantial contribution to the effectiveness of business by promoting a tighter focus on strategic systems (Information Systems) development while improving service to users and better managing costs that is low costs principle as guideline. It warrants serious considerations as a strategic business option.

6. Characteristics of outsourcing decisions

Encouraged by the projections of phenomenal cost savings, many firms are jumping on to the "outsourcing bandwagon"(Lacity and Hirschheim, 1993). A survey of U.S. firms shows that 42% of communications firms, 40% of computer manufacturers, and 37% of semiconductor companies rely on outsourcing from foreign firms. These same firms expect the figures on

outsourcing to exceed 50% before the mid-1990s (Bettis et al., 1992). Yet, despite its growth, outsourcing is frequently perceived to be poorly controlled, high in cost, and a drain on quality and service performance (Jacobs, 1994).

Cost savings has often been cited as the main driver for the outsourcing decisions (Due, 1992; Loh and Venkatramen, 1992). On the other hand, the short-term focus on the financial performance without consideration of strategic implications has also been criticized (Davis, 1992). Another driving force for outsourcing is management's perception that by surrendering control of its IS to an external supplier it can better focus on its core business (Grover and Teng, 1993; Huber, 1993; Quinn et al., 1990). A third motivation factor relates to the perception of IS in the organisation- companies consider outsourcing when the internal IS function is perceived to be inefficient, ineffective or technically incompetent (Lacity and Hirschheim, 1993). Based on their case studies, Lacity and Hirschheim (1993) suggest that the outsourcing decision may be a result of rational consideration or it may be a product of organisational politics, conflicts and compromises. They conclude that organisations engage in outsourcing evaluations because outsourcing is inherently about creating a perception concerning the efficiency and effectiveness of internal IS functions.

Some critics (Due, 1992; Lacity and Hirschheim, 1993) argue that outsourcing can result in loss of control over assets, threats or opportunism [from the supplier], the loss of expertise and corporate memory, and a decline in the moral and performance of the remaining employees. They also suggest that the anticipated cost savings might also be achieved internally, i.e., without sourcing externally (Benko, 1992; Carlyle, 1990; Davis, 1992; Due, 1992; Lacity and Hirschheim, 1993; Sharp, 1993). Evidently, most controversy regarding outsourcing remains around the issue of balance between strategic implications and financial returns.

A clear picture of the desired, or target application management environment is crucial to understanding the potential business value of outsourcing application management. Same authors said that a well-run environment will have these characteristics:

User satisfaction

- The business has clearly defined expectations as to the service levels to be provided and plays a key role in defining those service levels.
- Service levels are aligned with the needs of the business and consistent with value delivered.
- Users play a key role in determining priorities and scheduling deliverables.

Accountability

- The efficiency and effectiveness of the application management team is measured against predefined performance metrics and the business value delivered,
- To ensure that all discretionary investments in existing application portfolio deliver business value, the cost to implement every proposed change is communicated to users and management and the value measured and analysed against the cost before any commitment is made to implement that change,
- The overall investment in application, management is measured, and reflects the importance of the applications involved to the operation of the business,
- Maintenance processes are well-defined and measured against recognised industry standards, and responsibility for managing the processes is understood by those performing the maintenance as well as by users.

Staff

- The skills of a stable staff are continually refreshed to ensure that the required human resources and that application, technical, and business knowledge are available to support the ever-changing needs of the business.

If a company's application management organisation does not exhibit most of these characteristics, outsourcing offers real opportunities to improve business results and service to users while reducing costs. Improvement in maintenance processes can be expected to reduce the number of resources needed for day-to-day support activities. These resources can be then redeployed to more value-add activities, or alternatively, can be withdrawn and overall costs reduced.

Given the wide range of new technologies, it's becoming increasingly difficult to determine which technologies can best meet the needs of the business. An outsourcing organisation offers economies of experience that reduce the learning curve and support the earlier delivery of the business value associated with implementing new technologies.

New technologies bring another challenge: access to resources with the needed skills. Outsourcing is an effective way to address this challenge. In outsourcing, staff is stable but not static; skills are rolled in and out to meet changing requirements. At the same time, internal IT resources are freed from distractions of day-to-day production problems, allowing a tighter focus on that will deliver competitive advantage.

While it is possible to realise all the many benefits outsourcing offers, some trade-offs may need to be considered to ensure that the key objectives are realised. For example, if the principal goal is user service improvement, opportunities to reduce costs from current levels may be limited. If cost reduction is the principal or only objective, service level commitments to users must reflect the intended level of investment.

7. Role of financial considerations in outsourcing decisions

Historically, many firms have made sourcing decisions based primarily on anticipated cost savings (Grover and Teng, 1993; Huber, 1993; Venkatesan, 1992), with insufficient regard for strategic or technological issues (Welch and Nayak, 1992). Many firms assert that they are justified in outsourcing their "commodity" activities and retaining their "core competencies" in-house. Are these organisations really retaining their core competencies by outsourcing their functions (IT/IS)? Considering the very fact that these firms may also be outsourcing their capacity to learn and coordinate technologies within the business (Prahalad and Hamel, 1990) and giving up the opportunity to build "core learning competencies" (Senge, 1990), the value of outsourcing is questionable. In his criticism of the comparison of the IS function with "catering" services, Lowell (1992) argues that the "essentialness" of the processes, updates and storage that are performed on computer systems and that form an essential element of most products sold by financial companies distinguishes them from "buying statement paper." By instance the products sold by all financial services companies consist, in most part, of transactions processed and accounts updated and maintained.

8. Outsourcing of Information Technology and business strategy.

The role of [Information] technology in achieving competitive advantage has been described as that of an enabler of several business strategies such as changing industry structure, decreasing buyer or supplier power, raising entry barriers, and creating new products and markets (Porter, 1985). The role of IT has also been well recognised in the exploitation of structural differences among firms (Clemons and Row, 1987), in supporting economic reorganisation (Clemons and Row, 1989) and in providing "a corporation an edge over its competitors" (Cash and Konsynski, 1985). Jarvenpaa and Ives (1993) have elaborated on the role of IS in the coordination of global operations of multinational firm. Citing several reasons for considering technology strategically, Kantrow (1980) states that: "Technological

decisions are of fundamental importance to business and therefore, must be made in the fullest context of each company's strategic thinking."

When technology is not considered in developing the business strategy, the result are missed opportunities that could have contributed to the achievement of the organisation's goals (Frohman, 1985). In contrast to the earlier emphasis on the strategic and competitive role of IS in organisations (Blanton, 1992; Boynton, 1993), increasingly, companies are viewing IS as a utility (Hopper, 1990) that can be rented from an external supplier. A critical question that has remained unanswered is if information and IS can be treated as mutually independent entities. In other words, can an organisation retain its control over information even when they give up their control over the systems and the IS function? Until the answer is discovered, organisations need to consider if the advantages generally associated with outsourcing decision are being compromised by a potential loss of intellectual capital invested in IS or long-term implications for business strategy.

Most organisations are either considering some form of outsourcing or contracting with outside vendors to supply IT services traditionally provided by in-house staff. In fact, the acceptance of outsourcing as a business strategy extends well beyond IT, with outsourcing of business functions like customer service, human resources, and finance and administration projected to grow.

As a business strategy, outsourcing is consistent with the drive to speed deployment of competitive advantage and introduce new technologies. No longer viewed exclusively as a tactic to reduce IT costs, it is increasingly adopted as a mean to effect rapid, significant change and improve business results. Given its strategic value, it's good management to understand and consider the options, benefits, and potential risks associated with outsourcing.

9. Framework for outsourcing decisions

Although various authors, for example Putrus (1992), have offered diverse opinions on the outsourcing issue, theoretical framework on outsourcing in general, and IS outsourcing in particular, is sparse. Few managers have a basic for evaluating outsourcing as a management tool (Jacobs, 1994), especially for determining if outsourcing decisions need to be guided by the overall business strategy or primarily by financial considerations.

It has been demonstrated in several industries- information intensive and not so information intensive- that outsourcing IS/IT may lead to the loss of a capability that could potentially be a key success factor (King, Grover and Hufnagel, 1989). Indeed this has been proposed as a planned strategy of "hollowing" (Jonas, 1986), a term that was initially used to describe a state of unplanned industrial decline (Bettis et al., 1992). In most cases of outsourcing strategies, the adverse or unforeseen results accompanying that outsourcing have been due to the mismatch between the antecedent variables (business strategy or financial considerations), the mediating variable (IS outsourcing policy) and the consequence (productivity, performance, effectiveness or competitiveness). Therefore a framework that analyses these relationships together has considerable practical appeal for both researchers and managers of companies.

This research paper attempts to fill the existing void by proposing an integrative conceptual framework for determining:

- The relative importance of business strategy and financial considerations in determining the IS outsourcing policy

- The relative importance of financial considerations and company's outsourcing policies in driving productivity (effectiveness and competitiveness, increasing shareholder value, reducing operating costs).

The framework suggested in this paper, while consistent with the new models of the IS organisations such as the "emergent IS organisation" of Venkatraman and Loh (1994), provides a more general perspective that also has significant beyond the IS context. In other words, this framework can be extended to apply to other organisational outsourcing decisions, which may involve processes or functions other than IS.

Generally outsourcing refers to the dependence of the firm's Information Systems (IS) department upon external organisations, but for the purpose of this research paper we are primarily interested in the dependence of the IS department upon external sources: both inside as well as outside the organisation. This generalisation is based on the premise that determination of the capabilities of IS i.e., evaluation of its performance is better reflected in its dependence upon any external sources.

1. Conceptual framework for the proposed model

This conceptual framework proposed here has these following two primary motives;

- To assess the influence of business strategy and financial conditions on outsourcing policy;
- To evaluate the relative importance of financial considerations and IS outsourcing policy as determinants of productivity.

In the following discussion, objective one is characterised by an equation of this form:

$$OP = f(Bs, Fc)$$

Where the symbols denote vectors with components representing IS Outsourcing policies (OP), Business Strategy (Bs), Financial Conditions (Fc), and f denotes "function of."

The objective two is characterised by the following equation form:

$$ISP = g(Fc, OP)$$

Where the components of ISP represent IS productivity, and those of Fc and OP are as described by objective one, and g denotes "function of."

These two objectives are combined in a model depicted by means of the arrow diagram in the following figure;

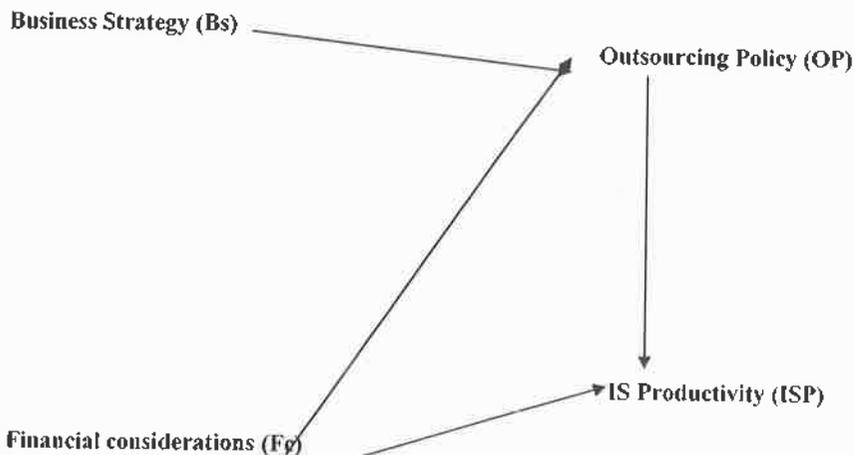


Figure of Conceptual framework

Specially, while IS production is influenced by the financial considerations and the IS outsourcing policy, the IS outsourcing policy is in turn influenced by the financial conditions and business strategy. This is the primary hypothesis that combines the two objectives within a single conceptual framework. In agreement with the preceding discussion, the framework does not include any direct influence of business strategy on IS productivity. As it is shown the influence, which exists is indirect via Outsourcing policy.

9.2. Rationale for the proposed model

The financial considerations and the company's business strategy are the two primary drivers of IS outsourcing decisions. Since financial conditions influence the allocation of capital among various functions, increased focus on them would result in outsourcing decisions that are primarily aimed at cutting costs and reducing IT investments. On the other hand, greater focus on business strategy would result in outsourcing decisions based primarily on the strategic significance of the various IS activities. This does not necessarily imply that business strategy would never prescribe outsourcing. Nor does it imply that decision resulting from financial considerations and business strategy will always be mutually exclusive.

Financial considerations and the company's outsourcing policies are the two key drivers of IS productivity. IS productivity is driven by the investments in information systems and information technology. Of course, effective implementation and management of IT is assumed in this case. Alternatively, IS productivity may be influenced by sourcing out some of the IS activities to external vendors with or without the primary objective of cutting costs or saving further investments in IT. Outsourcing may also be done to improve performance by seeking external help in case of little in-house expertise, or else it may be done for the purpose of upgrading in-house expertise to newer technologies. Therefore, IS productivity could be influenced by financial considerations as well as by IS outsourcing policies, which may or may not be interactive.

outsourcing policy

greater the % of IS budget spent outside IS department, lesser the reliance on internal IS department and greater the reliance on external sources. The expectation from outsourcing is to improve IS performance.

Financial considerations

Business cost structure; firms try to produce their output below the average cost and are constantly under pressure in a competitive marketplace to reduce the relative cost of business operations.

Financial leverage, the need to reduce reliance on debt financing has been a key factor in the IT outsourcing decision.

Business performance; under conditions of poor business performance, firms seek to streamline their operations, including selling off or redeploying assets.

IT cost structure; greater expenditure on IT may induce the organisation to outsource the IS function to benefit from the vendor's economies of scale.

IT performance, greater return on the IT investment may imply better performance of IS. It may also discourage the organisation from considering outsourcing options.

Business strategy

Relative importance of IS; greater % of budget allocated to IS, greater yearly increase in IS budget or greater % of employees in IS function may imply greater relative importance of IS in the firm.

Strategic position of IS within firm, firms in which IS function is considered to be of relatively greater strategic significance generally have to report directly to the chief executive or president, while firms that value financial considerations over strategic considerations may have to report directly to the financial executive.

The various endogenous and exogenous variables in the conceptual model are listed below.

Endogenous variables

IS outsourcing policy

Criteria used by organisations to decide upon the scope of their dependence outside IS vendors for meeting their needs is the % of IS budget spent outside IS department.

IS productivity

Return from investments in IS is the criterion, which has as indice, IPI (information productivity index) (Malhotra, 1995).

$$IPI = \frac{(\text{Profit before taxes} - \text{provision for income taxes}) - \text{cost of capital}}{(\text{selling, general \& administrative expense})}$$

Exogenous variables

Financial considerations

Company's financial conditions may affect allocation of capital and cost-cutting measures for different functions. These are the sub variables:

- Business cost structure
- Financial leverage
- Technology cost structure

Business strategy

This is the strategic significance of the IS function in the company. These are the sub variables:

- Relative importance of IS
- Strategic position of IS within firm

The index representing IS outsourcing policy is "percent of IS budget spent outside I department". The assumption is that a greater percentage of this figure implies lesser reliance on internal IS department and greater reliance on external sources.

The index representing IS productivity is the "information productivity index" (IPI), which reflects the return on management of information systems and information technology. A higher IPI implies a superior productivity of IS. The use of this index is especially interesting considering that it was suggested to be a better indicator of IS productivity than traditional measures such as those based on organisational financial performance (Stassman 1990&1994). The computation of that index was given within this section.

The indices for financial considerations used for the model, as shown, are representative of the financial considerations subcategories.

10. Outsourcing outward-facing applications as a value creating management strategy

Using an outsourced infrastructure management provider to support outward-facing applications, such as business-to-business, business-to consumer, and system security applications, internal IT department can allocate their resources to manage their inward-facing operations. These internal operations include administration, product development, desktop management, and more (Khumalo, 2001). Internal IT departments can then concentrate on their core expertise.

System engineers are free to run internal systems that move the company forward and maintain the flow of information. And, instead of diverting their expertise to manage the infrastructure, internal application developers can concentrate on revenue-generating projects. They avoid increased backlog and spend more time adding value to the company by enhancing services or creating new product.

Today most functions in well-run business outsource some part of the business. The realization that some activities in all businesses can be performed in a more cost-effectiveness way by outside expertise is becoming the norm that helps ensure success.

The companies who outsource; concentrate on developing best in world capabilities that customers genuinely care about, leverage the capabilities, investments, and expenditure of others, the companies innovate constantly and eliminate inflexibility, such as fixed overhead bureaucracy, and physical plant.

Below is a comparative table between solution managed in-house and outsourced managed solution for two years for IS functions.

The table shows that in-house, the first year is 266,900 \$ US whilst the second year decreases in the costs at 102 %. When outsourced, the costs decrease at 124% this is much better than in-house.

st comparison between in-house and outsourced solutions (in \$ US).

	In- House		Outsourced	
	Year 1	Year 2	Year 1	Year 2
Outside consultants				
Systems Engineer	30000	0	0	0
Network Engineer	30000	0	0	0
Personnel				
Systems administrators	94500	94500	0	0
Hardware				
	30000	0	30000	0
Software				
	30000	0	30000	0
Network				
	12000	12000	12000	12000
Facility				
	14400	14400	11000	11000
Back-up/storage				
	11000	11000	6000	6000
Set-up charge				
	15000	0	10000	0
Managed infrastructure				
	0	0	90000	90000
TOTAL	266900	131900	189000	119000

Source: Casal, F.J. (1999). Beating the cost of ownership: the case for outsourced web infrastructure. Massachusetts: Institute of Technology

The table shows an average of Web infrastructure cost in the Institute of Technology of Massachusetts. It tells us how outsourcing is efficient in IS cost reduction than to think about internal sources.

1. Outsourcing preserves financial flexibility

At financial services firms, IT budgets command a higher percentage of company revenue than firms in almost any other sector. And, with the latest market downturn reminding securities firms just how cyclical the industry is, the idea of converting fixed IT costs into variable ones is particularly alluring. However, securities firms have been extremely reluctant to venture into outsourcing arrangements.

Securities firms have the same concerns as other companies that are considering outsourcing: deteriorating service levels, lower IT morale and loss of control. They are also nervous about prospective vendors' industry knowledge, track record and solvency. But above all else, securities companies worry about risk. In the financial markets, penalties for operational failure are much higher than in other industries. Technology problems can escalate quickly in a real time trading environment. With high transaction volumes and huge monetary amount involved, one glitch can cost a securities firm tens-or even hundreds-of millions of dollars US.

Yet businesses pressures are intensifying, compelling the security industry to reconsider its views on IT outsourcing. Industry circles continue to drive large swings in IT demand. Securities firms have difficulty increasing capacity precisely when needed, and -during

troughs-overcapacity places a heavy burden on the corporate income statement. Competition is intensifying, requiring firms to deliver a solid financial performance quarter after quarter. All the while, remaining technically current is difficult-and expensive to sustain. In a world shaken by the events of the 11th September 2001 terrorist attacks, fear of catastrophic disasters is rampant, pushing firms to seek cost-effective methods for safeguarding the business and reducing risk.

In many ways, outsourcing helps insulate securities firms from the pummeling effect of these market pressures. Acquiring IT support on an incremental basis-paying only for the capacity needed at any given time-helps financial markets firms cost-effectively address oscillating levels of demand. It costs become variable, rising and falling with demand, transferring assets to an outsourcing vendor can help businesses boost return on assets. Plus, with most outsourcing arrangements, business- continuing protection is built in. Firms can avoid large upfront capital investments to construct their own in-house disaster recovery capabilities-and the ongoing expense of maintaining them-plus, the outsourcing vendor assumes a portion of the risk.

11.1. Cost effectiveness

A fledgling's information technology company will always begin with a product. This product will be researched, developed, built, packaged and sold before reaching the peak of its lifecycle. These stages alone require a vast amount of capital and resource to establish, resulting in a certain number of these products being sold (Brevis, 2002).

But to stay ahead in the chosen sector, this is far from enough. Product support is a necessary, associated call centres and technical support staffs are required; logistics channels must be set up and documentation produced and readily available to customers. Product returns are an unfortunate but dependable bi-product of sales, requiring structured procedures backed up with technical expertise to diagnose and resolve.

Already, the costs of the required components are enough. On top of this, each one must operate constantly and reliably, because without one of these essential components the rest will fail.

And most importantly, they have to be almost instantly scalable to the business' needs. When product sales rise, each other component of the equation must rise to meet demand.

To establish, monitor and maintain each one of those components in a reliable and scalable manner is an expensive process, because each operation is run as a stand-alone unit especially for the organisation. The base-line overheads for each component are high, even if the required output is low. And in most cases as this output increases, costs of these components rise in multiples of the base-line overhead. If a company has five persons to deal with 100 orders per day, for example, 101 orders may often require six staff.

However, if the components are outsourced you only pay for the resource used. Within your organisation one staff to deal with one order per day is impractical, but in an organisation that deals with fifty thousand orders per day the overheads are kept low, and staff's time for each component is pre-managed. Outsourcing provides a cost-effective and instantly scalable solution for an organisation.

11.2. Efficiency

When an organisation has a new objective to meet, a department must be introduced. It requires human resource to be employed, costly training and initiation procedures, followed by constant department maintenance (Brevis, 2002).

Although this is a logical step, it is slow and expensive procedure to meet a need that requires an instant and cost-effective solution. To reduce costs, these new departments also service other needs within the organisation. However this leads to an even slower start-up time and reduces overall component efficiency.

Outsourcing solves both problems, outsourcing organisations offer services that have already been established, and remain dedicated to the initial problem; a quick, simple, and cost effective answer.

11.3. Core competency

If outsourcing is applied to the Information Technology (IT) function providing a product to a customer based, it removes the need for subsidiary components to be introduced into the organisation.

Product support, technical staff, call centres, distribution channels, and maintenance are all ancillary components to the core competency of the business, i.e. the product. Your organisation should stay focused on its main goals (Customer satisfaction and profits) and work only to reduce the costs and increase the effectiveness of these other components (Crimp, 1990).

Outsourcing allows an organisation to do this by removing this ancillary components and managing them on a day-to-day basis. Knowing your customer's needs is being looked after, in an effective manner, will help to stay focused on your product (maintain the current product, modify it or create a new product) based on the changes in customer's needs Crimp (1990) continued.

As the improved focus on your products and customer's needs produce results (financial increase), the needs of your subsidiary components will increase. Outsourcing is an instantly scalable solution, and with a simple contact the call centre can be doubled in size, the distribution channels more opened up to new markets and geographical locations and more. Then the company, with outsourcing, is left to concentrate on what it does best.

If your core competency is in an IT product, customer service is a perfect component to isolate and outsource, and you can be confident that your outsourcing organisation is looking after your customers. Not only does outsourcing activity reduce costs, increase productivity, and refocus the business, but also often it will bring that component to a new level (a better one). The outsourcing provider's core competency is in the outsourced component, and is focused purely on increasing customer's service levels.

12. Limitations of the paper

Considering that this is a short analysis of a very huge concept, outsourcing, several limitations must be observed. Firstly there could have been interactions between the constructs of business strategy and financial considerations. Such interactions were ignored within the scope of this research paper. Secondly the research paper did not take into account the interactions between financial considerations and IS outsourcing policy in the determining their influence on IS productivity. For further researches, it is recommended that these interactions should be analysed. Thirdly there could be a delay between the allocation of IS budget and the resulting effect on IS performance. Moreover, it is easy to ascertain the generalizability of this research paper to all companies and all functions. Future research should take these issues into considerations such as in public sector in Rwanda, especially the current outsourcing policy in transport.

13. Implications of the results

The results of this research paper are interesting in several respects. Firstly, it can be argued that the results are a reflection of the measurement process used for estimating IS productivity. Since financial considerations are used for determining the index for IS productivity, only financial parameters appear to be significant in the overall analysis. One explanation for this argument is that even the new measure of IS performance used by companies, although intended to give due emphasis to management of IS (that could be argued to have a positive correlation with IS strategy), has not sufficiently succeed in its objective. Another interesting revelation from this research paper is regarding inconsequential significance of the internal position of IS function and the budget allocation to IS function in influencing IS performance. This finding can be explained on the basis of the indirect influence of IS investment on the organisational IS performance measures such as IPI. Since we are trying to determine the influence of the current outsourcing practices on the overall organisational measures (costs reduction, enhancing competitiveness), it might be difficult to establish this relationship unless some mediating variables are considered. Such mediating variables could relate to a process-level or function-level contribution of the IS function instead of the overall organisational level contribution. Another approach for determining the value added by outsourcing investment in IT could compare the market value of IS function (determined by the value that the IS function has in the free market) with alternative internal or external options available to the organisation for supporting outsourcing its information infrastructure. Further research in IS outsourcing can reveal more reliable and valid findings by taking into considerations the findings of this research paper and the limitations mentioned herein.

14. Conclusion

This research paper defined the concept of IS outsourcing policy based upon the decision-making criteria used by organisations. This definition was followed by a brief review of the existing debate about the strategic versus financial basis of the outsourcing decisions. To provide a resolution to this contention, a conceptual framework that included both decision-making criteria was proposed. Specifically, this framework was devised to study and compare the influence of business strategy and financial considerations on the IS outsourcing policy. This comparison was deemed necessary to understand the relative impact of the two (apparently) disparate decision-making criteria. Existing controversy suggests that proponents of business strategy as the determinant of IS outsourcing attribute the long-term problems of outsourcing to decisions based on short-term financial gains. However, most corporate decisions regarding to the outsourcing of IS have been primarily led by prospects of financial savings or cost-cuttings; in several cases these decisions were based predominately on imitative behaviour (Loh and Venkatraman, 1992). The proposed framework also aimed to assess the relative importance of financial considerations and IS outsourcing policy as a determinant of IS productivity. It was one of the objectives of this research paper to find if IS performance was predominantly influenced by financial considerations or by IS outsourcing policy. The results from this research paper discount the role of business strategy and IS outsourcing policy in determining IS productivity. Only financial considerations appear to be the relevant criteria that influence IS outsourcing decision as well as IS productivity. However, these results could have been influenced by the limitations inherent in the paper. The key benefits from outsourcing are as following:

- Lowering total ownership costs of product data management
- Reducing the time and expense associated with deploying, managing, and updating product information
- Improving application performance, while eliminating time-consuming and costly maintenance tasks
- Securing competitive advantage through increased business efficiency and lower operational costs
- Empowering business to focus more resources on their core competencies and
- Improving customer service by optimising the performance and availability of product.

The biggest danger of outsourcing is that a company will farm out too many or the wrong types of activities and hollow out its own capabilities. In such cases, a company loses touch with the very activities and expertise that over the long run contribute to and determine its success.

Bibliography

- Benko, C. (1992). If information system outsourcing is solution, what is the problem? *Journal of Systems Management*, (November), 32-35.
- Bettis, R.A., et al. (1992). Outsourcing and Industrial Decline. *Academy of Management Executive*, (January), 7-22.
- Blanton, J.E., et al. (1992). Towards a better understanding of Information Technology organisation: A comparative case study. *MIS Quarterly*, (December), 531-555.
- Brevis, T., et al. (2002). *Management principles: A contemporary edition for Africa*. 3rd ed. New York: McGraw-Hill.
- Brynjolfsson, E. (1993). The productivity paradox of Information Technology. *Communication of the ACM*, (December), 67-77.
- Carlyle, R. (1990). Getting a grip on costs. *Datamation*, (July), 20-23.
- Casale, J.F. (1999). Beating the cost of ownership: The case for outsourced web infrastructure. Massachusetts: Institute of Technology.
- Cash, J.J., et al., (1985). IS redraws competitive boundaries. *Harvard Business Review*, (April), 134-142.
- Clemons, E.K. and Row M.C. (1989). Information Technology and Economic Reorganisation. *Proceedings of Tenth International Conference on Information Systems*, (December), 341-352.
- Crimp, M. (1990). *The marketing research process*. 3rd ed. New York: Prentice-Hall.
- Davis, E.W. (2002). Global outsourcing: Have U.S. Managers Thrown the Baby Out with the Bath Water? *Business Horizons*, (August), 58-65.
- Due, R.T. (1992). The real costs of outsourcing. *Information systems Management*, (Winter), 78-81.
- Frohman, A.L. (1985). Putting Technology Into Strategic Planning. *California Management Review*, (February), 27-35.
- Grover, V. and Teng, J.T.C. (1993). The decision to Outsourcing Information Systems. *Journal of Systems Management*, (November), 34-38.
- Hopper, M.D. (1990). Rattling SABRE-New Ways to Compete on Information. *Harvard Business Review*, (February), 118-125.
- Huber, R.L. (1993). How Continental Bank Outsourced its Crown Jewels. *Harvard Business Review*, (January), 121-129.
- Jacobs, R.A. (1994). The invisible Workforce: How to Align Contract and Temporary Workers with Core Organisation Goals. *National Productivity Review*, (Spring), 169-183.

- Jarvenpaa, S.L. and Ives, B. (1993). Organizing for global competition: The fit of Information Technology, *Decision sciences*, (March). 547-573.
- Kantrow, A. (1980). The Strategy-Technology Connection, *Havard Business Review*, (July). 432-446.
- Khumalo, R. (2001). *Understanding financial management*. Pretoria: UNISA.
- King, W.R. et al (1989). Using Information and Information Technology for sustainable comparative Advantage. *Information and Management*, (May). 310-321.
- King, W.R. (1994). Forecasting Productivity: The Impact of IT. *Information Systems Management*, (Winter). 68-70.
- Lacity, M.C. and Hirschheim, R. (1993). Implementing Information Systems Outsourcing: Keys issues and experiences of an early adopter. *Journal of General Management*, (Autumn). (January). 17-31.
- Loh, L. and Venkatraman, N. (1992). Determinants of Information Technology Outsourcing: A cross-Sectional Analysis. *Journal of Management Information Systems*, (Summer). 7-24.
- Lowell, M. (1992). Managing your Outsourcing Vender in the Financial services Industry. *Journal of Systems Management*, (May). 23-26.
- Malhotra, Y. (1995). *The determinants of information systems productivity and the role of outsourcing policy*. Australian public commission: Brint research institute.
- Podger, A. (2002). *Outsourcing-Human Resource Management*. Australian Government
- Porter, M.E. (1985). *Competitive Advantage: Creating and Sustaining Superior Performance*. New York: Free Press.
- Prahl, C.K. and Hamel G. (1990). The core competence of Corporate. *Havard Business Review*, (May). 79-91.
- Putrus, R.S. (1992). Outsourcing Analysis and Justification using AHP. Information strategy: *The executive's Journal*, (September). 31-36.
- Quinn, J.B. et al. (1990). Technology in Services: Rethinking Strategic Focus. *Sloan Management Review*, (Winter). 79-87.
- Quinn, J.B. and Hilmer, F.G. (1994). Strategic Outsourcing. *Sloan Management Review*, (Winter). 43-55.
- Rappaport, S. and Halevi, S. (1991). The computerless computer company. *Havard Business Review*, (July-August). 69-80.
- Senge, P.M. (1990). The leader's New Role: Building Organisations. *Sloan Management Review*, (October). 7-23.
- Sharp, B. (1993). Is time to insource your financial Apps? *Datamation*, (December). 75-77.

Strassmann, P. (1994). How we evaluated productivity. *Computerworld Premier*, (October), 10-16.

Venatesan, R. (1992). Strategic Sourcing: To make or not to make. *Havard Business Review*, (November), 98-107.

Thompson & Strickland (2001). *Strategic Management: Concepts and Cases*. 13th ed. New York: McGraw-Hill.

Welch, J.A and Nayak, P.R. (1992). Strategic Souircing: A progressive Approach to make-or-buy decision. *Academy of Management Executive*, (January), 23-31.

**IMF¹ and World Bank political
conditionality:
assessment and prospects**

By

Okoko OSAMBO²

¹ IMF stands for International Monetary Fund.

² Okoko OSAMBO is lecturing Management at the Kigali Independent University (www.iki.ac.rw). He holds a Master's Degree in Commerce, a Postgraduate Diploma in Management, A Bachelor's Degree in Economics and an International Certificate in Computer Sciences.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
RESEARCH REPORT NO. 1000

1955

1. Introduction

Political conditionality involves the linking of foreign aid to certain standards of observance of good governance and democracy in recipient countries. Many have highlighted that although this may seem to be an innocent policy, it has the potential to bring about a dramatic change in the basic principles of the international system: putting good governance first means conferring on respect for individuals and their rights priority over respect for the sovereignty of States. There also persists a debate on whether political conditionality (if it has to be defined consensually) is useful or not, and consequently of whether it has to be kept or dropped. If not, how should it be approached?

The objective of this paper is to examine the need and the rationale of IMF and World Bank political conditionality. It also analyses the genesis of the political conditionality. The relationship between foreign aid, the quality of governance and political conditionality is also analyzed. The future of political conditionality is also thoroughly examined.

2. Genesis of IMF & World Bank Conditionalities and Rationale behind them

Dell (1981); Masood, Lane and Schulze-Ghattas (2001) affirm that the International Monetary Fund (IMF) was established in 1944, with the key function of lending money, on a revolving basis, to member countries facing short-term payment imbalances. The concept of conditionality was however, not mandated in the original articles of the agreement creating this organization. The first IMF's "conditional" loan, the stand-by arrangement was introduced in 1952, it was conceived as an agreement between a member country and the IMF, allowing the member country access to a certain portion of its quota if it maintained certain policy targets within a relevant time period, underlines Spitzer (1969).

Financing, by itself, is obviously not enough, it must be accompanied by countries own efforts to tackle the underlying sources of imbalances, adds Masood, *et al.* (2001). This means that the member country's leaders had to commit themselves to necessary policy changes and reforms, and keep those policies and reforms on track, adjusting them if circumstances warrant. That was the rationale behind the first conditional loan. Spitzer (2002) explains that the stand-by arrangement referred to earlier, undergo several modifications up to 1957 when lending IMF theoretician Jacques Polak, published an article entitled: "monetary analysis of income formation and payments problems". This article significantly influenced the IMF to formally adopt policy-based conditionality as the basis for the IMF's lending operations. This is how IMF conditionality came to birth. It is involved commitments on both sides. On the one hand, conditionality provides assurances to the country that as long as it implements the agreed policies, it will continue to receive the financing committed by the IMF. On the other hand, conditionality provides safeguards to the IMF that the money it has lent is being used for the intended purpose--to facilitate the adjustment process--and that the member country will be able to repay what it has borrowed from the IMF's pool of funds (to which all of its member countries have contributed).

The UNCTAD (2002) explains that the original valid and incontrovertible rationale for conditionality is to protect the financial integrity of the Breton- Woods institutions and, in particular, to preserve the revolving character of fund resources. Until the early 1980s, IMF conditionality had focused on core monetary and fiscal macroeconomic issues. However, as operations in developing countries expanded and industrial countries ceased to borrow from the fund, conditionality became tighter, gradually encompassing a large number of areas.

Pauly (1999) asserts that one could observe that at this point in time, those norms included not simply prohibitions on outright corruption in the context of a well-functioning system of interdependent economic adjustment, but also prescriptions for financial markets operations organized around objective commercial criteria, transparency in industrial conglomerates and in government-business relations more generally, the dismantling of monopolies, and the elimination of government-directed lending and procurement. For the IMF, which for fifty years essentially confined itself-in accordance with its mandate-to helping its member countries accept essential monetary and macroeconomic discipline, these are entirely new frontiers.

Doornbos (2002) explains that before the fall of the Berlin wall, the term "governance" had not constituted part of the vocabularies used in political science courses at European and American universities. The world had a dictionary existence, but as such it primarily carried seemingly outmoded legalistic connotations. Now, the concept "governance" with the adjective "good" added to it could be used to invite judgment about how a country, city or agency was being governed, it enabled the raising of evaluative questions about proper procedures, transparency, the quality and process of decision-making, and other such matters. Therefore, retrieved from a lingering, the term "governance" becomes a household word figuring on top of the list of concerns of aid agencies, governments, researchers and the media. As it is often true with how buzz-words, through, there is as yet hardly consensus as to its core meaning, it has

gained a key function by virtue of its capacity all at once to draw attention to a whole range of issues concerning processes of public policy-making and authority structures. In that sense, Doornbos pursues, it rapidly appealed to the imagination of analysts as well as practitioners, and become a focal point for intellectual as well as for policy discourses, amongst, those of IMF and World Bank. Their translation into practices led to political conditionalities, cited by western bilateral and multilateral donors as necessary conditions for aid, in order to reverse the lack of success of economic reform in Africa.

Political conditionalities include the twin concepts of democracy and good governance.

Gibson (1993) shows that a political conditionality agenda had for long been present to one degree or another in superpower dealings with less developed countries, and, in the case of the USA, its content had involved reference to multi-party democracy and human rights. After the fall of the Berlin wall, political conditionality was formally adopted as an aid regime principle by the European Community Council of Ministers in 1989, and elaborated in slightly more detail by the French, British and German governments the following year. The new political conditionality agenda is an invariably, an explicit linkage made between economic and political reforms, pursues Gibson.

Sorenson (1993) highlights that political conditionality was problematic for the world bank, as behind such seemingly innocent measures, is a potential dramatic change of basic principles of the international system: putting human rights first means that respect for individuals and individual rights acquires priority over respect for the sovereignty of States. The organization's articles of association specifically prohibited it from doing so.

The genesis and the rationale behind the concept of political conditionality presented, it become useful to attempt answering the below questions:

What particular link exists between good governance and aid? Is this justifying the IMF and World Bank political conditionality? Is there a probable effectiveness of political conditionality? If yes in which circumstances this may be realized?

Is political conditionality let understand that an attempt to impose democracy or respect for human right through the use of development aid, and against the deliberate will of recipient governments may be effective?

3. Foreign aid, the quality of governance and political conditionality.

According to Uvin (1993), the idea of linking development aid to democracy and human rights is not new: scientists, policy makers, lobby groups and journalists throughout the last three decades have sporadically debated it. Public opinions at one time or another has been outraged by the fact that billions of dollars of development aid were given to governments that consistently received bad scores from human rights organizations. They had directly asked the question: what types of governments should be refused what types of aid?

However, Snack's (2001) cross- country empirical tests had proved that aid dependence can potentially undermine the quality of governance and public sector institutions by weakening accountability, encouraging rent-seeking and corruption, fomenting conflict over control of aid funds, siphoning off scare talent from the bureaucracy, and alleviating pressures to reform inefficient policies and institutions. The quality of governance is here measured by indices of "bureaucratic quality"³, "Corruption"⁴, and "the rule of law"⁵. These findings may

³ Quality of the Bureaucracy (0-6)

High scores indicate "an established mechanism for recruitment and training," "autonomy from political pressure," "strength and expertise to govern without drastic changes in policy or interruptions in government services" when governments change, and "established mechanisms for recruiting and training."

⁴ Corruption in Government (0-6)

Lower scores indicate that "high government officials are likely to demand special payments," "illegal payments are generally expected throughout lower levels of government" in the form of "bribes connected with import and export licenses, exchange controls, tax assessment, police protection, or loans."

⁵ Rule of Law (0-6)

This variable "reflects the degree to which the citizens of a country are willing to accept the established institutions to make and implement laws and adjudicate disputes." Higher scores indicate "sound political institutions, a strong court system, and provisions for an orderly succession of power." Lower scores indicate "a tradition of depending on physical force or illegal means to settle claims." Upon changes in government new leaders "may be less likely to accept the obligations of the previous regime" in low-scoring countries.

support the need for donors to put into place mechanisms that promote form of institutions that establish a predictable, impartial, and consistently enforced set of rules for investors, mainly political conditionality. These may lead to a sensitive amelioration of the quality of governance index⁶ and to positive consequences among: The Improvement in training and increased salaries for public employees, including police, judges, and tax collectors and the strengthening of the legal system, public financial management, and other responsibilities of the public sector.

Uvin (1993); Doornbos (2002) and Sadié (2002) explain that such conditionality is not and cannot be effective, contrary to the belief of both its advocates and critics. They assert that for sometime to come, the international system will continue to be based on the principles of sovereignty and non-intervention, rendering very difficult anything that resembles the intervention of one country in the internal affairs of another. This has been clearly proven by the embargo against South Africa, for example, which took 20 years to come into being and has been consistently violated, even by those states that loudly advocated its installation. The American invasion into Iraq and the criticism that it has provoked worldwide is also an illustration. The intellectual case in favor of rendering sovereignty subservient to respect for human rights is slowly being constructed, but is not by any means a generally accepted international principle and is unlikely to become one in the foreseeable future. That might be why the World Bank takes great care to define its "good" governance as an economic, policy-making concept, underline the authors.

With the fact that official development aid stills small compared to other sources of income for most third world countries, the *prima facie* significance of this is that political aid conditionality can only be of some relevance in some 50 or so of

⁶ **Governance index:** published by the International Country Risk Guide (ICRG), a commercial service providing information on political risks to overseas investors and lenders. The quality-of-governance index from ICRG used here is an 18-point scale, created by summing the following three six-point scales: corruption in government, bureaucratic quality, and the rule of law

small, mainly African, countries, but not in most "undemocratic" regimes violating human rights.

The new "democracy", human rights objective of development aid conflicts with the other objectives of foreign aid, be they of a commercial, economic, strategic or humanitarian nature. Its doubtful that the donor states will prioritize the former, many examples exist in the history to illustrate this.

At the time of the Marshall plan, Spain, under the fascist regime of Franco, received as much aid as the other European states. The primary objective of the Marshall plan not being the restoration of democracy but the containment of Communism.

The division between donors, including the world bank on the assessment of the gravity of the human rights violation, of the economic and political significance of a country, of the minimum degree of democratization (are elections sufficient ?, does liberty of the press equals democracy ?), coupled with a lack of a generally agreed operational definition of political conditionality, constitute the reasons which advocate for a drop of political conditionality, if not, they seem to bear the germs of political conditionality self-destruction .

Sorenson (1993) adds that there is one additional aspect of conditionality to which donors, for obvious reasons, have paid very little attention to , because it involves conditioning themselves. If the baseline of political conditionality is the notion of universal respect for basic human rights, then it is relevant to ask whether donors preside over an international system which is in several ways counterproductive to the extension of basic human rights to the roughly four billion of the globe's inhabitants living in developing countries. It is therefore relevant for donors to consider "moralizing" their own foreign policy. One can just imagine the "credibility gap" that exists when major donors (the US and Japan for example) tell third world countries that they will receive less aid unless they spend les on " weapons of mass destruction" of which the same donors are the biggest producers, importers and exporters.

The above assertions help understand the reason why criteria for good governance are extremely various and vague. Doornbos (2002) terms this as the "elasticity of the governance concept".

It therefore appears that: from Washington to Oslo, passing by Paris, the two concepts (good governance & democracy) include the below: efficient and prudent management of public resources; appropriate design of policy and efficient discharge of functions; accountability; transparency; administrative and managerial competency; positive political reforms and respects for basic human rights; democratic decision-making processes; adequate government transparency; measures to combat corruption; respect for the rule of law; participatory development; commitment of the recipient government to development, etc. Sadié (2002) highlights that this ambiguity surrounding the concepts of good governance and democracy, as above depicted, led to selective and inconsistent application of political conditionality by the donor in Sub-Saharan countries particularly, showing hence that, there were huge gaps between the declared conditions under which aid is given, and the standards applied. Many (particularly, Aké, 1993 and Sadié, 2002) affirm that conditionalities are becoming therefore little more than another way of exercising power, of donor security, of economic gain, an undue foreign influence or an outright invasion of sovereignty. At this point, we agree with these authors and scholars that if donors' commitment to the principles of democracy and human rights is at best partial, then political conditionalities do not have a positive rationale and should not exist.

Many have also said that in Africa (and in Asia & Latin America to a lesser extent), where economic successes are rare, a pseudo-democracy or authoritarian government may be seen as a lesser evil than the abject poverty created in countries where government has collapsed. We are also agreeing with this and in this particular case, we agree with many authors and scholars that political conditionalities do not, in some extent, have a positive rationale and

should not exist. But with these policies of double standards donors can hardly expect aid beneficiaries to adhere to such principles.

It can be drawn from the above analysis that there are many barriers to the exercise of a global and effective policy of political conditionality. Political conditionality has been consistently at the risk of being extremely ineffective. What therefore is the future of it? Should it be dropped? If not, what should be done?

4. The future of political conditionality

Doornbos (2002) argues that as it remains difficult to specify or to reach consensus about the contents of good governance (and democracy), it would seem likely that good" governance" may continue to figure as a general, fairly open but vague term with which to register one's approval or disapproval of particular administrative/ political practices of actual governments, although somehow suggesting that there is a reference to particular "higher standards" in one's judgment. If this is to be the case, he pursues, the label "good governance" becomes a political tool to justify and rationalize choices that are made on other, possibly arbitrarily grounds.

Barya (1992) has stated that the very idea that people can be forced to be democratic and /or free is quite startling. Freedom and liberation from autocratic rule, as well as democracy and accountability cannot be decreed. They must have a social basis in which they arise, are nurtured and sustained. Political conditionality, underlines Nelsen (1989) may produce disastrous results if not clearly delimited. Apart from being ineffective, it may further deepen the distrust and mutual reproaches between Northern and Southern elites, adding to feelings of manipulation and power-play. Even worse, it can corrupt the achievement of real democracy in many countries. The risk exists that democracy can merely become an empty shell, a few showpiece practices aimed to please those who hand out the aid money, one more western whim Southern governments and elites pretend to adhere to, so as to continue business as usual, and not an

objective, an aspiration the citizens of a country designed and fought for. This does not by any means implies that there is nothing that can be asked from donors and that is related to a diminution of the violations of human rights in the third world or the progress of democracy in so many countries; simply their focus should be different than that of political conditionality.

Sorensen (1993) shows that Instead of pretending to moralize the internal politics of some selected recipient countries, donors should begin moralizing their own foreign policy, of which their development cooperation is part, most notably, arms exports and military assistance to countries consistently and grossly violating human rights should be cut, and international efforts should be deployed to coordinate this, worldwide. Moreover positive encouragement can be given to governments that are seriously pursuing political reform. The use of development aid to create an "enabling environment" for democratic practices should increased, internally the presence of an organized political opposition and a well structured and strong civil society may contribute substantially to changes.

Streamlining conditionalities is the future, Doornbos (2002) explains that many (The Dutch Government for example) have proposed the criteria of "selectivity", meaning, strong "good governance" record and (or) a country that has already experienced growth, may be seen as fulfilling the conditions for obtaining funds, instead of these afore mentioned. We agree with this, as another path that can be explored in order to avoid political conditionalities referred to earlier.

Another major path is what Mr. Kohler, the former Fund (IMF) Managing Director (UNCTAD, 2002) terms as "the concentration by the fund on conditionalities that focus in content and timing, predominantly on what is crucial for the achievement of macro economic stability and growth". Less in this case can be more, if it helps to break the ground for sustained process of adjustment and growth. The World Bank and the Fund, are here speaking about measures to streamline conditionalities (IMF, 2002). The Heavily Indebted Poor Countries (HIPC)

ministers of Finance spoke on the same way by affirming that the IMF should select four to five conditions that are essential to a pro-poor macro framework, and the World Bank a similar number of conditions that have a demonstrable direct positive impact on poverty reduction instead of "conditionality fungibility". These may probably have greater influence than those of the past, while ensuring that mechanisms and institutions are put into place to ensure that growth trickles down the poor over the long term. Conditionalities, particularly political conditionalities, are like a genie, he can not be stifed back into the bottle, as far as these can possibly create a climate of impunity that will substantially retard the fight against poverty in the continent. Daemons of poverty still haunting presidential palaces and ministerial houses inside and outside Africa, there is a need to smoothly exorcise them.

5. Conclusion

The objective of this paper was to examine the need and rationale of the political conditionality. After analyzing the genesis of the political conditionality, the paper showed that even though its rationale as set by The IMF and the World Bank; is to protect the financial integrity of the Brettons-Woods institutions and to preserve the revolving character of fund resources, the application of political conditionality by donors' community has been selective and inconsistent. There has been and there still a gap between the declared conditions under which aid is given and the standards applied. This makes such conditionality, contrary to the belief of both its advocates and critics, ineffective.

The paper has also analyzed the correlation between aid, the quality of governance and political conditionality. The study showed that many had proved that theory is ambiguous with respect to aid's impact on the quality of governance and that political conditionality associated to, did generally not work out as envisaged.

The future of political conditionalities was lastly examined. The study showed streamlining political conditionalities is the future. Leaving countries more room to make their own choices while focusing on measures that are critical for the success of IMF-World Bank-various donors' programmes, is its most important feature. Many showed that it will take time to achieve the right balance in each country, and lessons will be learned in the process.

6. References.

- Ake, C. 1993 A few from Africa. In Holm, H.;Sorenson, G. *Whose world order ?* ,Oxford:Westview.
- Barya, J.1992. *The new political conditionalities of Aid: an independent view from Africa, paper for EADI conference on the new political conditionalities of Development assistance, Kenya, 23-24 April.*
- Dell, S.1981. On being grand motherly: the evolution of IMF conditionality. *Essays in international finance.*(144). Princeton, N.J.: Princeton University, International Finance Section.
- Doornbos.2002. Good governance: the rise and decline of a policy metaphor?. *The journal of development studies.*37(6).
- Gibon, P.1993. The World Bank and the new politics of Aids. In Sorenson, G.1993. *Political conditionality.* London: Frank Cass.
- IMF.2002. *IMF Executive board discusses guidance on the design and implementation of conditionality.* (Online) <http://www.imf.org/external/np/sec/nb/2002/nb0263.htm>
- Massood, A. ; Line and Schulze Ghattas, 2001. Refocusing IMF conditionality. *Finance & development.*38(4):40-43.
- Nelsen, J.1989.(ed).Fragile coalitions. *The politics of Economic adjustment.* New Brunswick, N.J.: transaction Books.
- Pauly, L.W.1999. Good governance and bad policy: the principles of international organizational over extension. *Ripe.* 6(4). Winter.
- Sadié, Y.2002. Aid and political conditionalities in Sub-Saharan Africa. *South African Journal of International Affairs.*9(1).
- Snack, S.2001. Aid dependence and the quality of governance: cross-country empirical tests. *Southern Economic journal.* 68(2): 310-329.
- Sorenson, G.1993. *Political conditionality.* London: Frank Cass.
- Spitzer, E. 1969. Stand-by arrangements: purpose and form, in Margaret, C. and Honelled, K. (ed) *The international monetary fund: 1945-1965: twenty years of international monetary cooperation.* (11). Washington D.C.
- UNCT Thoka D.2002. *Economic development in Africa: from adjustment to poverty reduction, what is new? .* New York: United Nations.
- Uvin, P.1993. Do as I say, not as I do: the limits of political conditionality. In Sorenson, G.1993. *Political conditionality.* London: Frank Cass.

IDENTITES ET VIOLENCE

PLAIDOYER POUR L'IDENTITE NARRATIVE

Selon PAUL RICOEUR

Par
Michel S. KAMANZI

IDENTITES ET VIOLENCE

PLAIDOYER POUR L'IDENTITE NARRATIVE

Selon PAUL RICOEUR

Par
Michel S. KAMANZI

INTRODUCTION

Dans son ouvrage intitulé *les identités meurtrières*, Amin Maalouf¹, écrivain Libanais vivant en France, cherche à comprendre pourquoi, à notre époque, tant de personnes ont commis et continuent de commettre des violences et des crimes au nom de leur identité religieuse, ethnique, nationale ou autre. En parlant d'*identités meurtrières*, A. Maalouf veut dénoncer une conception réductrice des identités à une seule appartenance. Selon lui, cette conception « tribale » de l'identité des personnes ou des groupes installe les hommes et les communautés dans les attitudes sectaires, intolérantes, partiales, dominatrices et quelquefois suicidaires. On pourrait, en effet, voir dans cette conception figée de l'identité, le ressort de la violence qui accompagne les crises identitaires de notre histoire contemporaine. Comment ne pas penser ici aux génocides qui ont marqué le 20^{ème} siècle (Shoah, génocide des Tutsis du Rwanda, génocide des Arméniens.....) et dont les commémorations récentes nous ont rappelé combien à l'heure de la mondialisation, les identités sont devenues à la fois « meurtriers et meurtrières » comme le constatait de manière pertinente le Professeur Déo MBONYINKEBE dans un séminaire atelier portant sur les identités meurtrières dans la région des Grands Lacs Africains².

Pour A. Maalouf, « *si les hommes de tous pays, de toutes conditions, de toutes croyances se transforment aussi facilement en massacreurs, si les fanatiques de tous poils parviennent aussi facilement à s'imposer comme les défenseurs de l'identité, c'est parce que la conception « tribale » de l'identité qui prévaut encore dans le monde entier favorise une telle dérive*³ ». Nous voulons, nous aussi, à l'instar de Amin Maalouf, dénoncer cette conception réductrice de l'identité, conception qui engendre le refus de l'autre différent de soi, différent de nous. Cette conception « tribale » qui s'illusionne sur une prétendue identité pure, engendre tant d'exclusion, de conflits et de violence à travers le monde. Faudra-t-il encore rappeler les crises identitaires qui, à travers le monde, déchirent encore plusieurs personnes et communautés ?

Dans ce travail, nous voulons plaider pour une conception plus riche de l'identité, une conception dynamique de l'identité des personnes et des communautés. Pour nous, chaque personne, sans exception aucune, comme le dit A. Maalouf, est dotée d'une identité composite et il suffirait, en effet, « *de poser quelques questions pour débusquer des fractures oubliées, des ramifications insoupçonnées, et pour se découvrir complexe, unique, irremplaçable* »
Bref singulier.

Pour cette réflexion qui se veut « un parcours de la reconnaissance » de la complexité de l'identité humaine, des individus et des groupes, nous avons choisi de nous inspirer du concept d'*identité narrative* telle qu'élaborée par Paul Ricoeur dans son ouvrage « soi-même comme un autre ». Cette conception de l'identité selon Ricoeur nous semble être un moyen efficace pour quitter cette logique « tribale » de l'identité, une logique sectaire et meurtrière, et arriver à élaborer une conception de l'identité qui ne soit plus figée mais dynamique, une identité reconnue dans sa complexité et sa multiplicité d'appartenance et de référence, une identité qui tienne compte à la fois du même et de l'autre. L'identité est certainement, comme le pense Claude Lévi-Strauss, « une sorte de foyer virtuel auquel il nous est indispensable de nous référer pour expliquer un certain nombre de choses, mais sans qu'il ait jamais d'existence réelle ». La quête identitaire est au fond, une quête de sens à donner à sa vie, à celle de sa communauté. Comme le révèle Jean Claude Kaufman dans son ouvrage « invention de soi », l'identité

Paul Ricoeur nous propose la médiation de la narration pour aborder la question de l'identité personnelle, question que nous étendions aussi à celle des communautés. Pour Ricoeur : « le récit appréhende les discours et leur locuteur, les actions et les agents, sub specie temporis » au fond, on pourrait dire que « nous sommes ce que nous nous racontons ». Nous pensons que la notion ricoeurienne de l'identité narrative permettra de vérifier que l'identité des individus et des groupes n'est jamais statique, qu'elle est toujours en mouvement entre deux pôles, la même et l'ipséité, comme nous le dit aussi A. Maalouf « l'identité n'est pas donnée une fois pour toutes, elle se construit et se transforme le long de l'existence ». Comment alors peut être encore soutenue une conception statique et « tribale » de l'identité des individus et des groupes ? Qu'est-ce qui est ainsi occulté dans cette affirmation d'une identité à sens unique, identité construite seulement à partir de la référence à soi ? cette occultation qui est aussi fermeture sur soi, nous semble le lieu de la construction des identités meurtrières, porteuses de violence et génératrices d'autres identités blessées fracturées, meurtries.

Nous insisterons, peut-être de manière exagérée, sur le pôle dynamique de l'identité mais il nous faut d'emblée préciser que l'identité demeure pour nous une unité, une « unité plurielle » pour reprendre le titre suggestif de l'ouvrage de Pierre-Jean La barrière. c'est Edgar Morin, en bon philosophe et anthropologue, qui parlera dans son livre sur l'identité humaine, de « l'unité plurielle de l'identité personnelle ». Pour Amin Maalouf aussi, malgré son insistance sur les multiples appartenances de chaque identité, l'identité est une, et nous la vivons comme un tout. Comment alors articuler et concevoir l'identité comme une unité dans la pluralité des appartenances religieuses, ethniques, nationales ou autres ? Quelle dialectique faudrait-il mettre en œuvre pour honorer les deux pôles de l'identité, un pôle stable et, un autre dynamique ? Une dialectique qui tient compte du même et de l'autre, n'est-elle pas alors une des issues possibles à cette conception « tribale » de l'identité, conception qui engendre tant de murs d'exclusion et de violence ?

Nous parlions d'une dialectique, ce mot ne suggère-t-il pas aussi la nécessité d'un dialogue des singularités que sont les identités des individus et des groupes ? Nous pensons pour notre part, qu'un chemin vers des identités réconciliées et pacifiées peut être marquée par la narration et au dialogue des individus et des communautés différentes. En notre ère marquée par la mondialisation, où paradoxalement le risque

d'un repli identitaire se fait plus fort, tant au niveau des individus que des communautés, nous pensons aussi qu'on peut trouver dans les individus au carrefour de plusieurs cultures différentes, des passerelles pour déjouer ce piège des identités meurtrières.

Notre réflexion va se faire en trois étapes. Dans la première partie, nous chercherons à comprendre comment une certaine conception figée de l'identité, conception que nous reconnaitrons du côté de la mêmété, devient ressort de la violence à travers le refus de l'autre différent de moi, de nous. Dans une deuxième étape, nous chercherons à voir quels moyens peuvent être pensés ou élaborés pour sortir de la conception « tribalex » de l'identité que nous dénonçons dans ce travail. A ce niveau, nous plaiderons, grâce à la notion ricoeurienne de l'identité narrative, pour une conception dynamique de l'identité, reconnue du côté de l'ipséité indissociable de l'altérité. Dans un troisième et dernier point, nous chercherons à poursuivre la recherche des médiations nécessaires pour sortir de la logique de la mêmété et de la violence qui découle grâce au dialogue des singularités et mission à assigner aux « être frontaliers », ces individus marqués par plusieurs appartenances culturelles, ethniques, religieuses ou autres.

1. Le ressort de la violence : la mêmété

Dans un article publié dans la revue *Esprit* en 1988, P. Ricoeur fait état d'une confusion qui entoure la question de l'identité appliquée à des communautés. Pour Ricoeur, il faut établir une différence fondamentale entre deux usages du concept d'identité : l'identité comme mêmété (latin *idem*, anglais *same*, allemand *gleich*) et l'identité comme soi (latin *ipse*, anglais *self*, allemand *selbst*). En effet, « bien des difficultés obscurcissent la question de l'identité personnelle résultant du manque de distinction entre les deux usages du terme identité ». Bien que la distinction entre ces deux usages de l'identité soit un problème de logique, nous nous permettons ici de l'appliquer au problème existentiel de l'identité des personnes et des communautés.

En ce qui nous concerne, nous rapprochons ce manque de distinction entre les deux usages de concept d'identité que constate Ricoeur de la conception réductrice de l'identité telle qu'elle est dénoncée par Maalouf comme conception « tribale » de l'identité. Cette confusion ne prend pas en compte, « la distinction interne au même sous la figure de l'identité personnelle, à savoir la distinction entre mêmété et ipséité ». L'identité personnelle est réduite à la mêmété. Et pourtant comme le constate judicieusement Ricoeur, cette distinction entre mêmété et ipséité est constitutive de la notion même du soi et donc de toute conception de l'identité. Concevoir, en effet, l'identité personnelle seulement comme une identité-mêmété est insuffisant. Cette manière de voir peut conduire au refus de l'autre différent de moi, mener au désir de « purification » à travers la suppression de l'autre qui n'est pas reconnu comme moi ou semblable à moi.

Ricoeur répertorie plusieurs critères d'identité qui peuvent se ranger sous le titre de la mêmété : « l'identité numérique de la même chose à travers ses apparitions multiples, identité établie sur la base d'épreuves d'identification et de réidentification du même ; identité qualitative, autrement dit la ressemblance extrême des choses qui peuvent être échangées l'une pour l'autre sans perte sémantique, salve vertale : l'identité génétique, attestée par la continuité ininterrompue entre le premier et le

dernier stade de développement de ce que nous tenons pour le même individu(...) ; la structure immuable d'un individu reconnaissable à l'existence d'un invariant relationnel, d'une organisation stable (code génétique ou autre) ».

Cette conception de l'identité-mêmeté comme quelque chose d'invariant et de statique à travers le temps, peut être, nous semble-t-il, le ressort de la violence engendrée par les revendications identitaires des individus ou des communautés.

Voyons un peu plus en détail les différentes relations que Ricoeur associe à l'idée d'identité comme mêmeté (idem). Tout d'abord l'identité au sens numérique. Il s'agit d'une conception de l'identité qui signifie unicité et qui s'oppose à la pluralité : « deux occurrences d'une chose désignée par un nom invariable ne constituent pas deux choses différentes mais une seule et même chose ». Il s'agit ici d'une volonté de ramener tout au même.

L'identification est comprise comme une réidentification du même, « qui fait que connaître, c'est reconnaître : la même chose deux fois, n fois ». Cette conception numérique de l'identité refuse la pluralité pourtant constitutive de toute identité, individuelle ou collective. On rejoint bien ce que Maalouf dénonçait en parlant d'une conception « tribal » de l'identité. Il s'agit d'une logique réductrice de l'identité à une sorte d'« éternel retour du même » pour parler comme Nietzsche. Concevoir l'identité ainsi peut faire tomber facilement dans la tentation d'assimiler l'autre à soi, malgré sa différence plus ou moins évidente. Pour reprendre l'exemple de Ricoeur, dans cette manière de concevoir l'identité, deux hommes ou deux femmes ne sont qu'une seule et même chose. On pourra alors comprendre la dérive que peut entraîner l'identité ainsi perçue, dérive qui se traduit pour la volonté ou l'acte de supprimer tous ceux qui refusent d'être assimilés à l'anonymat du « même ».

Un second critère de l'identité-idem est l'identité qualitative. C'est l'identité comme ressemblance extrême. Pour illustrer cette notion, nous reprenons l'exemple donné par Ricoeur : « Nous disons de X et Y qu'ils portent le même costume, c'est-à-dire des vêtements tellement semblables qu'il est indifférent qu'on les échange l'un pour l'autre ». X et Y sont substituables l'un par l'autre selon ce critère d'identification. Le différent qui est ici le contraire de cette conception de la mêmeté n'est pas pris en compte. Il s'agit encore une fois de ramener l'identité des individus ou des groupes à quelque chose d'univoque. L'autre est substituable à moi, à moi et à lui.

Ricoeur fait remarquer que les deux premières composantes de l'identité, l'une quantitative et l'autre qualitative sont « irréductibles l'une à l'autre, comme chez Kant les catégories de quantité et qualité ». Cependant, soumis à une grande distance dans les temps, ces deux critères s'avèrent faibles et insuffisants pour désigner l'identité des personnes ou des groupes. L'exemple que donne Ricoeur dans « soi-même comme un autre » illustre bien la faiblesse de ce critère de similitude à l'épreuve de la durée. Il s'agit d'un individu accusé d'un crime ancien : « la question de savoir si l'homme ici présent à la barre du tribunal et l'auteur présumé d'un crime ancien sont une seule et même personne peut alors rester sans réponse assurée » dès lors qu'on ne se réfère qu'aux deux composantes évoquées plus-haut.

Pour Ricoeur, cela suggère un troisième critère d'identité qui est la continuité ininterrompue entre « le premier et le dernier stade du développement de ce que nous tenons pour le même individu »

La dimension temporelle qui est prise en compte dans cette troisième composante de l'identité-mêmeté suggère l'introduction du facteur de dissemblance, d'écart et de la différence. Cela rendrait sans doute la conception de l'identité plus riche, mais ce critère qui prend l'identité au sens d'une *continuité ininterrompue* s'oppose à toute discontinuité de l'identité personnelle. Et pourtant, on sait combien nos vies et nos identités sont marquées parfois par plusieurs ruptures biographiques, des ruptures qui sont parfois instauratrices d'une nouvelle histoire prouvant par là même que nos vies ne se déroulent pas seulement dans une *continuité ininterrompue* à travers le temps.

Avec le troisième sens de l'identité-mêmeté est entré en ligne de compte le changement dans le temps. Ce changement dans le temps constitue une menace pour la mêmeté, concept qui renvoie au noyau permanent de la personne, à une conception stable de l'identité. Pour conjurer cela, il faut alors poser, « *à la base de la similitude et de la continuité ininterrompue du changement, un principe de permanence dans le temps* ».

Ce principe constitue la quatrième détermination de l'identité-idem. Son contraire est justement la diversité et le changement dans le temps. On retrouve cette quête de quelque chose de stable, d'un noyau invariant pour caractériser toutes les déterminations de l'identité-mêmeté. Comme le constate Ricœur, « *toute la problématique de l'identité personnelle va tourner autour de cette quête d'un invariant relationnel, lui donnant la signification forte de permanence dans le temps* ».

Et pourtant comme nous le rappelle Maalouf, l'identité « *se construit et se transforme tout au long de l'existence* ». Il y a donc quelque chose de variable, de dynamique dans l'identité des personnes et des communautés, bien que quelque chose de stable et de permanent puisse demeurer à travers le temps. Cela pourrait être vite des changements notamment avec l'âge. On ne se baigne jamais dans le même fleuve, disait Héraclite : « *tout coule* ». Toutefois dans l'analyse ricoeurienne de la mêmeté, ce qui en définitive va demeurer le même et que le temps ne va pas réussir à supprimer, c'est-à-dire à rendre autre, c'est le caractère. Chez Ricœur, l'identité-idem a, en effet, pour paradigme le caractère.

Cette manière de concevoir l'identité comme mêmeté est certainement vraie et riche, elle dit quelque chose d'essentiel et de fondamental sur l'identité des individus et des groupes. Cependant elle demeure limitée et insuffisante. Malgré les différents niveaux pris en compte, du critère numérique à celui de la permanence dans le temps, l'identité-mêmeté nous semble trop partielle et partielle. Et c'est justement, pour revenir à la question de la violence qui nous occupe ici, cette manière de concevoir l'identité comme quelque chose d'invariant à travers le temps qui peut conduire à absolutiser son appartenance ethnique, religieuse ou nationale. Refusant toute différence, tout changement. Nous pensons que cette logique réductrice de l'identité à la mêmeté peut conduire à figer la notion d'identité dans une dangereuse conception « tribale » de l'identité, conception que nous dénonçons dans ce travail. Comment alors sortir de ce ghetto d'une identité réductrice à un noyau invariant et permanent dans le temps ? nous pensons trouver une issue du côté de l'ipsité indissociable de l'altérité comme nous le verrons dans la suite.

2. Sortir de la violence : l'ipséité

Nous avons reconnu dans la première étape de notre réflexion que le ressort de la violence est lié à une conception trop réductrice de l'identité que nous avons identifiée à la mêmété. La mêmété ne dit pas le tout de l'identité. C'est d'ailleurs ce que révèle P. Ricoeur en affirmant que l'identité du caractère (la mêmété) « n'est qu'un l'un des deux pôles du couple de l'idem et de l'ipse. A la persévérance du caractère s'oppose le maintien d'un soi en dépit des changements qui affectent les désirs et les croyances, donc, d'une certaine manière, à l'encontre de la persévérance du caractère ». Il s'agit du pôle de l'ipséité qui s'oppose à celui de la mêmété. L'identité-ipseité ne suppose rien d'immuable et de permanent dans la personne.

Aussi comme le souligne P. Ricoeur dans la préface de « soi-même comme un autre », l'identité-ipse « met en jeu une dialectique complémentaire de celle de l'ipséité et de la mêmété, à savoir la dialectique du soi et de l'autre que soi ». comme nous l'avons perçu dans le point précédent, « tant que l'on reste dans le cercle de l'identité-mêmété, l'altérité de l'autre que soi ne présente rien d'original ». Pour sortir du cercle de la mêmété, ne faudra-t-il pas alors inclure l'altérité au cœur même de l'ipséité ? N'est-ce pas la prise en compte de l'altérité qui peut permettre de sortir du cercle de la violence engendrée par celui de la mêmété ? Quelle conception de l'identité pourrait-on alors proposer pour honorer à la fois les deux pôles de l'identité, à savoir la mêmété et l'ipséité dans une dialectique du soi et de l'autre que soi ?

2.1 L'ipséité : pour une conception dynamique de l'identité

Au terme de l'analyse conceptuelle de l'identité-mêmété menée dans « Soi-même comme un autre », P. Ricoeur revient à la question qui régit cette étude sur « l'identité personnelle et l'identité narrative ». Elle consiste à établir si l'ipséité du soi ou non une forme de permanence dans le temps qui ne soit pas réductible à la détermination d'un substrat. Y a-t-il une forme de permanence dans le temps qui « se laisse rattacher à la question qui ? en tant qu'irréductible à toute question quoi ? Une forme de permanence dans le temps qui soit une réponse il va s'appuyer sur la manière dont « nous parlons de nous-mêmes ». Parlant de nous-même, nous dit Ricoeur, nous disposons de deux modèles de permanence dans le temps qui sont deux termes à la fois descriptifs et emblématiques : « le caractère et la parole tenue ».

L'hypothèse avancée par Ricoeur est que la polarité de ces deux modèles de permanence de la personne dans le temps, le caractère et la parole tenue (la promesse), « résulte de ce que la permanence du caractère exprime le recouvrement quasi complet l'une par l'autre de la problématique de l'idem et de l'ipse, tandis que la fidélité à soi dans le maintien de la parole donnée marque l'écart extrême entre la permanence du soi et celle du même, et donc atteste pleinement l'irréductibilité des deux problématiques l'une à l'autre ». Nous voilà donc sortis de la confusion que nous relevions au début de la première étape de notre travail, confusion qui résulte du manque de Distinction entre deux usages majeurs du concept d'identité : la mêmété et l'ipséité.

La notion d'identité au sein d'ipse, telle qu'elle est formulée par Ricoeur dans la préface de « soi-même comme un autre », n'implique « aucune assertion concernant

un prétendu noyau changeant de la personnalité ». L'identité-ipse reconnaît pleinement la dynamique des personnes et des communautés. Il y a possibilité, avec cette conception de l'identité-ipse, d'affirmer la multiplicité d'appartenances et de comprendre que l'identité d'une personne ou d'une communauté est variable. Dans les différents changements que nous relève le temps, l'identité se construit, elle reste une tout en devenant plus composite. Jean Claude Kaufmann définit bien cette complexité de l'identité des individus et des groupes : « l'identité est une fermeture et une fixation du sens de la vie, aux formes et aux modalités multiples ».

Edgar Morin exprime bien aussi cette complexité de « l'unité plurielle de l'identité personnelle ». Se basant sur nos références et l'héritage reçu de nos parents et ascendants. Morin affirme que l'identité personnelle se définit d'abord par référence aux ancêtres et aux parents et ensuite plus largement en référence à notre village, notre province, notre nation, notre religion. « Notre identité se fixe non en s'en détachant, mais au contraire en incluant ses ascendants et ses appartenances ». Citant Pierre Mabile, E. Morin donne une image très belle et très suggestive de cette complexité de l'identité : plus qu'un simple mélange, l'identité personnelle peut être vue comme un cristal composite.

Amin Maalouf affirme aussi que « l'identité de chaque personne est constituée d'une foule d'éléments qui ne se limitent évidemment pas à ceux qui figurent sur les registres officiels ». Il en fait une liste intéressante que nous reportons ici : « Il y a bien sûr pour la grande majorité des gens, l'appartenance à une tradition religieuse ; à une nationalité parfois deux ; à un groupe ethnique ou linguistique, à une famille plus ou moins élargie ; à une profession : à un certain milieu social... ». Il y a bien lieu de parler d'une identité composite comme cristal composite où se conjuguent et s'intègrent différentes appartenances témoignant du mouvement qui caractérise l'histoire de toute vie. Ce changement se fait toutefois à travers le maintien de soi comme le suggère bien la notion ricoeurienne d'identité-ipséité. Comment comprendre alors cette unité plurielle de l'identité personnelle si ce n'est dans une dialectique du même et de l'autre telle que la propose Ricoeur dans une dialectique entre mêmété. et ipséité.

2.2 L'identité narrative

De ce qui a été dit précédemment, nous constatons donc, à l'instar de Hille Haker, que l'identité d'une personne, et nous ajoutons des communautés, a besoin des deux dimensions qui s'entrecroisent. Cette identification se fait dans la durée temporelle et « sur le plan conceptuel, il n'est cependant pas possible de la saisir autrement que dans notre histoire de vie ». Pour P. Ricoeur, les deux modalités, l'identité-idem et l'identité-ipse, se combinent dans la notion d'identité narrative, « que se soit celle d'un personnage de roman, celle d'une personnalité historique, ou celle de chacun de nous réfléchissant sur lui-même dans son rapport au temps ».

Ricoeur définit la notion de l'identité narrative comme la sorte d'identité à laquelle un être humain accède grâce à la médiation de la fonction narrative. Cette opération que propose Ricoeur « développe un concept tout à fait original d'identité dynamique, qui concilie les catégories mêmes que Locke tenait pour contraires l'un à l'autre : l'identité et la diversité ». On peut mieux comprendre ici l'intérêt que revêt

pour nous cette notion d'identité narrative comme conciliatrice des deux pôles de l'identité, intégrant la diversité qui est niée avec la logique « tribale » de l'identité réduite à une seule appartenance ou simplement conçue comme mêmeté.

Nous plaidons ainsi, à la suite de Ricoeur, pour une nouvelle identité narrative où à travers le récit d'une vie sont intégrées les différentes appartenances des individus et des sociétés. Ce plaidoyer pour l'identité narrative semble aussi avoir rejoint la recherche en sciences humaines comme l'établit le sociologue Jean Claude Kaufmann : « *La recherche en sciences sociales est parvenue à déconstruire en ce que la représentation de l'identité avait de plus fixiste et substantialiste(.....). L'identité a pris une apparence plus ouverte et dynamique, et une forme s'est progressivement imposée : le récit* ».

2.3 « Grâce à l'autre » : l'altérité au cœur de l'identité narrative

Nous venons de voir que pour P. Ricoeur, la seule façon de concevoir l'identité qui convienne aux personnes, mais aussi aux communautés est l'identité narrative avec sa dialectique de changement et de maintien de soi que nous avons découverte du côté de l'ipséité. Comme l'explique Marcel Madila, « *mon identité est faite de mes maturations, certes, mais aussi de mes régressions, de mes réussites et de mes échecs. Dès l'instant où je deviens capable de me faire un récit de ma vie, je construis qui je suis ; et je le construis toujours dans la rencontre avec les autres et avec les événements, au sein des institutions qui elles aussi, n'ont d'identité que narrative* ».

L'altérité est bien présente au cœur de l'identité narrative et en particulier du côté de l'ipséité où l'on peut dire que le maintien de soi ne se fait que « grâce à l'autre », pour reprendre le titre suggestif du récent livre de Geneviève Comeau. On peut ainsi noter, comme le fait Marcel Madila, que l'identité narrative comporte dans ses traits caractéristiques majeurs, un caractère « dialogique » parce qu'elle intègre l'altérité. L'ipséité est indissociable de l'altérité. Parce que le soi et l'autre sont deux concepts corrélatifs, il n'y a alors, par conséquent, pas de « je » sans « autrui » et l'on peut à juste titre soutenir que « d'autres vies humaines sont inextricablement mêlées à la mienne, de telle sorte que je ne peux me construire et me comprendre en dehors d'elles ». Adolphe Gesché, dans un registre plutôt théologique et même christologique, explique que lorsque nous laissons les autres raconter notre identité, comme Jésus l'a fait en disant « me voici », l'altérité devient identifiante : « non pas que mon identité me vienne de l'autre(ce serait aliénation) mais par l'autre(identité transitive, ré-fléchie) ».

La découverte de mon identité ne peut donc se faire de façon isolée, indépendante. Elle a lieu dans la rencontre avec l'autre et cela, comme le dit Charles Taylor, « *dans un dialogue, en partie intérieur, avec l'autre* » La notion d'altérité indissociable de celle de l'ipséité nous semble incontournable dans la construction des identités composites, au-delà de la simple mêmeté. L'altérité représente pour nous cette ouverture qu'annonce l'identité narrative dans cette oscillation entre la mêmeté et l'ipséité. C'est finalement « grâce à l'autre » que je suis qui je suis !

Pour mieux illustrer cette affirmation, on pourrait se remémorer les appartenances et références multiples évoquées par Morin et Maalouf et que nous avons repris précédemment. Ceux-ci disent aussi cette altérité qui façonne nos identités

personnelles et collectives. Quand on sait que même au niveau biologique, nous sommes le fruit de l'altérité, comment refuser d'accepter la dualité qui est au cœur de l'identité humaine et aller jusqu'à refuser le droit d'exister à l'autre différent de soi. Si l'on réfléchit bien, c'est grâce à cet autre que l'on est soi et c'est aussi souvent grâce à l'autre que l'on tient debout.

Pour E. Morin, la relation avec autrui est originaire car « autrui est virtuel en chacun et il doit actualiser pour que chacun devienne soi-même » et comme le dit Hille Haker « l'identité est acquise par et dans l'affrontement à des ascription faites par autrui ». On pourra alors justement dire, comme le suggère le titre de l'ouvrage de P. Ricoeur, que chacun est un « soi-même comme un autre ». Non pas que tous les humains sont pareils « comme un autre », mais plutôt que chacun est « soi-même » en tant qu'autre, « soi-même » aussi grâce à un autre.

Nous sommes convaincu que c'est sur la base de cette différence reconnue et assumée que peut s'établir une véritable dialectique de l'idem et de l'ipse comme deux pôles où oscille l'identité narrative des personnes et des communautés. Dialectique suggère aussi dialogue, rencontre des singularités que constitue chacune des identités individuelles, grâce à la rencontre de l'autre différent de moi, peut constituer aussi un lieu de conversion et une ouverture du cercle de la mêmeté. Comme le dit A. Maalouf : « c'est notre regard qui enferme souvent les autres dans leurs plus étroites apparences et c'est notre regard aussi qui peut les libérer ». Et nous croyons que cela est possible grâce au dialogue ».

3. Le dialogue et la mission des « êtres frontaliers »

Nous avons vu avec la notion de l'identité narrative, telle qu'elle est élaborée par P. Ricoeur, que « me définir, c'est raconter l'histoire de ma vie comme un épisode d'un récit plus vaste qui m'a déjà précédé ». Nous avons aussi vu que l'altérité est indissociable de l'identité-ipse et que comme le constate P. Ricoeur dans « temps et récit III » : « individu et communauté se constituent dans leur identité en recevant tels récits qui deviennent pour l'un comme pour l'autre leur histoire effective ». Le dialogue semble aussi être au cœur sinon un passage obligé, de la construction de l'identité des individus et des groupes. Nous l'avions déjà relevé lorsque nous soulignions que la découverte de mon identité ne se fait pas de manière isolée mais dans la rencontre de l'autre différent de moi, « dans un dialogue en partie intérieur et en partie extérieur avec l'autre ».

Nous voudrions insister dans cette dernière étape de notre réflexion sur la nécessité du dialogue avec l'autre, comme un moyen, voire une médiation nécessaire pour arriver à concevoir, accepter et accueillir les identités complexes et composites des individus et des communautés. Ce dialogue pourrait être une manière de sortir aussi de la violence engendrée par la conception « tribale » de l'identité que nous avons voulu dénoncer tout au long de ce travail. Nous sommes convaincu, à l'instar de Geneviève Comeau, que « les rencontres, quand elles sont vécues en vérité, poussent chacun à approfondir ce qui le fait vivre, à redécouvrir ce que son chemin a de spécifique ». C'est pourquoi nous proposons et parlons d'un dialogue des singularités.

Nous pensons que reconnaître l'altérité constitutive de toute conception de l'identité, altérité indissociable de l'ipséité, revient à reconnaître aussi la singularité de chaque identité personnelle ou collective. L'identité de chacun étant complexe, unique, irremplaçable, et ne pouvant se confondre avec aucune autre, il faudra pour établir le dialogue, du moins c'est ce que nous pensons, reconnaître et accueillir cette singularité que constitue l'identité de chaque personne ou communauté. En effet, comme le dit Maalouf, « pour aller vers l'autre, il faut les bras ouverts et la tête haute, et l'on ne peut avoir les bras ouverts que si l'on a la tête haute ». Nous pensons qu'être reconnu et accepté dans la singularité de son identité, permet d'avoir la tête haute et d'ouvrir les bras à la rencontre de l'autre.

Face aux identités meurtrières, le dialogue des singularités nous semble constituer « un impératif de communication ». En effet, comme le constate A. Gesché, « quand l'identité est dite à partir de soi-même, elle peut être meurtrière (nationalismes, donjuanisme, droit cartésien absolu de l'homme sur la nature, etc). Bref, il y a la violence, celle d'une identité qui n'a pas commencé dans l'hospitalité, dans l'accueil et dans le consentement ».

Dialoguer, cependant, n'est pas évident, comme le relève Geneviève Comeau dans son livre sur le pluralisme religieux. Mais nous pensons que nous ne pouvons pas nous en passer si nous ne voulons pas retomber dans la logique meurtrière de la mêmété. Sur le contact avec les autres, Geneviève Comeau a ces mots très justes : « Le contact avec les autres est stimulant. Il peut dérouter, bien sûr au sens étymologique d'éloigner de la route que l'on suivait. Mais il peut aussi, à travers tours et détours, jouer le rôle d'une révélation et aider chacun à aller son propre chemin avec plus de vérité ». dialoguer avec autrui, n'est-ce pas d'abord avant même de risquer une parole maladroite, entrer dans le rapport silencieux avec autrui comme le suggère Merleau-Ponty dans « La prose du monde » ?

Ce rapport silencieux avec autrui peut être simplement un signe de révérence, une ouverture des bras qui permet à l'autre d'avoir la tête haute. Rapport silencieux, ou accueil de l'autre dans sa différence, hospitalité respectueuse du chemin parcouru par l'autre, chemin marqué parfois par des crises identitaires qui ont fait baisser la tête et fermer les mains à la rencontre. Ce rapport silencieux suggère aussi le silence comme écoute de l'autre. L'écoute, une autre attitude d'ouverture et d'accueil de l'autre différent de moi, de nous. Nous ne voudrions pas tomber ici dans une asymétrie de l'altérité comme chez Levinas. Loin de là, il s'agit pour nous, simplement, de donner la préséance à l'autre comme hôte, dans la réciprocité d'un rendez-vous du donner et du recevoir. Il s'agit d'avoir les bras ouverts, comme nous y invite Maalouf, des bras ouverts et la tête haute pour aller résolument vers l'autre, l'accueillir dans sa différence, faire route ensemble, se réconcilier.

Dans le dialogue des singularités, nous pensons aussi qu'un rôle particulier peut être joué par ceux qui, plus que d'autres, sont habités par plusieurs appartenances, ceux que A. Maalouf appelle des « êtres frontaliers » : « oui, partout, dans chaque société divisée se trouvent un certain nombre d'hommes et de femmes qui portent en eux des appartenances contradictoires, qui vivent à la frontière entre deux communautés opposées des êtres traversés en quelque sorte par les lignes de fractures ethniques ou religieuses ou autres ». Nous sommes convaincu, à la suite de Maalouf, que ceux qui parmi eux auront pu assumer pleinement leur diversité ou tout au moins auront

pu vivre leur « identité frontalière » avec sérénité, pourront servir de relais entre les diverses communautés et cultures. Ils pourront même jouer le rôle de « ciment » ou de « pont » dans les sociétés mixtes où ils vivent, mission importante pour notre ère de la mondialisation guettée par le risque du communautarisme, du repli identitaire.

En effet, comme l'exprime bien A. Maalouf, ces personnes, « frontaliers » de naissance ou par le hasard de leur parcours, « ont un rôle à jouer pour tisser des liens, dissiper des malentendus, raisonner les uns, tempérer les autres, aplanir, raccommoquer Ils ont pour vocation d'être des traits d'union, des passerelles, des médiateurs entre les diverses communautés, les diverses cultures ». toutefois, parmi ces « êtres frontaliers », comme nous le dit aussi Maalouf « ceux qui ne pourront pas assumer leur propre diversité se retrouveront parfois parmi les plus virulents des tueurs identitaires, s'acharnant sur ceux qui représentent cette part d'eux-mêmes qu'ils voudraient faire oublier ».

Conclusion

Face à des identités devenues meurtrières notamment à notre époque avec les différentes tentatives de « purification » ethnique religieuse, ou autre nous avons voulu analyser à un niveau conceptuel ce qui dans la manière de concevoir les identités les rend source de violence. Nous avons reconnu, dans une première étape de notre réflexion, une conception « tribale » de l'identité qui réduit l'identité des personnes et des communautés à quelque chose de statique, d'immuable. L'identité devient une sorte de noyau monolithique permanent que nous avons rapproché de la notion de *mêmeté* chez Ricoeur.

En effet, si l'identité des personnes et des groupes est conçue seulement comme *mêmeté*, on tombe très vite dans la négation ou le refus de la différence. Mais la prise en compte de la dimension temporelle révèle le caractère dynamique de toute identité, des personnes ou des communautés. Tout en se maintenant à travers le temps, l'identité s'enrichit et varie à travers le temps, elle se complexifie et devient toujours davantage plus composite.

Nous avons vu qu'une manière de sortir de ce ghetto de l'identité-*idem* est la prise en compte du pôle de l'*ipséité* grâce à la médiation de l'opération narrative. Ce pôle de l'*ipséité* contrairement à la *mêmeté*, ne suppose rien d'immuable et de permanent. Elle permet donc d'intégrer la diversité au sein même de l'identité et d'associer ainsi l'*altérité* qui est constituée et à l'origine de l'identité des personnes et des communautés.

Ayant retrouvé la complémentarité de la *mêmeté* avec l'*ipséité*, nous nous sommes rendu compte que l'identité des individus et des groupes, demeure une unité, même si elle oscille dans une dialectique *idem* et *ipse*. Nous avons reconnu cette « unité plurielle de l'identité personnelle » grâce à la notion *ricœurienne* de l'identité narrative. Avec ce concept nouveau, on peut dire alors avec Jean Claude Kaufmann que : « « l'identité est l'histoire de soi que chacun se raconte ».

Nous avons ainsi voulu plaider pour l'identité narrative selon P. Ricoeur, comme une conception plus riche et plus complète de l'identité des personnes et des communautés. Non seulement, elle peut aider à sortir de la vision « tribale » de l'identité que A. Maalouf dénonce dans les identités meurtrières, mais elle peut aussi

uggérer, à notre avis, à travers la dialectique qui lui est interne et la dimension de altérité constitutive, une voie de sortie par le dialogue.

Au fond le dialogue des singularités que nous avons préconisé en dernière étape de notre réflexion, tout en insistant sur la mission des « êtres frontaliers » plus singuliers que d'autres, reviendrait à « nous raconter » les histoires de nos vies, celles de nos communautés. Le dialogue des singularités peut nous aider à mieux accueillir et apprécier la différence qui nous unit plus qu'elle ne nous sépare. Faire le récit de nos vies, à travers le dialogue, serait alors une nouvelle manière de commencer à reconstruire nos identités meurtries, et cela « grâce à l'autre ». Nos identités seront alors réconciliées et pacifiées parce que nous serons écoutés et reçus dans notre singularité. L'identité ne peut se dire et se construire seulement à partir de soi-même, si non elle peut devenir meurtrière.

Nous croyons en définitive que la violence vient du monologue, de l'identité dite à partir de soi-même ou de son propre groupe de sa propre tribu. Il faut alors prescrire un dialogue des singularités, un dialogue qui se fait à travers la narration des identités à la fois idem et ipse, même et autre.

BIBLIOGRAPHIE

1. COMEAU, G., Grâce à l'autre. Le Pluralisme religieux une chance pour la foi, les Editions de l'Atelier, 2004.
2. GESCHE, A., le Christ, Dieu pour penser VI, Les éditions du Cerf, 2001.
3. GOM, T., « L'anthropologie herméneutique de Charles Taylor », in Concilium 285, octobre 2000, pp.63-73.
4. HAKER, H., « Identité narrative et identité morale chez Paul Ricoeur », in Concilium, 285, octobre 2000, pp.75-85.
5. ILUNGA KAYOMBO et Ricoeur, P. De l'attestation du soi, l'HARMATTAN, 2004.
6. JERVOLINO D.&, Ricoeur. P. Une herméneutique de la condition humaine, Editions Ellipses, 2002.
7. KAUFMANN, J-C, l'invention de soi. Une théorie de l'identité, Armand Colin, 2004.
8. LABARRIERE, P.-J., L'unité plurielle, Editions Aubier-Montaigne, 1975.
9. LEVI-STRAUSS C. (éd.), l'identité, Grasset, 1977.
10. MAALOUF, A., Les identités meurtrières, Grasset, 1998.
11. MADILA BASANGUKA, M., « Ethique et imagination chez Paul Ricoeur ». In Revue d'éthique et de théologie morale, n° 233, mars 2005, pp. 113-134.

12. MBONYINKEBE, B., « Crises identitaires et constructions idéologiques : approche socio-anthropologique », in Regards Croisés, n° 12, Septembre 2004, pp. 20-23.
13. MERLEAU-PONTY M., « La perception d'autrui et le dialogue » in La prose du monde, Gallimard, 1969, pp. 182-203.
14. MORIN E., L'identité humaine, éditions du Seuil, 2001.
15. RICOEUR P., Réflexion faite, Editions de l'Esprit, 1995.
16. RICOEUR P., Soi-même comme un autre, Editions du Seuil, mars 1990
17. RICOEUR P., L'identité narrative », in Esprit, Juillet-Août 1988, pp. 295-304.
18. RICOEUR P., Temps et Récit III, le temps raconté, Seuil, 1985.
19. TAYLOR C., le malaise de la modernité, Cerf, 1994.
20. THEOBALD C., Présences d'Evangile, Les Editions de l'Atelier, 2003

**THE RESPONSE OF RWANDAN IMPORTS TO
EXCHANGE RATE MOVEMENTS:
A COINTEGRATION ANALYSIS**

By
Douglas B. Kigabo

Abstract

Rwanda is a small and largely open economy with a quasi chronic current account deficit. Exchange rate devaluation has been adopted at different times as a solution to external imbalances with the expectation that it will increase exports and decrease imports in the long-run. This study examines the long-run responsiveness (elasticity) of Rwandan disaggregated imports to changes in exchange rate using Engle-Granger cointegration analysis. The results suggest that exchange rate does not significantly affect Rwandan imports either at the aggregate or at disaggregate levels.

INTRODUCTION

Today, economies of the world are structurally connected and interdependent in terms of the demand and supply of goods and services, and investment in assets. Exchange rate is one of the variables which play a determinant role in the transactions between countries. In fact, movements in exchange rate influence changes in both export and import prices. Therefore, exchange rate is considered to be an appropriate instrument of the balance of payments adjustment. However, the effectiveness of the exchange rate policy in the correction of the imbalances of external accounts is still controversial. Evidences have revealed that the success of a currency depreciation (or devaluation) in terms of an improvement of the current account is highly correlated with the particularity of each economy.

The analysis of Rwanda's balance of payments structure shows that it is characterised by two main weaknesses: a quasi-chronic imbalance in the current account and a very high dependence on external financing flows. The chronic deficit of Rwanda's current account is essentially understood as a result of the following reasons:

- Energy dependence
- Food dependence
- Low level of industrialisation
- Deficit of services account due to the fact that Rwanda remains largely a net importer, and that the related import charges are constantly higher than the services linked to the exports by residents.

From this, it can be argued that the level of imports is indirectly a measure of the lack of internal production. It is important for Rwanda to understand and analyse the behaviour and the determinants of its imports and then, to orient rationally its policy in terms of international trade knowing the consequences of that policy on Rwandan economy in general.

The exchange rate is a variable which plays a very important role in an open economy because it facilitates transactions between countries. The appreciation (re-evaluation)

of a local currency augments imports and diminishes exports while depreciation (devaluation) augments exports and diminishes imports.

The Rwandan franc devaluation has been the solution always proposed by the International Monetary Fund (I.M.F) and the World Bank (WB) to ameliorate the current balance because of the expectation that it will increase exports and decrease imports.

The possibilities for a given economy to correct the current account imbalance through a country's currency depreciation/devaluation depend on the response of demand for imports and exports to exchange rate movements.¹ However, for a country like Rwanda which produces mainly for its own consumption and imports much more than it exports, it is important to note that there is the probability that devaluation (or depreciation) of the currency does not achieve the theoretical expected results. So, there is a need to analyse the structure of Rwandan imports and determine the extent to which exchange rate can be used to manage the balance of payments.

This study will analyse the long run relationship between Rwandan imports and exchange rate. It aims to provide the long-run elasticities of Rwandan imports (with respect to exchange rate) at both aggregated and disaggregated levels.

The study is organised as follows:

Section 1 discusses the literature review and presents several findings from the recent empirical studies. In section 2, the discussion of the methodology is provided. In section 3 provides the results of the cointegration analysis.

1. LITTERATURE REVIEW

In literature, the analysis of the relationship between exchange rate and trade flows is based on the assessment of the effects of currency depreciation on the current account.

¹ More precisely, the Marshall-Lerner-Robinson condition makes this statement: "a depreciation or devaluation of a country's currency will improve its current account balance if the sum of the price-elasticities of domestic and foreign demand for imports is larger than unity". (P.B. Kenen, 1985:325).

Two approaches are generally used in order to investigate the effects of a currency depreciation/devaluation on the current account: the 'Elasticities Approach' and the 'Trade Balance Approach'.

According to Aydin, Ciplak, and Yucel (2004), from the econometric point of view, the Elasticity Approach is based on estimating the import and export demand functions by regressing the volume of import (export) on effective/nominal exchange rates, relative import (export) prices, and world (domestic) real income. In fact, the Marshall-Lerner Condition states that a depreciation/devaluation of a country's currency improves the current account balance (initially assumed in equilibrium) if the sum of the price elasticities of import and export exceeds the unity. Therefore, one would proceed by estimating the import and export functions and check their respective elasticities in order to determine whether depreciation could improve the trade balance.

Khan (1975) has studied the behaviour of the imports of Venezuela at both the aggregated and disaggregated levels using the following model specification:

$$\log M_{it}^d = \alpha_{0i} + \alpha_{1i} \log (PM_i/PD_i)_t + \alpha_{2i} \log Y_t + \mu_{it}, \text{ where:}$$

M_i the quantity of the i^{th} import commodity

PM_i is the price of the i^{th} import commodity

PD_i is the price of the i^{th} domestic commodity

Y is the real gross domestic product, and

μ_{it} is the error term.

The function is specified in terms of logarithms so that the parameters α_{1i} and α_{2i} can be directly interpreted as respectively the relative price and real income elasticities of imports.

Having estimated this import demand function using OLS for each category of imports as well as for aggregated imports, Khan concluded that relative prices and real income explain a large proportion of the variation in the Venezuela imports both at the aggregated as well as disaggregated levels. However, he argued that the weighted averages of the price and income elasticities of individual imports were

larger than the corresponding elasticities obtained from a direct estimation for aggregate imports. Particularly, the estimates of the price elasticity were ranged from -5.89 for furniture imports (upper limit) to a lower limit of -0.76 for machinery imports. This supports the view that developing countries tend to have an inelastic demand for capital-intensive imports (Khan, 1975:223).

Goldstein, Khan, and Officer (1980) have investigated annual demand equations for total imports for ten industrial countries (Australia, Belgium, Canada, Denmark, Finland, Germany, Italy, Sweden, the United Kingdom, and the United States) over the period of 1951-1973. The particularity of their study is the formulation of a general import function in which the price of imports, tradable goods and non-tradable goods are the arguments. The objective of the analysis was therefore to ascertain whether the price of non-tradable goods could be empirically relevant in determining import demand. The function for imports from the above authors has the following theoretical form:

$M^d = f(\text{PM}, \text{PNT}, \text{PT}, Y/Y^*, Y^*)$, where,

M^d = quantity of imports demanded

PM = price of imports

PNT = price of non-tradable goods

PT = price of tradable goods

Y/Y^* = ratio of current real income (Y) to its trend,

Y^* = trend level of real income.

The equation was estimated in its log-linear form by OLS using when necessary the 'Cochrane-Orcutt' method to adjust for autocorrelation (Goldstein, Khan, and Officer 1980:194). The results have shown that the price of non-tradable goods did not appear to be a significant determinant of import demand in most industrial countries. Therefore, one should not constrain the price elasticity of demand for imports to be equal between domestic tradable and non-tradable goods.

Clarida (1994), using a simple-rational expectations permanent -income model, derived a structured econometric specification of the demand for imported consumer goods. In his model, the log of import demand is linear in the log of the relative price of imports, the log of the demand for domestic goods, and the log of an unobservable

shock to tastes. In terms of price elasticity, empirical results indicated that the price elasticity of import demand averaged -0.95(Ibid:398), and given the statistical precision of the estimate, the null hypothesis of a unitary price elasticity could not be rejected.

Kotan and Saygili (1999) have analysed Turkish import demand in which domestic income, exchange rate and foreign exchange reserve movements enter as arguments. The import demand function is estimated by using two different econometric methods: Engle-Granger two stage cointegration procedure and the Structural VAR Method. The model specification used for recovering a long run relationship between the variables under consideration is:

$$\ln M_t = b_0 + b_1 \ln Y_t + b_2 \ln EX_t + b_3 \ln CPI + b_4 \ln Res_t, \text{ where:}$$

M = non-oil imports

Y = income level

dEX = nominal depreciation of exchange rate

dCPI = inflation rate

Res = international reserves.

Using quarterly data for the period 1987Q1 – 1999Q1, the Engle-Grange procedure results have proved that the Turkish import function is price and exchange rate inelastic (their respective estimates are 0.37 and -0.24, Ibid:12). From the Structural VAR Approach however, the authors concluded that anticipated and unanticipated changes in the real depreciation rate had significant effects on import demand growth.

The most recent empirical research on Turkey is from Aydin, Ciplak, and Yucel (2004). In this study, the authors estimated the export and import demand using both single equation and vector auto regression frameworks. They concluded that exports are statistically determined by the unit labour costs, export prices and the national income while imports are mostly affected by the real exchange rate and national income. Therefore, the real exchange rate is revealed as a significant determinant of imports, but not of exports.

Lessons of experiences:

In conclusion, two important elements merit a mention from the empirical studies regarding the issue of import price-elasticities:

- The price-elasticity/inelasticity of imports may depend on the structure of a specific economy. Economies with a high possibility of import-substitution are likely to be more sensitive to changes in import-prices.
- The sign, magnitude and significance of the price-elasticities of imports are mostly affected by the methodological approach. In fact, it has been observed that estimating the price-sensitivity using only aggregate imports may not be sufficient. Therefore, in order to provide information on the rational behaviour of imports, one would need to disaggregate and categorise imports into different types. For example, agricultural products and machinery products are unlikely to respond in the same way to the price variations in developing countries. Disaggregated import equations are then important since they avoid the bias involved in estimates of elasticities based only on aggregate imports.

2. METHODOLOGY

To analyse the responsiveness of Rwandan imports to changes in the exchange rate, it is necessary to investigate the import demand function. Rwanda, as a small open economy with limited natural resources, is dependent on external trade activities. Therefore, imports are of importance since they reflect the production and consumption behaviour in Rwanda. Since import is apparently a crucial economic variable, it would be preferable to include in the model the theoretical underlying causes of its growth. As a variable of expenditure demand, real import demand is regressed on real income, inflation, foreign exchange reserves, and nominal exchange rate. The econometric model of import demand used is close to those developed by Kotan and Saygili (1999) and Aydin, Ciplak, and Yuçel (2004) in estimating the import and export demand functions for Turkey.

The model is estimated using the ENGLE-GRANGER two step cointegration-error correction methodology.

In the estimated model, yearly data covering a period of 25 years (from 1980 to 2004) are used. These data are obtained from publications by the National Bank of Rwanda (Banque Nationale du Rwanda, 1990-2004), and the Ministry of Finance and Economic Planning, known as MINECOFIN.

The data set consists of the following macroeconomic variables in billion of constant Rwandan Franc, base 100=1990:

I_{imp} = Natural logarithm of real imports(fob)

I_{GDP} = Natural logarithm of real GDP

I_{CPI} = Natural logarithm of consumer price index, base 100=1990

I_{EXCH} = Natural logarithm of Nominal Exchange Rate: units of Rwandan Francs per unit of U.S. Dollar

I_{Res} = Natural logarithm of total foreign exchange reserves

$I_{(X/M)}$ = Natural logarithm of exports/imports ratio, (fob values)

IM_2 = Natural logarithm of money supply

Economic theory often suggests that economic variables should be non-stationary but linked by a long-run equilibrium relationship. In fact, variables which are $I(1)$, i.e non-stationary tend to diverge as the sample increases because their unconditional variances are proportional to the size of the sample. (Davidson and MacKinnon, 1993). Therefore, these variables are unlikely to obey any sort of long-run equilibrium relationship. However, it is possible for the linear combinations of $I(1)$ variables to be stationary and obey an equilibrium relationship in the long-run. The variables are in this case said to be cointegrated. Cointegration analysis is then fundamental in the understanding of long-run relationships among economic time series.

Two approaches of testing cointegration are extensively used in the current literature: Engle-Granger two-step methodology and the Johansen Procedure. According to Masih (2000) cited by Agbola (2004), the Johansen Procedure has the merits of:

- Not preliminarily assuming the existence of at most a single cointegrating relationship among the variables in the model,

- Not being sensitive to the choice of the dependent variable in the cointegrating equation. This procedure assumes all variables to be endogenous.

However, despite its merits, the Johansen Procedure has some limitations due in that it requires the use of long time-series data. In fact, because in estimating a VAR, the ultimate objective is to extract estimates of the structural equation from its reduced form, it is necessary to impose some restrictions on the parameters. These restrictions lead to a loss of information. In addition to this, the estimation of a system in the Johansen Procedure requires one to preliminarily select the lag-length. More lags imply more information lost. Therefore, if one aims to provide realistic estimates of the coefficients, it is better to have a relatively long time series data.

Taking into account the data I have (25 observations) and the variables in the model (5 variables), I prefer to use the Engle-Granger methodology since it can provide estimates for the long-run import-elasticities, the primary purpose of this study.

The two steps for Engle-Granger cointegration methodology are (Enders, 1995):

- The estimation of the long-run relationship among non-stationary variables,
- The estimation of the error correction model (ECM).

Before performing the two-step Engle-Granger cointegration methodology, it is necessary to test for unit roots in the variables since the concept of cointegration is applied to non-stationary time series.

Pre-test of the unit roots in the variables: Test of stationarity

A unit root in each variable is tested using the Augmented Dickey-Fuller test. The results of this test are reported in table 1, with critical values from the Augmented Dickey-Fuller:

Table 1. ADF results of unit root tests

1.Variables	t-statistic (with trend)	t-statistic (without trend)	Conclusion
Iimp	-1.920	0.645	I(1)
IRes	-1.431	0.058	I(1)
I(X/M)	-3.072	-1.537	I(1)
IEXCH	-2.099	0.266	I(1)
IGDP	-1.059	-1.251	I(1)
ICPI	-2.313	0.134	I(1)
IM ₂	-1.993	0.466	I(1)
2.Critical values(ADF)			
1%	-4.380	-3.750	
5%	-3.600	-3.000	
10%	-3.240	-2.630	

As indicated by Table 1, we cannot reject at even the 10 percent level of significance, the null hypothesis of a unit root in each variable. Thus, any of the variables of interest is $I(1)$. These variables become $I(0)$ only if differentiated.

Although variables are all $I(1)$, there may exist a particular long-run relationship among them. It is then possible to test for the cointegration of these $I(1)$ variables.

3. COINTEGRATION ANALYSIS

To provide realistic estimates of how Rwandan imports respond to changes in exchange rate, it will be necessary to categorise imports into different types. Using Engle-Granger cointegration methodology, these categories of imports are analysed respectively: total imports, non-oil imports, and consumption imports.

The Cointegration framework examines the existence of a long run relationship between non-stationary variables. Since the variables of interest for this study are found to be non-stationary, I will attempt to determine whether there exists an

equilibrium relationship between them. The following Engle-Granger two steps are used for this purpose:

- Estimating the long-run equilibrium relationship: first an OLS regression of imports on the different regressors is performed. Second, in order to determine if the variables are cointegrated, an ADF test is used to test for unit roots in the residual sequence from the long-run equilibrium. The variables are said to be cointegrated if the residuals are stationary.
- Estimating the error-correction model: if the variables are found to be cointegrated, the residuals of the cointegration regression are entered in a short-run dynamic equation as an error correction term.

1. Total Imports

- Long run equilibrium

The first step of the Engle-Granger cointegration analysis is to test the existence of a long run relationship between total imports, income, inflation, nominal exchange rate, and international reserves. The following model specification is used:

$$\ln \text{Imp}_t = a_0 + a_1 \ln \text{GDP}_t + a_2 \ln \text{CPI}_t + a_3 \ln \text{EXCH}_t + a_4 \ln \text{Res}_t + e_t, \quad (1), \text{ where:}$$

$\ln \text{Imp}$ = Log of total imports (fob)

$\ln \text{GDP}$ = Log of GDP

$\ln \text{CPI}$ = Log of consumer price index

$\ln \text{EXCH}$ = Log of Nominal Exchange Rate: units of Rwandan Francs per unit of U.S. Dollar

$\ln \text{Res}$ = Log of total international reserves

a_0 = Constant term

e_t = Error term

In equation (1) above, the coefficients a_1 , a_2 , a_3 , and a_4 are respectively income, inflation, exchange rate, and international reserves elasticities of the Rwandan import demand. The expected signs of the explanatory variables are as follows:

- a_1 is expected to be positive since as domestic income increases, demand for imports increases,
- a_2 is expected to be positive. In fact, when inflation increases, ceteris paribus, foreign goods become relatively cheaper and consequently, demand for imports increases.
- Since the nominal exchange rate represents units of Rwandan Francs per 1USD, the increase in exchange rate implies the depreciation (devaluation) of the Rwandan Franc. Therefore, a_3 is expected to be negative: an increase in the nominal exchange rate will result in relatively more expensive foreign goods and then, the deterioration of the demand for imports.
- Foreign exchange reserves are often considered as an important determinant of demand for import, especially in developing countries. The sign of its coefficient a_4 is expected to be positive since an increase in foreign reserves implies the availability of more funds for imports.

The model results are the following:

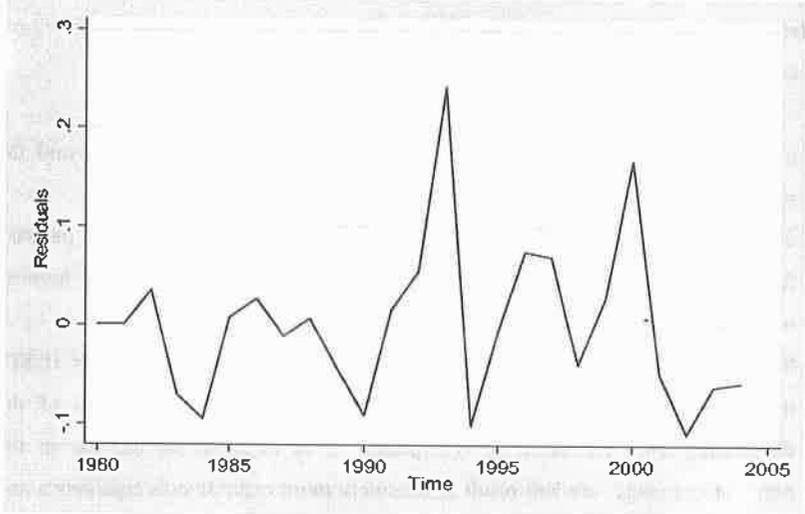
```
regress l1imp lexch l1cpi lgdp l1res
```

Source	SS	df	MS				
Model	11.5558596	4	2.88896489	Number of obs =	25		
Residual	.160996184	20	.008049809	F(4, 20) =	358.89		
Total	11.7168558	24	.488202323	Prob > F =	0.0000		
				R-squared =	0.9863		
				Adj R-squared =	0.9835		
				Root MSE =	.08972		

	limp	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]
	lexch	.169867	.1204317	1.41	0.174	-.0813491 .421083
	l1cpi	.5659383	.1040253	5.44	0.000	.3489454 .7829312
	lgdp	.3090741	.0799346	3.87	0.001	.1425419 .4756062
	l1res	.1459861	.0370947	3.94	0.001	.0688608 .2233642
	_cons	3.436417	.3794799	9.06	0.000	2.644835 4.227998

To determine whether there is a long-run relationship towards which these variables always come back, I need to test for unit roots in the residuals from the regression above. A visual inspection of the residuals suggests that they are stationary.

Figure 1: Plot of residuals from the cointegrating equation: total imports



To facilitate the test for cointegration, Engle and Granger (1987) constructed confidence intervals. Under the null hypothesis of no-cointegration of the variables, the critical values for the t-statistic are given by the following table:

Table 2. Critical values for the null hypothesis of no-cointegration²

	1%	5%	10%
No lags	-4.07	-3.37	-3.03
Lags	-3.73	-3.17	-2.91

Source: Enders: 1995:383

The ADF test of the residuals gives the following results:

Table 3. Test for cointegration: total imports

Engle-Granger critical values, (no lags)	t-statistic
1%	-4.488
5%	
10%	

² For different cases, I have also considered the more complete Davidson and MacKinnon table of critical values.(Verbeek, 2000:284). In some cases, the results are somehow less clear-cut, but the error correction representation confirms the hypothesis of cointegration in each case.

These results suggest that the residuals from the cointegration regression are stationary (t-statistic is significant even at 1% significance level). It can then be concluded that the variables of the model (1) are cointegrated. In other words, there is a long-run equilibrium between them.

From this, it is argued that in the long-run: inflation (CPI), income (GDP), and international reserves (Res) significantly affect Rwandan imports with their expected signs. It can be inferred from these results that Rwandan import demand is income, inflation, and foreign exchange reserves inelastic. In fact, the long run elasticities of Rwandan imports are the following:

- A one percent increase in inflation causes a 0.56 percent increase in Rwandan imports,
- A one percent increase in GDP causes a 0.31 percent increase in imports,
- A one percent increase in foreign foreign exchange reserves causes a 0.14 percent increase in imports.

The constant term is revealed also to be significant. Therefore, it can be inferred that there are some important structural effects other than the variables mentioned in the determination of Rwandan import demand. The positive sign of the coefficient of the constant term implies the tendency for the import demand to increase with a structural effect of 3.4 percent on imports.

The nominal exchange rate, which is the variable of interest for the present study, is found to be insignificant and appears with an unexpected sign. In contrast of how one would expect, the coefficient of exchange rate is positive (+0.17) and statistically insignificant. Therefore, it can be concluded that movements in the nominal exchange rate do not significantly affect Rwandan import demand. In other words, Rwandan imports are not sensitive to Rwandan Franc depreciation (devaluation).

• **Estimating the short run dynamic equation and Error-Correction Model**

The second step in the Engle-Granger methodology is to insert the residual from the long run equation into the short dynamic equation as an error correction term (ecm). The short run relationship is tested as follows:

$$D\text{Imp}_t = a_0 + a_1 D\text{IEXCH}_t + a_2 D\text{IGDP}_t + a_3 D\text{ICPI}_t + a_4 D\text{ires}_t + a_5 (\text{ecm})_{t-1} \quad (2). \text{ Where:}$$

D expresses the variation in the variable of interest.

The sign of ecm is expected to be negative so that a deviation in the short run from the long run equilibrium may be corrected by the amount of its coefficient.

The following results are provided:

```
regress Dlimp Dlexch Dlgdp Dlcpi Dires l.ecm
```

Source	SS	df	MS			
Model	1.20868016	5	.241736031	Number of obs =	24	
Residual	.150732115	18	.008374006	F(5, 18) =	28.87	
				Prob > F	= 0.0000	
				R-squared	= 0.8891	
				Adj R-squared	= 0.8583	
				Root MSE	= .09151	
Total	1.35941227	23	.059104881			

Dlimp	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
Dlexch	.1238197	.1183832	1.05	0.309	-.1248943	.3725336
Dlgdp	.3413338	.1246434	2.74	0.013	.0794678	.6031998
Dlcpi	.4183776	.2453163	1.71	0.105	-.0970129	.9337681
Dires	.1639568	.038759	4.23	0.001	.0825271	.2453864
ecm						
L1	-.766658	.3186973	-2.41	0.027	-1.436216	-.0970999
_cons	.0128963	.0291164	0.44	0.663	-.0482751	.0740677

The error correction term (ecm) is significant and has, as one would expect, a negative sign. Therefore, 76 percent of the deviation from the long run equilibrium at time t-1 is corrected at time t.

As indicated by the t-statistic and the 'p>|t|', exchange rate is insignificant and has the positive sign. Thus, exchange rate does not matter in the determination of import demand.

Rwandan imports are not sensitive to changes in the exchange rate. The reason for this might be that imports like oil, equipment and intermediate goods are included in the aggregate variable of 'total imports'. These products are important for economic

activity and are not found in the country. Therefore, it is necessary to examine the elasticity of imports at their disaggregated level.

2. Disaggregated imports

- Non-oil imports

Rwanda is a small country, and a strongly open economy. Therefore, shocks in world prices are likely to affect the trade volume for a price-taker country such as Rwanda. Changes in oil prices can then be considered as exogenous shocks to Rwanda since oil imports depend strongly on world oil prices. The fact that oil prices are exogenous may affect the estimates of the elasticity of imports to exchange rate. The estimation of the import demand function excluding oil imports gives the following results:

```
regress lnoimp lexch lcpi lgdp lres
```

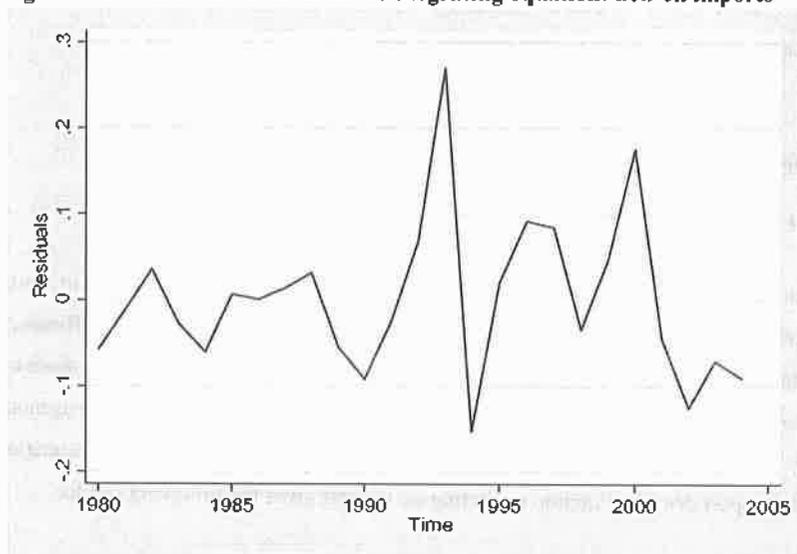
Source	SS	df	MS
Model	12.8586201	4	3.21465503
Residual	.204799901	20	.010239995
Total	13.06342	24	.544309168

```
Number of obs = 25
F( 4, 20) = 313.93
Prob > F = 0.0000
R-squared = 0.9843
Adj R-squared = 0.9812
Root MSE = .10119
```

lnoimp	Coef.	Std. Err.	T	P> t	[95% Conf. Interval]
lexch	.1343223	.1358306	0.99	0.335	-.1490155 .41766
lcpi	.6199612	.1173265	5.28	0.000	.3752225 .8646999
lgdp	.3099214	.0900427	3.44	0.003	.1220956 .4977471
lres	.1706344	.0418378	4.08	0.001	.0833624 .2579065
_cons	3.002927	.428002	7.02	0.000	2.110131 3.895724

The graph and the ADF test suggest that the residuals from the cointegration regression of non-oil imports are stationary:

Figure 2: Plot of residuals from the cointegrating equation: non-oil imports



The ADF test provides the following results:

Table 4. Test for cointegration: non-oil imports

Engle-Granger critical values, (no lags)	t-statistic
1%	-4.07
5%	-3.37
10%	-3.03

The residuals obtained from the long run equation are found to be stationary at 1% significance level. This implies that there is a cointegrating relationship between non-oil imports, GDP, inflation, and foreign exchange reserves.

The results above indicate that, in the long run equilibrium, Rwandan non-oil imports are significantly affected by inflation, income and foreign exchange reserves. However, as for the total imports, the exchange rate is found to be insignificant in the determination of non-oil imports.

The sign and the level of statistical significance of the error correction term (ecm) demonstrate the behaviour of the correction towards the long-run trend. This can be seen from the following results:

. regress Dlnoimp Dlexch Dlgdp Dlcpi Dires l.ecm				
Source	SS	df	MS	
Model	1.48350748	5	.296761496	Number of obs = 24
Residual	.18017922	18	.010009957	F(5, 18) = 29.65
Total	1.6639867	23	.072347248	Prob > F = 0.0000
				R-squared = 0.8917
				Adj R-squared = 0.8616
				Root MSE = .10005

Dlnoimp	Coef.	Std. Err.	T	P> t	[95% Conf. Interval]	
Dlexch	.1392617	.1301726	1.07	0.299	-.1342207	.4127441
Dlgdp	.3629394	.1385788	2.62	0.017	.0717962	.6540825
Dlcpi	.3787474	.2664627	1.42	0.172	-.1810699	.9385647
Dires	.1839615	.0424	4.34	0.000	.0946825	.2730406
ecm						
L1	-.7253799	.3246077	-2.23	0.038	-1.407355	-.0434043
_cons	.0191495	.0320414	0.60	0.558	-.048167	.0864661

The error correction term (ecm) is negative (-0.72) and significant ($p>|t|=0.000$). This means that a chock at time $t-1$, which takes variables from their long run equilibrium, is corrected to the extent of 72% at time t .

The exchange rate still found to be insignificant according to the t-statistic (1.07) and the $p>|t|=0.299$. Therefore, it can be concluded that even after excluding the oil-imports from the total imports, Rwandan non-oil imports are not influenced or affected at all by the exchange rate movements.

Rwandan total and non-oil imports are revealed to be insensitive to exchange rate variations. In fact, after excluding oil imports whose prices are considered as exogenous, the nominal exchange rate does not significantly affect the non-oil imports. This might be the consequence of the bias involved in estimates of elasticities based on imports including equipment and intermediate goods. In fact, Rwandan industries, private and public enterprises are highly dependent on foreign suppliers for equipment and intermediate goods which cannot be domestically provided as the demand requires. The fact that the country is so dependent on foreign technology, equipment and input, and the lack of import-substitution in these sectors is likely to affect the estimates of import elasticities. To avoid such a problem, it is then preferable to estimate the import function excluding both oil imports, and

equipment and intermediate imported goods. This is estimating import demand using only consumption goods.

- **Consumption goods**

Disaggregating import equations in different types is important in the sense that it provides information on the rational behavior of import elasticities. In developing countries, and specifically in Rwanda, the consumption imported goods is likely to be more sensitive to changes in prices than oil, equipment and intermediate goods. Consumption goods include the basic items such as agricultural products, food, and other consumption goods with a relatively high possibility of import-substitution.

Using only consumption goods, the estimation of Rwandan import demand gives the results below:

```
regress lcons lexch lgdp lcpil lres
```

Source	SS	df	MS		
Model	16.5730295	4	4.14325738	Number of obs =	25
Residual	.792673095	20	.039633655	F(4, 20) =	104.54
				Prob > F =	0.0000
				R-squared =	0.9544
				Adj R-squared =	0.9452
				Root MSE =	.19908
Total	17.3657026	24	.723570943		

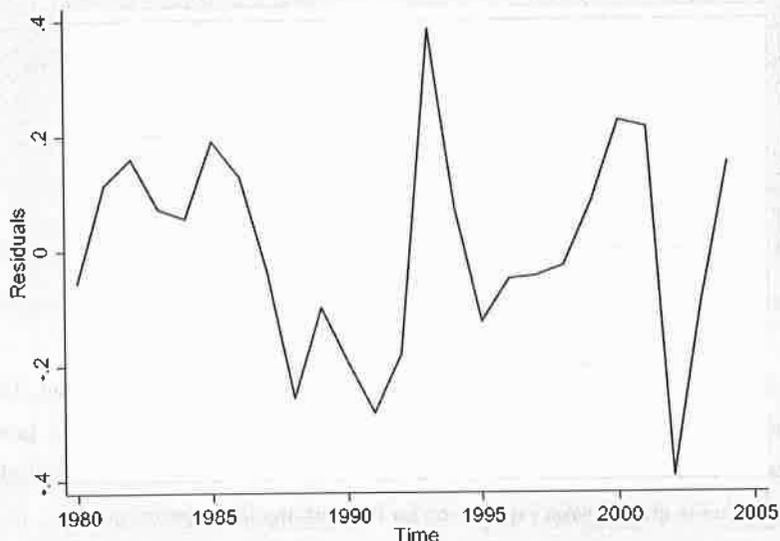
	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
lexch	.3693401	.2672267	1.38	0.182	-.1880851	.9267653
lgdp	-.1572379	.1771457	-0.89	0.385	-.5267574	.2122816
lcpil	.3364528	.2308225	1.46	0.160	-.1450345	.81794
lres	.3241822	.0823096	3.94	0.001	.1524873	.4958771
_cons	3.23037	.8420309	3.84	0.001	1.473925	4.986816

The test for unit roots (graph and ADF) in the residuals from the cointegration regression of consumption imports gives the following results:

Table 5. Test for cointegration: consumption imports

Engle-Granger critical values, (no lags)	t-statistic
1%	-4.07
5%	-3.37
10%	-3.03

Figure 3: Plot of residuals from the cointegrating equation: consumption imports



The graph above suggests that the residuals from the cointegration regression of consumption imports are likely to be stationary. The ADF test for unit roots supports the stationarity of the residuals. As revealed by the results above, residuals are stationary at 5% significance level. Thus, there is a long-run relationship towards which consumption imported goods, GDP, inflation, exchange rate, and foreign exchange reserves always return.

In the long run equilibrium, the exchange rate does not significantly affect Rwandan consumption of imported goods. While oil, intermediate goods, and equipment imports are excluded, it is still true to infer that imports are not sensitive to changes in exchange rate.

Results from the estimation of a short run dynamic equation are as follows:

regress Dlcons Dlexch Dlgdp Dlcpi Dires 1.ecm						
Source	SS	df	MS		Number of obs = 24	
Model	1.3786808	5	.275736159		F(5, 18) =	8.06
Residual	.614630122	18	.034146118		Prob > F =	0.0004
					R-squared =	0.6917
					Adj R-squared =	0.6060
Total	1.99331092	23	.086665692		Root MSE =	.18479

Dlcons	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
Dlexch	.0670319	.238982	0.28	0.782	-.4350507	.5691146
Dlgdp	.1858117	.2633317	0.71	0.489	-.3674276	.739051
Dlcpi	.7822057	.5004762	1.56	0.135	-.2692557	1.833667
Dires	.2264519	.0795736	2.85	0.011	.059274	.3936299
ecm						
LI	-.6544979	.2435663	-2.69	0.015	-1.166212	-.1427842
_cons	-.0145468	.059441	-0.24	0.809	-.1394278	.1103341

The coefficient for the error-correction term is negative (-0.65) and significant. This means that 65% of the deviation from the long run equilibrium caused by a given shock, is corrected per year. The exchange rate is again found to be statistically insignificant in the short-run explanation for the consumption imported goods.

Based on our model estimates discussed previously, the long-run and short-run elasticities of imports with respect to their regressors can be summarised in the Table 6 below.

As indicated by the Table 5, the long-run relationship of imports with respect to income, inflation and foreign exchange reserves is, in most of cases significant but inelastic. In fact, all these explanatory variables significantly affect the import demand (total and non-oil imports). But, according to the elasticity estimates, it is observed that a one percent variation in each of these variables implies a change of less than 1% in imports. This implies an inelastic relationship between import demand and real income, inflation, and foreign exchange reserves. However, consumption imports are revealed to be significantly influenced only by the exchange reserves in the long-run. In the short-run, income and foreign exchange reserves significantly affect total and non-oil imports while inflation loses its significance. Consumption imports are, as in the long-run only significantly affected by foreign exchange reserves.

In terms of the exchange rate, it is revealed that, any category of imports is significantly affected by the exchange rate either in the long-run or the short-run.

Despite how imports have been disaggregated in order to avoid bias in estimates, results show that exchange rate does not matter in the determination of import demand. Even for consumption imports where the possibility of import-substitution is relatively high, the exchange rate is found to be insignificant.

Table 6 Import elasticity estimates

	Long-run	Significance	Short-run	Significance
1.Total imports				
GDP	0.31	Yes	0.34	Yes
CPI	0.56	Yes	0.42	No
EXCH	0.16	No	0.12	No
Res	0.14	Yes	0.16	Yes
Non-oil imports				
GDP	0.31	Yes	0.36	Yes
CPI	0.62	Yes	0.38	No
EXCH	0.13	No	0.14	No
Res	0.17	yes	0.18	yes
3.Consumption imports				
GDP	-0.15	No	0.18	No
CPI	0.33	No	0.78	No
EXCH	0.36	No	0.07	No
Res	0.32	yes	0.23	yes

CONCLUSION

I have been assessing the response of Rwandan imports to changes in the exchange rate. Using the elasticity approach, imports have been disaggregated in order to avoid bias in estimates involved by considering the aggregate variable of total imports. In this respect, the effects and significance of income, exchange rate, inflation, and foreign reserves on the import demand function are analysed for each category of imports.

In most cases, import demand is responsive to income in the long and short run, and responsive to inflation only in the long-run. In all cases, import demand is found to be responsive to foreign exchange reserves both in the long run and the short run.

In all cases, import demand is revealed to be irresponsive to the exchange rate for each category of imports. In fact, using total imports, it has been indicated that the exchange rate does not significantly affect Rwandan total imports. Since estimating the price-sensitivity using only aggregate imports may not be sufficient, it has been necessary to categorise Rwandan imports in non-oil imports and consumption imports.

For a developing country like Rwanda, oil imports, equipment imports, and consumption imports are unlikely to respond in the same way and to the same extent to the price variations.

Oil imports depend strongly on the world oil price and Rwanda cannot domestically produce oil or its substitutes. Therefore, oil-imports can be considered as exogenous and unresponsive to movements of exchange rate. It is then preferable to exclude them from the total-imports in order to avoid their influence on elasticity estimates. After estimation, it is found that the exchange rate does not significantly affect the non-oil import demand for Rwanda. Therefore, even after excluding oil-imports, Rwandan non-oil imports are still unresponsive to changes in the exchange rate.

Non-oil imports for Rwanda still have two main components: equipment and intermediate goods, and consumption goods. Due to the low level of industrialisation,

most of the modern equipment, as well as industrial and agricultural inputs are not produced in Rwanda. Therefore, regardless of price level, the country has to import this category of goods. Since equipment and intermediate goods seem relatively incompressible, they may affect the elasticity estimate of Rwandan imports with respect to exchange rate variations. Once again, it is necessary to exclude this category of imports from the non-oil imports. Then, it is expected to provide a realistic responsiveness of only consumption imported goods to exchange rate movements. Elasticity estimates and statistical significance indicate that Rwandan consumption imports are as unresponsive as other types of imports to changes in the exchange rate.

These results suggest that a nominal devaluation (depreciation) of Rwandan Franc does not significantly affect the level of import demand. In fact, changes in the prices of imports due to exchange rate movement do not cause changes in import demand at all. The reason for this is structural: on one hand, oil imports, equipment and intermediate goods do not have substitutes in Rwanda because of poor natural resources and the low level of industrialisation. On the other hand, high demographic pressure, degradation of soils, and the stagnation of farming methods, make the importing of food and other basic consumption goods necessary to achieve food sufficiency.

Theoretically, inelastic import demand with respect to exchange rate would imply that devaluation (depreciation) may have inflationary pressure and the trade balance is unlikely to be improved by currency depreciation. The effects of exchange rate variations on domestic consumer prices and trade balance in Rwanda are then the open question for the next researches.

Bibliography

Agbola, F.W. (2004). *Does devaluation improve trade balance of Ghana?* http://www.issr.org/devaluation_Agbola.pdf, accessed on 2005/08/20.

Aydin, M.F., Ciplak, U., and Yucel, M.E. (2004). *Export supply and Import demand models for the Turkish economy*. The Central Bank of the Republic of Turkey, Research Department Working Paper No.04/09.

Bahmani-Oskooee, M. (1985). Devaluation and the J-curve: some evidences from Less Developing Countries. *The Review of Economics and Statistics*, Vol.67, No.3, PP. 500-504.

Bahmani-Oskooec, M. and Janardhanan, A. (1999). Bilateral J-Curve between U.S. and her trading partners. *Weltwirtschaftliches Archives*, No.135, PP.156-165.

Banque Nationale du Rwanda (1991). Rapport annuel. Département d'Etudes et Statistiques de la BNR. Kigali/Rwanda.

Banque Nationale du Rwanda (1995). Bulletin statistique de la BNR. Kigali/Rwanda.

Banque Nationale du Rwanda (2000). Bulletin statistique de la BNR. Kigali/Rwanda.

Banque Nationale du Rwanda (2004). Bulletin statistique de la BNR. Kigali/Rwanda.

Banque Nationale du Rwanda. (2003). La politique monétaire au Rwanda: une mutation constante pour une effecience accrue. Kigali/Rwanda.

Boyd, Derick, Caporale, Guglielmo, M. and Ron, S. (2001). Real exchange rate effects on the balance of trade: cointegration and the Marshall-Lerner condition. *International Journal of Finance and Economics*, No.6, PP.187-200.

Campa, J.M. and Goldberg, L.S. (2002). *Exchange rate pass-through into import prices: a macro or a micro phenomenon?*. National Bureau of Economic Research Working Paper series, No.8934. <http://www.nber.org/papers/w8934>. Accessed on 2005/05/16

Carbaugh, R.J. (2000). *International economics*, 7th edition. Washington: South-Western College Publishing.

Céspedes, L.F., Chang R., and Velasco A. (2003). IS-LM-BP in the pampas. *IMF Staff Papers*, (special issue), Vol.50, PP.143-156.

Clarida, R.H. (1994). Cointegration, aggregate consumption, and the demand for imports: a structural econometric investigation. *The American Economic Review*, Vol.84, No.1, PP. 298-308.

Damoense, M.Y and Agbola, F.W.(2005). *Estimating the long-run effects of exchange rate devaluation on the trade balance of South Africa*.
<http://www.nzac.org.nz/conferences/2005/57/>, accessed on 2005/09/22.

Davidson, R. and Mackinnon, J.G. (1993). *Estimation and inference in econometrics*. New York: Oxford University Press.

Devkota, S.C. (2004). *Impact of exchange rate change on foreign trade balance in Nepal*. <http://econwpa.wuste.edu:8089/esp/it/papers/0410/>, accessed on 2005/26/06.

Enders, W. (1995). *Applied Econometric Time Series*. New York: John Willey and Sons.

FAO(1988). *Cross-country analysis of the causes of increased dairy imports*.
<http://www.fao.org/wairdocs/ILRI>, accessed on 2005/07/15

Feinberg, R.M. (1991). The choice of exchange rate index and domestic price passthrough. *The Journal of Industrial Economics*, Vol.39, No.4, PP. 409-420.

Goldstein, M., Khan, M.S., and Officer, L.H. (1980). Prices of tradable and nontradable goods in the demand for total imports. *The Review of Economics and Statistics*, Vol.62, No.2, PP. 190-199.

Gujarati, D. (1992). *Essentials of econometrics*. New York: McGraw-hill.

Hyder, Z. and Shah, S. (2004). *Exchange rate pass-through to domestic prices in Pakistan*. State Bank of Pakistan Working Papers, No.5.

Keney, P.B. (1985). *The international economy*. New Jersey: Prentice-Hall.

Khan, M.S. (1975). The structure and behaviour of imports of Venezuela. *The Review of Economics and Statistics*, Vol.57, No.2, PP.221-224.

Kotan, Z. and Saygili, M. (1999). *Estimating an import function for Turkey*. The Central Bank of the Republic of Turkey, Research Department, Discussion Paper No.9909.

Krugman, P. and Obstfeld, M. (2001). *International economics: theory and policy*, 5th edition. New York: Addison-Wesley.

Krugman, P.R and Obstfeld, M. (1997). *International economics, theory and policy*, 4th edition. New York: Addison-Wesley.

Matthews, J. (1987). *International economic relations*. Johannesburg: Southern Book Publishers.

McCarthy, J. (2000). *Pass-Through of exchange rates and imports prices to domestic inflation in some industrialized economies*. New York: Federal Reserve Bank, Research Department.

Miles, M.A. (1979). The effects of devaluation on the trade balance and the balance of payments: some new results. *The Journal of Political Economy*, Vol.87, No.3, PP. 600-620.

Ministry of Finance and Economic Planning. (1998). *Rwanda development indicators*. Kigali/Rwanda.

Ministry of Finance and Economic Planning. (2003). *Rwanda development indicators*. Kigali/Rwanda.

Ngirabatware, A. and Rusibane, G.(1993). *La capacité de regulation monétaire au Rwanda*. Kigali: African Research Consortium.

Ntamatungiro, J.(1993). *L'économie Rwandaise en transition*. BNR, Département d'Etudes et Statistiques. Kigali/Rwanda.

Obstfeld, M. and Rogoff, K. (1996). *Foundations of international macroeconomics*. Cambridge: MIT Press.

Onafowora, O. (2003). Exchange rate and trade balance in east asia: is there a J-curve? *Economics Bulletin*, Vol.5, No.18, PP. 1-13.

Papell, D.H. (1994). Exchange rate and prices: an empirical analysis. *International Economic Review*, Vol.35, No.2, PP.397-410.

Plane, P. (1990). *Le taux de change dans la politique de développement du Rwanda*. Miniplan, direction des statistiques. Kigali/Rwanda.

Rincon, H.C. (1998). *Testing the short and the long run exchange rate effects on trade balance: the case of Colombia*. Urbana-Champaign: University of Illinois.

Salvatore, D. (2001). *International economics*, 7th edition. New York: John Wiley and Sons.

Verbeek, M. (2000). *A guide to modern econometrics*. New York: John Wiley and Sons.

